

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Roger DUCROS

**Après les élections municipales : avec hardiesse,
en avant !**

■ Marc LACAZE

Le mouvement est engagé.

■ Stéphane JUST

D'Helsinki à Belgrade.

■ François FORGUE

La politique mondiale de l'impérialisme américain : réorientation et continuité.

■ César CORTE

Les fronts populaires contre la révolution.

**1^{re} partie : Vieilles guenilles politiques sous
le signe de l'Union de la gauche.**

■ Denis FOLIAS

**Le droit à la santé, la Sécurité sociale : des
conquêtes sociales révolutionnaires.**

2^e partie : Impérialisme et conquêtes sociales.

Avril 1977 Prix 8 F

N° 576

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 576 - Avril 1977

SOMMAIRE

3 ■ Roger DUCROS

Après les élections municipales :
avec hardiesse, en avant !

21 — ■ Marc LACAZE

Le mouvement est engagé.

37 — ■ Stéphane JUST

D'Helsinki à Belgrade.

53 — ■ François FORGUE

La politique mondiale de l'impérialisme
américain : réorientation et continuité.

79 — ■ César CORTE

Les fronts populaires contre la révolution.

1^{re} partie : Vieilles guenilles politiques
sous le signe de l'Union de la gauche.

105 — ■ Denis FOLIAS

Le droit à la santé, la Sécurité sociale :
des conquêtes sociales révolutionnaires.

2^e partie : Impérialisme et conquêtes
sociales.

Le prochain numéro de « LA VERITE », daté du mois de juin 1977, sera à la disposition des cellules et des militants de l'OCI dès le lundi 23 mai. Cet effort particulier du comité de rédaction a été décidé afin que la vente de ce numéro ne soit pas limitée par les vacances d'été. Toutes les dispositions seront donc prises pour en assurer une diffusion normale.

appel aux détenteurs de numéros de " LA VERITE " clandestine publiée sous l'occupation (1940 - 1944)

Nous avons reçu de nos camarades de la société d'éditions militante EDI un appel aux détenteurs d'anciens numéros de « LA VERITE » clandestine, publiée pendant l'occupation.

L'intérêt du travail entrepris par ces camarades n'échappera à aucun militant, et c'est donc tout naturellement que nous publions la lettre des éditions EDI, en demandant à ceux de nos lecteurs qui pourraient y répondre favorablement, de bien vouloir le faire.

Sous l'égide d'EDI, un groupe de camarades, historiens, chercheurs et militants, prépare l'édition en fac simulé de « La Vérité » clandestine, publiée sous l'occupation, accompagnée de notes diverses, chronologiques, biographiques, etc.

Ce groupe de camarades a réuni une collection presque complète. Cependant, il manque encore quelques numéros. Nous lançons donc un appel à tous ceux qui pourraient détenir ces précieux exemplaires en leur demandant de nous les prêter pour nous en permettre la reproduction.

Neuf numéros nous manquent d'une façon absolue :

1941 : n° 12 à 17 et 19 — **1942** : n° 35 — **1944** : n° 57 et 60.

Pour d'autres numéros, nous ne possédons que des photocopies utilisables, mais dont il serait préférable de reproduire l'original :

1940 : n° 1 à 7 — **1941** : n° 8, 9, 11 et numéros spéciaux du 1^{er} mai et du 25 juin, n° 22 et 23.

En dehors de ces numéros, beaucoup sont dans un état défectueux. Si vous possédez, de cette période, des exemplaires en excellent état, n'hésitez surtout pas à nous le faire savoir.

Pour tout contact : EDI, 29, rue Descartes, Paris-5^e. (Tél. : 633.55.20 l'après-midi seulement, fermé le samedi.)

Merci d'avance et fraternellement.

Pour EDI,
Jean Risacher.

DEFAITE
DU GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE
ET DE LA V^e REPUBLIQUE
IL FAUT UN VAINQUEUR
LES MASSES LABORIEUSES

**après les élections
municipales:
avec hardiesse,
en avant!**

par Roger DUCROS.

Publier La Vérité régulièrement et à date précise est un des acquis importants obtenus ces dernières années. C'est un des éléments de progression de la tâche de construction du parti révolutionnaire en France et de la reconstruction de la IV^e Internationale, que l'OCI poursuit. Maintenir, quoi qu'il arrive, cette régularité est nécessaire, et nous nous en tenons à cette règle. Cela ne va pas toujours sans quelques inconvénients. Ainsi, les exigences techniques de la publication de La Vérité n'ont pas permis, pour écrire cet article, d'attendre le deuxième tour des élections municipales et de l'analyser. La Vérité ne doit pas être une semaine en retard. De toute façon, les résultats du premier tour sont suffisamment significatifs pour nourrir l'analyse politique et ouvrir les perspectives qui en découlent. Nous publions également, dans le cadre de cet article, pages 4 à 7, la déclaration du bureau politique ode l'OCI, en tant que première réponse faite sur le vif aux problèmes que soulèvent les résultats des élections municipales.

Depuis des mois et des mois, « La Vérité » a insisté sur l'importance que les élections municipales auraient pour tout le développement de la situation politique française. Les résultats sont là, plus que significatifs, éclatants. En ce qui concerne les villes de plus de trente mille habitants, la totalisation par les ordinateurs, au matin du 14 mars, donne : les listes que « la majorité » présen-

tait obtiennent 46,5 % des suffrages exprimés ; celles dites de « l'Union de la gauche » en obtiennent 51,5 %. Encore faut-il ajouter que les listes dites « écologistes » ont joué dans le sens d'une diversion empêchant nombre de voix de se déplacer vers la gauche. Un commentateur qui fournissait ces chiffres ajoutait : le rapport des voix dans ces villes s'est inversé depuis les présidentielles.

Déclaration du Bureau Politique de l'Organisation Communiste Internationaliste (Pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

Personne ne peut s'y méprendre, les résultats du premier tour des élections municipales traduisent la formidable volonté des masses laborieuses d'en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, de chasser du pouvoir tous les représentants de la bourgeoisie.

C'est un fait, il y a eu le premier tour des élections municipales, et dans ces élections il y a des vaincus : le gouvernement Giscard-Barre est vaincu, le RPR de Chirac est vaincu. Charbonnel — ex-ministre prébendier de la V^e République, qui, pour conserver ses prébendes, s'était rallié à l'Union de la gauche-Front populaire — est battu à Brive par une liste PCF-PS sans représentants des partis bourgeois. De même, l'amiral Sanguinetti est vaincu par une liste PCF-PS sans représentants des partis bourgeois.

Le pouvoir est isolé, faible de son isolement et de ses déchirements qu'il arrive difficilement à colmater. Le pouvoir reste seul, la V^e République apparaît comme ce qu'elle est au fond : un régime réactionnaire ébranlé jusqu'en ses fondements depuis la grève générale de mai-juin 1968, s'appuyant sur des institutions qu'il faut balayer.

Il y a des vaincus. Il faut un vainqueur : ce sont les masses laborieuses et la jeunesse qui ne veulent plus du gouvernement Giscard-Barre, qui veulent les revendications.

DISSOLUTION IMMÉDIATE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DESAVOUÉE !

Ainsi, la prétendue majorité présidentielle, déchirée, est sortie, avec ses partis — et le RPR et les lecanuettistes, et les indépendants giscardiens et les radicaux —, écrasée. Mais déjà de toutes parts on caresse l'espoir de conserver le passé. Déjà on s'efforce de faire que l'écrasement de la « majorité présidentielle » n'ait pas été, déjà on s'efforce de changer la réalité des événements accomplis. On explique aux travailleurs et aux jeunes qu'il leur faudrait attendre les élections législatives de 1978 et d'ici là, laisser en place le gouvernement Giscard-Barre qui dit non aux revendications, qui organise les licenciements, le démantèlement de la Sécurité sociale, la déqualification et le déclassement, qui précipite dans un chômage sans espoir, avec la sélection, les étudiants, les lycéens et élèves de CET.

C'est un fait : demander aux travailleurs et aux jeunes d'attendre 1978, c'est donner le change aux travailleurs et aux jeunes, comme si on voulait les amener à remettre leur sort aux mains de ceux-là mêmes, les Giscard-Barre, qu'ils viennent d'écraser au premier tour des élections municipales.

C'est un fait : rien ne changera si on laisse les partis de la bourgeoisie au gouvernement ; sinon qu'il y aura aggravation des conditions de vie et de travail.

C'est un fait : ce pouvoir n'a survécu que grâce à l'aide de ceux qui déclarent à tout propos qu'ils respecteront les institutions gaullistes. Ce pouvoir doit disparaître parce que de toutes parts monte la volonté signifiée une nouvelle fois le 13 mars : que le gouvernement Giscard-Barre disparaisse en raison même du fait que ce gouvernement est un gouvernement défendant, contre les masses laborieuses, les intérêts de la bourgeoisie.

C'est là la réalité, une réalité qui, du point de vue électoraliste qui est celui des dirigeants de l'Union de la gauche, sanctionne que la prétendue majorité est écrasée. Elle est minoritaire dans le pays. De ce point de vue, dont se réclament les dirigeants de l'Union de la gauche, la dissolution de l'Assemblée nationale dominée par les partis giscardien et chiraquien doit être la conséquence logique du résultat du premier tour des élections, résultat que confirmera le deuxième tour, dimanche 20 mars.

Mobilisation des travailleurs et des jeunes pour la dissolution de l'Assemblée nationale, tel est le mot d'ordre d'unité sur lequel il faut combattre si l'on veut respecter le verdict du suffrage universel dont se réclament, répétons-le, les dirigeants de l'Union de la gauche.

POUR UN GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRES REPRÉSENTANTS DE LA BOURGEOISIE !

Il ne faut pas que le vaincu, la bourgeoisie, puisse continuer à gouverner, il faut que l'Assemblée nationale soit dissoute, si l'on ne veut pas que s'approfondisse la crise économique, politique et sociale où le gouvernement Giscard-Barre entraîne le pays. Il faut un autre gouvernement, un gouvernement qui s'engage à satisfaire les aspirations et les revendications des masses laborieuses et de la jeunesse. Il ne faut pas accepter que la tentative d'escamoter la volonté des travailleurs puisse être faite.

Les masses laborieuses et la jeunesse ont les yeux fixés sur les dirigeants. Elles veulent que soient satisfaites les revendications. Elles ne veulent pas attendre 1978, car elles savent que ce serait là permettre à Barre d'appliquer son plan d'austérité. L'ampleur qu'a pris l'écrasement des partis faillis de la V^e République atteste déjà l'immensité du mouvement qui se prépare, démontrant que les masses laborieuses et la jeunesse veulent un gouvernement où ne siègeraient pas les représentants des partis bourgeois, les Léo Hamon, Maurice Faure et autres banquiers Filippi, radicaux de gauche. Qui pourra faire croire que ces représentants de la bourgeoisie accepteront de donner satisfaction aux revendications ? Hommes d'Etat de la bourgeoisie, ils resteront toujours des représentants de la bourgeoisie. Rien ne changerait si on les laissait au gouvernement. Et les travailleurs et la jeunesse veulent que ça change. En montrant, à Brive et à Toulon, qu'ils ne veulent pas se laisser imposer les Charbonnel et Sanguinetti, ils ont montré qu'ils voulaient un gouvernement du PCF-PS sans représentants des partis bourgeois, un gouvernement Mitterrand-Marchais, se substituant immédiatement au gouvernement Giscard-Barre. Les militants, les travailleurs de Brive et de Toulon ont ainsi montré quelle voie conduit à la victoire.

FRONT UNIQUE OUVRIER POUR LES REVENDICATIONS !

Les travailleurs ne peuvent pas se contenter de la préservation du passé. En refusant de se laisser imposer les Charbonnel et autres Sanguinetti, les masses laborieuses et la jeunesse n'ont pas refusé la confiance aux dirigeants du PS et du PCF pour qu'ils réalisent l'unité. Les travailleurs veulent la satisfaction

des revendications. Les travailleurs savent que pour arracher les revendications, il faut l'unité. Un mouvement commence ; ses premiers pas : les travailleurs et jeunes qui veulent l'unité commencent déjà à réaliser eux-mêmes l'unité ; ce mouvement ne peut que s'élargir.

Les travailleurs et la jeunesse ont désavoué complètement la V^e République et les institutions, parce que la V^e République et les institutions sont au service du patronat qui dit non aux revendications, qui organise le chômage et la sélection. Alors les travailleurs et les jeunes, qui savaient qu'il leur fallait voter contre Giscard-Chirac, disent :

Nous savons pour qui voter et nous voulons nos revendications. Et parce que nous voulons les revendications, nous, maîtres auxiliaires menacés de chômage, nous nous sommes rassemblés et nous avons réalisé l'unité dans des comités de préparation à la grève, avec les syndicats à des niveaux divers, et nous avons décidé la grève le 15 mars en demandant à nos dirigeants de combattre avec nous pour le réemploi pour tous, pour des garanties écrites et signées.

Nous savons pour qui voter, nous voulons nos revendications, et nous réalisons l'unité dans un comité de grève avec les organisations syndicales —, ont dit des employés de la Sécurité sociale en lutte contre leur déclassement, et, avec eux, toute une série de catégories qui exigent que soient respectés leur qualification et leur coefficient. Ils ont décidé de se constituer en délégation permanente de services, en comités de préparation à la grève, ils ont décidé la grève. Contre les mesures gouvernementales qui les expulsent de leurs études, les étudiants de toutes les disciplines ont, eux, décidé un rassemblement national, à Paris, le 16 mars, organisé par des comités de préparation élus où s'intègrent partiellement les syndicats étudiants.

Ce mouvement qui s'amorce, le mouvement qui réalise l'unité, est engagé chez les lycéens, les normaliens, les ouvriers de chez Renault-Flins et dans les entreprises, c'est le mouvement qui réalisera le front unique ouvrier pour arracher les revendications. C'est le mouvement qui, en s'amplifiant, en finira avec le gouvernement Giscard-Barre.

C'EST LE MOUVEMENT QUI ANNONCE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Les défenseurs de l'exploitation capitaliste et de l'Etat bourgeois restent toujours les défenseurs de l'exploitation ; les masses laborieuses et la jeunesse refusent l'exploitation capitaliste ; la crise des institutions gaullistes qui se sont confondues avec l'Etat bourgeois atteste que la vieille machine de l'exploitation est usée jusqu'à la corde. De toutes parts et en tous lieux, craignant pour les destinées de la V^e République et de ses institutions, on appelle les masses laborieuses et la jeunesse à attendre 1978, ce qui signifierait laisser les mains libres au patronat et à son gouvernement.

Nous, militants de l'OCI, disons : il ne faut pas que cela soit. Il ne faut pas, répétons-le, que, vaincus, la bourgeoisie et son gouvernement puissent poursuivre leur politique d'austérité.

Nous disons : dirigeants du PCF et du PS, respectez les engagements que vous avez pris en appelant les masses laborieuses à voter pour vous. Les travailleurs et la jeunesse vous ont donné la majorité. Vous vous prononcez pour le respect du suffrage universel, alors appelez les masses à se mobiliser pour

la dissolution de l'Assemblée nationale, prenez le pouvoir, vous PS-PCF, pour tenir vos engagements. Vous savez que les représentants des partis bourgeois ne peuvent accepter les revendications.

Nous, OCI, disons : nous vous soutenons sans conditions ni préalables, pour réaliser le front unique ouvrier pour imposer le gouvernement PCF-PS sans représentants des partis bourgeois.

Prenez cette voie, nous vous soutiendrons, parce que c'est ainsi que la classe ouvrière et la jeunesse s'engageront dans la crise révolutionnaire inéluctable. La révolution surgira de la crise politique d'un régime agonisant. Travailleurs, militants et jeunes, c'est pour préparer ce combat que nous, militants de l'OCI, agissons dans les entreprises, les facultés, lycées et écoles, dans les localités et les milieux de jeunes. Ce combat, l'OCI l'a engagé avec succès aux côtés des militants ouvriers de toutes tendances à Brive.

Nous avons entrepris ce combat et nous allons le poursuivre dans le but d'aider les travailleurs et les jeunes à trouver eux-mêmes le chemin de leur émancipation. Nous appelons les travailleurs et les jeunes à s'organiser dans l'OCI, à renforcer le soutien aux révolutionnaires qui luttent en France pour la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de l'Internationale ouvrière, la IV^e Internationale. L'OCI va poursuivre et amplifier son combat, le combat du front unique ouvrier, le combat pour la révolution socialiste.

LE 22 AVRIL 1977, nous avons décidé de convoquer un **MEETING à 20 h 30** au **PAVILLON DE PARIS, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e** (porte de Pantin), où seront exposées la politique de l'OCI et les perspectives ouvertes à la lutte des travailleurs et des jeunes.

LE 24 AVRIL 1977, en application de la décision des Assises nationales pour le front unique ouvrier, les militants de l'OCI engageront toutes leurs forces pour faire de la **CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE ET JEUNE** un nouveau pas en avant dans le combat pour le front unique ouvrier.

- **POUR LES REVENDICATIONS !**
- **POUR LA DISPARITION DU GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE !**
- **POUR LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE !**
- **POUR LE GOUVERNEMENT PCF-PS SANS REPRESENTANTS DES PARTIS BOURGEOIS !**

Travailleurs, militants et jeunes, l'OCI a besoin de votre aide.

L'OCI a engagé une nouvelle campagne financière pour appuyer ses activités : nous avons décidé de recueillir 75 millions d'anciens francs d'ici le 1^{er} mai.

L'OCI sait qu'elle peut compter sur vous.

Nous atteindrons nos objectifs comme nous avons toujours réalisé nos campagnes financières.

Le 14 mars 1977

DE LA DEFAITE DU GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE AUX RESULTATS DE BRIVE ET DE TOULON

Il faut caractériser nettement ces résultats : c'est une défaite écrasante du gouvernement Giscard-Barre, de la pseudo-majorité parlementaire, de la V^e République. Ce n'est pas, pour autant, une victoire de l'« Union de la gauche ». Certes, les grandes masses ont voté massivement pour les listes dites de l'« Union de la gauche », y compris là où ces listes comprenaient des radicaux de gauche, des gaullistes avérés et affirmés et autres « démocrates et républicains de progrès ». Mais le sens que le prolétariat a voulu donner à ce vote est donné par deux résultats qui ont une importance politique nationale.

A Brive, dirigeants du PS et du PCF ont tenté d'imposer, au nom de « l'Union de la gauche », une liste comprenant des candidats du PS, du PCF, des radicaux de gauche et que le maire gaulliste sortant, ex-ministre, soutien de la CFT, Charbonnel aurait dirigé. Les militants du PS et du PCF ne l'ont pas accepté. Les radicaux « de gauche » ont alors formé une liste commune avec Charbonnel, tandis que les sections du PCF et du PS présentaient une liste de candidats formée de militants des deux partis ouvriers. Les résultats sont là : la liste du PS et du PCF arrive en tête, de peu, mais bat Charbonnel : 9 013 voix contre 8 693.

Plus nets et plus clairs encore sont les résultats de Toulon. On connaît les données de l'affaire. Les dirigeants nationaux du PS et du PCF proposent à l'amiral Sanguinetti d'être candidat sur la liste de « l'Union de la gauche ». Celui-ci accepte mais veut être tête de liste.

Que se passe-t-il à l'intérieur de la section locale, de la fédération du PCF et certainement à un plus haut niveau ? Des militants du PC ne

veulent pas de l'amiral Sanguinetti comme tête de liste. Les militants du PS, qui sont membres de la tendance CERES, n'acceptent pas non plus que Sanguinetti soit tête de liste. Mais la direction nationale du PS veut imposer l'amiral, frère de son frère, comme tête de liste. Les dirigeants de la tendance CERES descendent à Toulon et essaient d'imposer Sanguinetti à la section locale qui n'accepte pas. Finalement, les sections du PCF et du PS constituent une liste commune qui se présente contre celle de Sanguinetti. La direction du PS exclut la section socialiste de Toulon. Elle désigne des « socialistes » sur mesure qui figurent sur la liste de Sanguinetti. Résultats : liste PCF-PS 19 443 voix ; liste Sanguinetti 10 799 voix.

Les résultats de Brive et de Toulon signifient que les masses ont voulu voter pour l'unité des deux partis ouvriers, voter PS, PCF et que « l'Union de la gauche » sans rivage à droite leur est imposée, même lorsqu'elles ne la distinguent pas du front unique entre le PS et le PCF.

On peut résumer les résultats des élections municipales ainsi : défaite du gouvernement Giscard-Barre ; ce n'est pas une victoire de l'Union de la gauche ; le prolétariat peut vaincre.

TENTATIVE DE REPLATRAGE DE LA V^e REPUBLIQUE

Il n'est pas inutile de revenir sur la préparation de ces élections municipales. Alors que la « majorité minoritaire » éclatait et se divisait, les dirigeants du PS et du PCF ne manquaient pas de s'entredéchirer à belles dents. L'éclatement de la pseudo-majorité a des raisons précises : la crise économique, sociale et politique qui étreint la bourgeoisie française, la faillite de la V^e République qui, faute d'avoir pu écraser la classe ouvrière et briser ses organisa-

tions, agonise depuis 1968 et surtout depuis la défaite de De Gaulle au référendum d'avril 1969. Mais l'agonie de la V^e République a connu différentes phases qu'il convient de distinguer. Jusqu'à la mort de Pompidou, le système politique a réussi à se maintenir sans que les composantes de la majorité se déchirent trop ouvertement, le parti par excellence de la V^e République, l'UDR contrôlant, de la présidence de la République à la plupart de ses rouages, l'ensemble de l'appareil d'Etat, avec lequel il faisait corps. La mort de Pompidou ouvrait une nouvelle phase de l'agonie de la V^e République.

CHABAN-DELMAS ELIMINE

La bourgeoisie, profondément divisée, finissait par renier l'UDR et soutenir Giscard d'Estaing. Chaban-Delmas était éliminé au premier tour des élections présidentielles de 1974. Jacques Chirac concourait à sa défaite. Au deuxième tour, Giscard d'Estaing ne l'emportait que de quelques centaines de milliers de voix sur François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste.

Une nouvelle situation se nouait : le parti de la V^e République était chassé de la direction de l'Etat tout en conservant ses positions dans tous les organismes le constituant ; parti majoritaire à l'Assemblée nationale, il était véritablement minoritaire dans le pays ; la classe ouvrière, les masses exploitées, remportaient une grande victoire politique sur le terrain pourtant extrêmement défavorable d'élections présidentielles qui ont nécessairement un caractère plébiscitaire. Le XIX^e Congrès de l'OCL, qui se tenait quelques jours après le deuxième tour des élections présidentielles, exprimait en quelques mots son appréciation politique : « de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire » s'intitulait la résolution finale. Depuis, tous les développements politiques s'inscrivent dans ce mouvement.

CRISE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE ET UNION DE LA GAUCHE

L'effort des partis de la bourgeoisie, celui des dirigeants des organisations et partis bourgeois se concentrent sur un objectif majeur : bloquer ce mouvement. Giscard d'Estaing, tout en se livrant dès le jour de son élection à une offre d'ouverture à gauche en direction de Mitterrand, formait un gouvernement que dirigeait Jacques Chirac. Chirac, après avoir trahi l'UDR devait prendre en charge la défense des intérêts, des adhérents et clients de cette société du 10 décembre. Il s'agissait de bloquer au niveau de tous les organismes et institutions de la V^e République, de l'Assemblée nationale, couverture indispensable du bonapartisme bâtard que Giscard d'Estaing incarnait désormais, tout ce qui pouvait aggraver la crise politique, la crise des institutions, de l'Etat. Le gouvernement Giscard-Chirac était un gouvernement qui tentait de replâtrer la V^e République fissurée. La bourgeoisie venait de faire élire Giscard d'Estaing afin qu'il trouve les moyens d'une transition sans heurt du bonapartisme vers un système redonnant un rôle et une vie réels au Parlement ; or les exigences politiques l'amenaient à pousser jusqu'à la caricature le bonapartisme, elles l'obligeaient à réduire l'Assemblée nationale au rôle d'une simple couverture du gouvernement Giscard-Chirac d'abord, Giscard-Barre depuis l'automne dernier.

Le parti de « la fidélité », du respect des « prérogatives du chef de l'Etat » était amené à utiliser ses positions au Parlement pour protéger celles qu'il occupait et occupe toujours à l'intérieur des organismes de l'Etat bourgeois de la V^e République.

La condition première du blocage des développements politiques était cependant que « l'Union de la gau-

che » joue son rôle de défenseur de la V^e République, de ses institutions, de l'Assemblée nationale élue en 1971. Elle n'y a pas manqué.

Mitterrand, Marchais et leurs coadjuteurs, depuis près de trois ans, n'ont cessé d'affirmer qu'il fallait respecter la V^e République, sa constitution, ses institutions, que l'Assemblée nationale élue en 1971 devait aller jusqu'au terme de son mandat légal bien que chaque élection partielle ait montré que la majorité du suffrage universel la désavouait. Mais il fallait surtout que le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées ne transfèrent pas sur le plan de la lutte des classes, utilisant les méthodes et les moyens propres du prolétariat, l'acquis politique des élections présidentielles et des diverses élections qui suivirent. Les appareils syndicaux, au compte de « l'Union de la gauche », ont joué pleinement leur rôle sur ce plan déterminant.

De la lutte que les travailleurs de l'ORTF ont engagée dès juillet 1974 contre la dislocation de l'office et pour la défense de leur statut jusqu'aux multiples mouvements qui, partant de revendications particulières, s'efforçaient de réaliser les conditions du front unique des organisations en passant par la grande grève des P et T de novembre-décembre 1974, les grèves de chez Renault, des étudiants en 1976, des métallos de La Rochelle, etc., ces appareils se sont dressés ainsi que des brise-lames contre ces mouvements et se sont efforcés de les effacer, de les contenir et de les disloquer en utilisant toutes les ressources de la trahison.

CRISE DE REGIME : PHASE AIGUE

C'est ainsi que le gouvernement Giscard-Chirac a tenu deux ans et masqué les fissures de la V^e République et de ses institutions.

Deux ans, c'est long et c'est court : irrépressiblement, les données objectives de la crise de la bourgeoisie et

de la V^e République ont continué à opérer. Elles se sont combinées, comme parties de celle-ci d'ailleurs, à la crise du système impérialiste dans son ensemble, inséparable de celle de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, qui a son expression concentrée en Europe. Le commencement de la fin du gouvernement Giscard-Chirac a sonné l'année dernière lorsque le patronat français a exigé que les conséquences de la crise économique rampante soient rejetées sur les épaules de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées : la bourgeoisie a l'impérieux besoin que l'ensemble des « réformes » que de Gaulle et Pompidou avaient entreprises, sans les mener à bien, soient achevées (Sécurité sociale, enseignement, santé, mobilité et polyvalence de l'emploi, etc.); elle a besoin que les contrats salariaux cessent d'être élastiques de telle sorte que soient remis en cause les « principes » qui devaient les commander lorsqu'ils furent élaborés en 1969 (politique des revenus, police des salaires).

En même temps, en mars 1976, des élections cantonales rappelaient brutalement à la « majorité » parlementaire que les échéances électorales capitales, municipales et législatives, approchaient inéluctablement et qu'elle était irréversiblement devenue, du point de vue du suffrage universel, minoritaire. En outre, la bourgeoisie française perdait toute confiance en la capacité du gouvernement Giscard-Chirac et des institutions de la V^e République à régler les problèmes qui l'assaillent, sans être capable de trouver une solution politique valable.

Longtemps contenus, limités, disloqués, les mouvements de la classe ouvrière n'en étaient pas moins significatifs : un processus de fermentation était en cours au sein du prolétariat et de la jeunesse qui recherchent les moyens d'imposer l'unité et le contrôle de leurs mouvements, les moyens de surmonter les obstacles que les appareils syndicaux dres-

sent devant les mouvements des masses. De la grève des travailleurs de chez Renault en mars 1976 à celle des étudiants au printemps 1976, une même tendance s'exprimait : se doter des moyens de surmonter les obstacles, de réunir les conditions de l'unité et du contrôle des actions de classe.

L'ensemble de ces données composent le mouvement qui mènera de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire. Le gouvernement Giscard-Chirac, dès le printemps 1976, était pris de convulsions. Le titre de « coordonnateur de la majorité », décerné à Chirac, n'a pas empêché qu'entre les regroupements de la « majorité » de plus en plus minoritaire, les conflits ne se soient aiguïsés ainsi qu'à l'intérieur de chaque groupe. Dès juin-juillet, la crise gouvernementale était inévitable. Le gouvernement Giscard-Chirac éclatait au mois d'août. L'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac, c'était l'échec de la tentative de colmater la crise de régime. Dès lors, elle ne pouvait plus que se développer jusqu'à son terme : l'effondrement de la V^e République, l'ouverture de la crise révolutionnaire.

UN NOUVEAU STADE EST FRANCHI

Sur le fond des exigences de plus en plus impérieuses du capital financier français, la proximité de l'échéance des élections municipales faisait franchir un autre stade à la crise de régime ; la fondation du RPR marquait la tentative désespérée de l'UDR, sous de nouvelles initiales, de sauver sa vache à lait, la V^e République et ses institutions, de défendre son incrustation à l'intérieur de l'organisation de l'Etat, source de ses prébendes.

Le 17 janvier, au cours de sa conférence de presse, Giscard d'Estaing évoquait la nécessité du pluralisme au sein de la majorité. Il n'en fallait

pas plus pour inciter Jacques Chirac à tenter un coup de poker : au nom du pluralisme dans la majorité, se porter candidat à la mairie de Paris, contre le candidat que le président de la République avait désigné.

Un nouveau cran de la crise du régime était serré : l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac avait déstabilisé le régime, le coup de force de Chirac engageait sa dislocation. Deux orientations fondamentales s'opposaient : l'une, celle de Giscard, visait à ouvrir une issue vers la gauche ; l'autre, celle de Chirac, était d'appeler au rassemblement de toutes les forces réactionnaires contre la révolution menaçante, dénommée collectivisme, et tenter que survivent la V^e République et ses institutions. Orientations inconciliables, mais, de plus, aussi irréalisables l'une que l'autre. L'ouverture à gauche exige la réintroduction de certaines formes du parlementarisme, inconciliables avec le bonapartisme qui s'accroît d'autant plus que la V^e République agonise. Quant à l'orientation de Chirac, le raidissement des institutions et du système, elle doit s'appliquer contre celui qui incarne aujourd'hui ce système, le président de la République. Elle doit appeler au suffrage universel, lequel condamne justement la V^e République, tout en se dressant contre les masses alors que le système n'a pas les moyens de les discipliner et de les briser et que c'est précisément de cela dont il meurt.

TENTATIVES DE BLOQUER L'EXPRESSION ET L'ACTION DE CLASSE

Le résultat des élections municipales sanctionne et concrétise l'impasse politique de Giscard d'Estaing et de Chirac. Mitterrand et Marchais n'ont pu protéger la V^e République du désastre politique que signifient pour elle ces résultats. Pourtant, ils s'y sont employés. Ils ont combiné « l'Union de la gauche » — s'étendant non seu-

lement à la « troisième composante » des radicaux de gauche, mais aussi à une « quatrième composante », celle des « gaullistes d'opposition » — à la division en maints endroits des partis ouvriers, le PS et le PCF. Ils ont empêché que le prolétariat conserve son indépendance de classe en utilisant les arcanes de la loi électorale.

Mais ils n'ont pu empêcher la défaite des partis bourgeois, émanations directe de la V^e République. Ils n'ont même pas pu empêcher que, malgré l'échelle limitée, la méthode qui mène à la victoire du prolétariat soit utilisée à Brive et à Toulon, celle de la rupture avec les organisations et partis bourgeois ; celle qui permet de renverser Giscard-Barre et de porter au pouvoir un gouvernement des seuls partis ouvriers sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois.

De leur côté, les dirigeants des appareils syndicaux ont tout fait pour que la classe ouvrière, la jeunesse, les masses n'engagent pas de combat pour leurs revendications selon leurs moyens et méthodes de classe, ce qui ne pourrait que mettre en cause la V^e République, le gouvernement Giscard-Barre.

De ce dernier point de vue, il convient de rappeler l'argumentation de Krasucki contre une grève éventuelle de la presse à la veille des élections municipales. Depuis maintenant deux ans, les travailleurs du « Parisien libéré » sont en lutte contre la rationalisation qui signifie pour eux, comme pour tous les travailleurs de la presse et du labeur, licenciements, déqualification, remise en cause des droits acquis depuis des dizaines d'années. Le 5 décembre, les travailleurs qui occupaient l'imprimerie parisienne du « Parisien libéré » en étaient chassés par les forces de police. Après deux jours de grève de la presse, la direction de la Fédération française du livre faisait reprendre le travail en prétendant que la désignation de Mottin, conseiller d'Etat, comme médiateur,

était un succès. On connaît les conclusions du rapport Mottin : confirmation des licenciements, des déqualifications, de la remise en cause des droits acquis.

C'est ce que constate « L'Humanité » du 23 février qui titre : « Pour Mottin : chômage au Parisien ». Mais le 16 février, à l'assemblée des délégués de toutes les entreprises de la presse parisienne, et à la question posée : « Et notre grève on la prend ou non ? », Krasucki répond :

Le rapport Mottin n'est pas la base d'un accord acceptable (...). Au niveau de la presse parisienne, l'absence d'une solution globale perturbe tous les projets de modernisation (...). Vous avez tenu 24 mois, cela peut durer encore un certain temps au point où vous en êtes arrivés. Ce n'est plus à deux ou trois mois près... On peut subir si l'on n'a pas le rapport de force, mais accepter, impossible.

Au référendum organisé parmi les travailleurs de la presse, 82 % repoussent le rapport Mottin. Quelle conclusion en tirent les dirigeants de la FFTL ? La seule solution, la grève ? Non, « nous sommes toujours prêts à discuter ».

LA POLITIQUE SALARIALE DE BARRE

L'affaire du « Parisien libéré », depuis deux ans qu'elle dure, est significative. La question des salaires, du renouvellement des contrats salariaux en fonction du plan Barre ne l'est pas moins. Dans toutes les entreprises ou administrations qui dépendent de l'Etat, les formules varient mais c'est le même cadre qui est imposé. Nous avons déjà donné celle concernant l'EDF-GDF. Pour ce qui concerne la RATP, il n'existe pas moins de trois formules. Aux fonctionnaires, le gouvernement en propose une autre :

$M = P + [Q/4 (9,5 - P) - 2/5]$
pour la première année. Pour les deux années suivantes, la formule deviendrait :

$$M = P [Q/6 (8,5 - P) - 4/5]$$

M = masse salariale ;

P = hausse moyenne des prix mesurée par l'INSEE ;

Q = évolution de la production intérieure brute.

Partout, on retrouve les mêmes éléments qui subordonnent l'évolution des salaires aux exigences de l'économie capitaliste. Partout, c'est la tentative d'imposer ce que le comité confédéral national de FO, qui s'est tenu les 11 et 12 février, a repoussé en ces termes :

Le CCN constate également que la liberté de négocier est mise en cause dès lors que gouvernement et patronat prétendent l'enfermer dans les limites pré-établies, en particulier sur la productivité des entreprises ou sur la progression du produit intérieur brut.

En conséquence, le CCN condamne la prétention affichée par le gouvernement et le patronat de revenir à une politique injuste des salaires en tentant de circonscrire les revendications des salariés dans les limites d'un taux préalablement établi de progression de la masse salariale.

Jacques Pommateau, commentant les propositions gouvernementales aux fonctionnaires dans « L'Ecole libératrice », organe du Syndicat national des instituteurs, du 11 mars, conclut :

La méthode « consisterait à déterminer d'abord à partir de paramètres économiques (prix, production intérieure brute) le montant de la masse salariale globale.

Resterait, ensuite, à déterminer l'utilisation de cette masse d'argent mise à la disposition de l'ensemble des fonctionnaires. Il ne s'agirait donc plus, comme par le passé, de maintenir et d'améliorer le mieux

possible le pouvoir d'achat de chaque fonctionnaire grâce à une série de mesures tendant ainsi à réduire les inégalités et les écarts hiérarchiques trop importants, mais bien de gérer une masse globale d'argent prédéterminée par des données économiques dont la maîtrise échappe complètement à l'ensemble des travailleurs de la fonction publique. Les mesures catégorielles, dans une telle hypothèse, ne s'ajouteraient pas aux mesures de maintien du pouvoir d'achat, elles seraient prises à leurs dépens. »

Ne discutons pas si les contrats antérieurs étaient de « bons » ou de « mauvais » contrats. Il se dégage clairement, des propositions de contrats 1977, que le gouvernement veut imposer la politique des revenus et charger les syndicats de la police des salaires. C'est évidemment inacceptable.

Pourtant, du 7 octobre aux derniers mouvements de la vague tournaute organisée fin janvier — début février, au cours de laquelle, chacune à leur tour, les entreprises publiques (EDF-GDF, Charbonnages, SNCF, RATP, fonctionnaires, etc.) ont été appelées à faire grève 24 h par l'ensemble des fédérations syndicales, tout a été fait pour empêcher un combat réel et unifié sur la question des salaires. Visiblement, l'objectif était de démobiliser les travailleurs, de gagner du temps jusqu'aux élections municipales. La classe ouvrière ne devait justement pas intervenir en partant de ses revendications, sur son propre plan, avant les élections municipales.

ILS ONT PEUR DE « LEUR VICTOIRE »

Une fois encore, la classe ouvrière, les masses exploitées, la jeunesse, ont utilisé le terrain des élections pour tenter de se centraliser et de s'exprimer politiquement à l'échelle natio-

nale. Le premier tour des élections municipales a montré la volonté des masses d'en finir avec l'Assemblée nationale actuelle, d'en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, de porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF.

Immédiatement après que soient parvenus les premiers résultats, les déclarations des dirigeants politiques, tant celles de la « majorité-minoritaire » que celles des dirigeants du PS et du PCF se sont rencontrées sur un point capital : la V^e République doit continuer à agoniser, il faut lui faire du goutte à goutte, lui insuffler de l'oxygène. L'Assemblée nationale ne doit pas être dissoute. Elle doit aller jusqu'à son terme légal. Quelle concordance !

Lisons quelques déclarations faites « à chaud » :

JACQUES CHIRAC :

« Il apparaît que sur les 18 secteur de Paris les listes d'Union pour Paris que je patronais arrivent en tête par rapport aux listes de M. d'Ornano dans 15 secteurs et arrivent derrière celles de M. d'Ornano dans trois secteurs. La remarque que je voudrais faire, c'est que lorsque l'on galvanise suffisamment sa majorité, lorsque l'on fait un effort important pour lui donner confiance en elle-même, alors on résiste parfaitement à la poussée de la gauche. Au contraire, lorsque la majorité semble un peu flottante, divisée, comme cela s'est vu dans un certain nombre d'endroits en France, alors la poussée de la gauche est nettement plus importante. Je vois dans les résultats de Paris la justification de l'action que j'entends mener et poursuivre jusqu'aux législatives sur le plan national. »

CLAUDE LABBE, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale :

« La majorité doit tirer rapidement et nettement les leçons de ce premier tour. D'abord pour envisager dans l'efficacité

l'effort du second tour, puis s'organiser pour l'affrontement capital des législatives. Nous avons raison de réclamer depuis des mois un choix clair de l'adversaire, qui n'est pas seulement le parti communiste, mais essentiellement le parti socialiste, qui vient de confirmer qu'il ne fait qu'ouvrir les portes à ses alliés communistes qui consolident partout leurs positions. Le RPR est le mieux placé pour mener ce combat. Il l'a montré avec Jacques Chirac à Paris, ainsi qu'à Cambrai et à Quimper où il est le seul à remporter des victoires contre l'opposition. »

JEAN LECANUET, président du CDS :

« Les résultats de ce soir produisent à peu près ce que nous avons connu au moment des cantonales. Par conséquent, j'appartiens au gouvernement, il fait face avec vigueur à la situation économique et sociale, et je crois que ce gouvernement va créer dans l'opinion un mouvement de confiance, qui nous permette, à condition de restaurer au sein de la majorité notre union, d'envisager le succès avec confiance, malgré les difficultés de l'heure, pour l'année prochaine. »

Se préparer aux élections législatives... mais pour l'année prochaine. Les dirigeants du PCF, eux, sont toujours alignés sur l'horizon 1978. Il est intéressant de comparer les manchettes du « Figaro » et de « l'Humanité » du 14 mars.

« Le Figaro » titre : « Municipales : poussée générale à gauche ». « L'Humanité », plus modeste : « Avance de la gauche ». Ne dirait-on pas que ces gens-là ont peur de « leur victoire » ?

« SEUL LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE... »

Le plus clair est cependant François Mitterrand :

Il y a une poussée considérable de la gauche qui va gagner au deuxième tour de scrutin un grand nombre de villes et qui a déjà remporté au premier tour, parfois de façon surprenante, de grands succès. La poussée de la gauche unie, et particulièrement la poussée du PS, annoncée depuis plusieurs élections, se confirme et prépare dans des conditions favorables les prochaines élections législatives.

Nous avons devant nous une année, cette année sera employée à une tâche inlassablement assumée pour convaincre les Français qu'il faut changer de politique. Il faut donc que la nouvelle majorité, que la future majorité, si l'on veut bien m'entendre, affirme déjà sa capacité.

Seul le président de la République possède le droit de décider des élections anticipées et seul M. Chirac possède le moyen politique de forcer M. Giscard d'Estaing à aller dans ce sens. La gauche, qui est encore minoritaire en nombre de députés à l'Assemblée nationale, ne peut pas peser sur cette décision. Mais il est vrai que la décision des Français aujourd'hui même et dimanche prochain va contraindre le président de la République à réfléchir quel sera pour lui le meilleur moment pour constater que sa majorité a perdu.

Europe 1.

N'est-ce pas limpide ? Pas de dissolution de l'Assemblée nationale. Attendons les élections législatives normales en 1978. Mais, pour l'amour de la V^e République, que Chirac ne fasse pas l'idiot, qu'il n'oblige pas Giscard à dissoudre l'Assemblée nationale !

Il ne fait aucun doute que l'enjeu politique immédiat est la dissolution de l'Assemblée nationale. Qu'elle aille jusqu'à son échéance légale ou qu'elle soit dissoute présente une énorme différence. Dans le premier cas, les règles de fonctionnement de la V^e République seraient

respectées ; dans le deuxième cas, le verdict que les masses ont prononcé devrait être appliqué. En d'autres termes, sous une forme déterminée, les masses seraient intervenues sur la scène politique.

C'est ici que le bâillon de l'Union de la gauche sans rivage à droite prend son importance : le respect du cadre de la V^e République, la subordination des masses aux partis bourgeois, le silence qui est imposé à leurs aspirations.

AGGRAVATION DE LA CRISE DE LA BOURGEOISIE

Mais la défaite du gouvernement, incarnation actuelle de la V^e République, est une donnée objective que rien ne peut annuler. En outre, cette défaite se complique de l'échec propre du candidat de Giscard d'Estaing et des listes RI à Paris, face au RPR de Jacques Chirac : c'est une défaite politique supplémentaire subie à l'intérieur de son propre cadre politique que subit Giscard d'Estaing. Mais il incarne la V^e République et la dislocation de celle-ci en est accentuée.

Mitterrand ne s'y est pas trompé qui, sous une forme déterminée, a invité Chirac à ne pas agir de telle sorte que la dissolution de l'Assemblée nationale devienne inévitable. Les contradictions qui déchirent la majorité-minorité ont pourtant leur logique contraignante. Chirac refuse de s'engager quant à la répartition des partis à la mairie de Paris et montre ainsi que les affrontements continuent, qu'ils vont se poursuivre et s'amplifier après le 2^e tour. Pendant la campagne pour le second tour, l'« Union » des listes V^e République n'empêche pas Chirac de poursuivre la campagne politique contre Giscard d'Estaing en rendant, chaque fois qu'il s'exprime, « la faiblesse politique » responsable, selon lui, de l'avancée électorale des listes « socialo-communistes ». Faiblesse de Giscard d'Estaing s'entend...

Enfin, elle intervient comme facteur aggravant d'une situation économique qui, malgré les déclarations officielles, est de plus en plus menaçante.

LE PLAN BARRE ET LES PREVISIONS DE L'OCDE

Revenons en effet un instant à la situation économique internationale.

Fait significatif, il semble que tous les « trucs » agencés à la Jamaïque, fin janvier 1976, sont déjà usés : « démonétisation » de l'or ; vente de ses réserves d'or par le Fonds monétaire international. A la suite des ventes du FMI, l'or après être monté à près

de 200 dollars l'once, fin 1974, était retombé jusqu'à 103 dollars l'once, fin août 1976. Au cours de la septième vente du FMI, qui vient d'avoir lieu début mars 1977, le prix plafond a atteint 148 dollars l'once...

Les mesures de relance aux USA, en Allemagne, au Japon ne parviennent pas à relancer l'économie capitaliste. D'ores et déjà, une nouvelle phase d'inflation généralisée et de crise de la fin du système monétaire international s'amorce. Elle sera d'autant plus fortement ressentie que les monnaies sont « faibles ». Le franc est de celle-ci.

En même temps, les pronostics de l'OCDE, laquelle s'efforce d'ailleurs d'être relativement optimiste, démontrent les affirmations rassurantes de Barre.

	Prévisions du plan Barre	Prévisions OCDE
Progression de la PIB	4,6 %	3 %
Progression de la consommation ..	4,1 %	3 %
Investissements	2,5 %	1,5 %
Exportations	9,3 %	7,2 %
Hausse des prix de janvier à décembre 1977	6,5 %	8 %
En moyenne, cumul	8 %	8,75 %

Le chômage continuera à progresser. Or, ces prévisions, en ce qui concerne la France, sont basées sur le pronostic d'une puissante reprise, consommations et investissements, aux USA, en Allemagne fédérale, au Japon, ce qui est loin d'être prouvé.

Aggravée par l'instabilité de la situation politique, l'incertitude menaçante de la situation économique et financière peut se transformer en panique, et impulser puissamment le développement de la lutte des classes.

En tout cas, le capital, malgré la situation politique (nécessité n'a pas de loi), presse ce gouvernement fai-

ble d'attaquer la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées. Par exemple : la réforme Haby, l'application des classifications en niveaux, la mobilité de la main-d'œuvre, etc.

La fin de l'article sur la Sécurité sociale que publie ce numéro de « La Vérité » montre l'importance majeure des conquêtes du prolétariat sur ce plan, pourquoi et comment elles sont un enjeu de la lutte des classes. Mais les exigences du capital commandent. Le rapport « de l'inspection générale des affaires sociales », publié très récemment, prépare sous l'aspect de l'objectivité la poursuite de l'attaque contre la Sécurité sociale.

Selon ce rapport les salariés qui gagnent le moins sont ceux qui dépensent le plus pour les soins médicaux, et qui se soignent le moins bien...

Les salariés aux revenus les plus faibles dépenseraient beaucoup trop en médicaments, en arrêts de travail limités, en hospitalisations. Il faudrait que les hôpitaux soient gérés autrement ; supprimer les prestations de la SS en fonction des journées d'hospitalisation ; établir un budget annuel de chaque hôpital. Quant aux médecins, plus de rémunération au nombre d'actes médicaux, mais un forfait. Une réforme profonde des allocations familiales devrait être mise en chantier, qui vise à diminuer les prestations. Bien d'autres recommandations sont faites que nous ne pouvons examiner dans cet article. Signalons toutefois : suppression des petites rentes pour les accidents du travail ; réduction des prestations chômage qui sont exagérées... etc. Au même moment, le gouvernement Giscard-Barre annonce sa volonté de réduire les frais de gestion de la Sécurité sociale et de déposer devant l'Assemblée nationale un projet de loi à cet effet à la rentrée parlementaire.

Il ne fait aucun doute que l'ensemble de ces données vont nourrir et impulser la lutte de classe du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées. Mais il ne fait pas plus de doute que, se prononçant sans équivoque dès les premiers résultats des élections municipales pour le maintien en place de l'Assemblée nationale, le bon fonctionnement des institutions de la V^e République, donc du gouvernement Giscard-Barre, les dirigeants des partis ouvriers vont tenter de bloquer la lutte de classe du prolétariat, de la jeunesse et des masses exploitées, après les élections municipales comme ils s'y sont efforcés avant. La V^e République ne doit surtout pas s'effondrer sous l'action d'un puissant mouvement de masse. Pour détourner les masses de la lut-

te, une fois encore, ils utiliseront tout : préparer les élections législatives pour 1978 ; élargir encore l'Union de la gauche vers la droite, vers les partis de la V^e République ; effacer le « mauvais effet » des défaites de Charbonnel et de l'amiral Sanguinetti, que les militants du PS et du PCF ont coulé bas en rade de Toulon.

UN ELEMENT DE LA SITUATION INTERNATIONALE

L'ensemble des dirigeants des grandes puissances de ce monde ont, ces jours-ci, les yeux tournés vers la France.

Que ce soit ceux de l'impérialisme US, ceux d'Europe, la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, tous savent l'importance des élections municipales, de la défaite de la V^e République et de son gouvernement, du fait que le carcan de l'Union de la gauche ne parvient pas à bloquer le mouvement profond des masses, ne fait que le comprimer et le rendre plus explosif à terme.

Espagne, France, quel barrage s'opposant au déferlement de la révolution en Europe va sauter ? Une solution à l'italienne en France ? Les grandioses mouvements étudiants en cours, qui expriment des processus de même nature au plus profond du mouvement des masses, en démontrent la précarité. De plus, cette « solution » traduite aux conditions françaises exigerait justement ce que les uns et les autres veulent éviter : la dissolution de l'Assemblée nationale, la constitution d'un gouvernement nouveau, sous la direction, ou en tout cas avec la participation de Mitterrand, en raison « d'une crise nationale », et qui bénéficierait du soutien du PCF. Ce ne pourrait être qu'une solution de catastrophe, appliquée en catastrophe, et de transition. Elle n'éviterait pas la crise révolutionnaire.

LES PERSPECTIVES

Quoi qu'il en soit, la longue agonie de la V^e République est parvenue à sa phase finale : celle de la dislocation, de l'effondrement, de la mort de la V^e République. Comment se combineront concrètement les événements, ce n'est pas écrit d'avance. De toute façon, la crise révolutionnaire affleure, elle explosera. Telle est la signification profonde des élections municipales. Rien ne l'empêchera. La façon dont elle s'engagera, les rapports politiques entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, au moment où elle s'engagera, ne sont cependant pas des questions indifférentes.

Une évidence s'impose : cette Assemblée nationale ne représente absolument pas le suffrage universel dont tous se réclament : mener le combat pour que le front unique des partis ouvriers se réalise et que s'engage l'action nécessaire pour imposer la dissolution, est le complément normal des élections municipales ; c'est la volonté des masses clairement exprimée. En finir avec le gouvernement Giscard-Barre, porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, liquider la V^e République, ses institutions, ne découlent pas moins des résultats de ces élections municipales. L'action unitaire pour la satisfaction des revendications est une volonté qui transparait au travers des résultats des élections municipales. Dégager ces aspirations, ces volontés des masses, est la tâche essentielle des militants révolutionnaires. L'agitation et l'action politique sur cette orientation doivent atteindre une ampleur sans précédent au cours des semaines qui viennent. Les plus larges masses peuvent et doivent y être associées.

La bataille menée dans l'enseignement à propos des MA, dont le rassemblement du 6 mars a été un moment et la grève du 15 mars un nouveau développement, celles partant

des revendications des étudiants, des lycéens, des normaliens, des assistants sociaux, des laborantins, sont analysées, ainsi que leur signification, dans l'article du camarade Marc Lacaze publié dans ce numéro de « La Vérité » : « Le mouvement est engagé ».

LA TENDANCE DES MOUVEMENTS DE LA CLASSE OUVRIERE

Ce mouvement, c'est celui qui tend à dresser le prolétariat comme classe, à constituer ses organismes de classe, à ce qu'il impose l'unité de ses organisations comme conséquence de son mouvement et pour lui donner toute son ampleur, sa puissance. Devant le barrage des dirigeants, la classe ouvrière continuera à se saisir de ce qui lui est plus immédiatement saisissable, des revendications pour lesquelles elle peut immédiatement combattre. Pourtant, le maintien de la politique salariale du gouvernement va devenir de plus en plus intolérable, et ressentir comme tel. Il tend à fournir un dénominateur commun à des corporations entières et, finalement, à l'ensemble de la classe ouvrière. Au niveau de chaque grande corporation, sans effacer les combats pour les revendications spécifiques, mais se nourrissant des résultats obtenus en direction de la satisfaction de celles-ci, le problème va se poser avec une acuité croissante. La tendance des mouvements de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées vers une convergence ne peut que s'affirmer. Les résultats des élections municipales jouent dans ce sens. Les masses vérifieront par expérience le degré de dislocation et de faiblesse de la V^e République, de ses institutions, du gouvernement Giscard-Barre. Elles gagneront en hardiesse. Elles mesureront qu'elles peuvent imposer l'unité ouvrière, l'action efficace aux dirigeants. Là aussi, elles gagneront en hardiesse. Les grandes perspectives

politiques leur sembleront plus concrètes, plus réalisables, au cours même de ce processus, ce qui l'alimentera. Se tournant vers les dirigeants du PS, du PCF, des centrales syndicales, elles n'en dégageront pas moins de forces militantes qui seront l'expression d'une aspiration, d'une volonté devenant de plus en plus active.

CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE ET JEUNE, MEETING DE L'OCI

Cela justifie la décision prise le 6 février aux Assises nationales pour le front unique ouvrier de préparer une conférence ouvrière et jeune, le 24 avril. Doivent être présents à cette conférence les organisateurs, ceux qui expriment et impulsent ce mouvement qui, d'ores et déjà, est engagé. Ils participeront à une discussion ouverte, moment préparatoire d'une action politique plus ample.

Cette force qu'il faut dresser, rassembler, organiser, est faite des éléments déterminants pour la construction du parti révolutionnaire en France. C'est cette même force qu'il nous faut amener à participer, à venir écouter les représentants de l'OCI, au grand meeting qui se tiendra à la porte de Pantin le 22 avril.

Les résultats du premier tour des élections municipales ont une plus grande importance, sont plus profonds, plus amples que ceux de 1935, desquels Trotsky tirait la conclusion qu'une crise révolutionnaire approchait en France, bien entendu en relation avec les développements des luttes de classes depuis 1934. La grève générale de juin 1936, survenant après les élections législatives, ouvrait cette crise révolutionnaire.

Cette fois les grandes lois de l'histoire jouent et joueront également. C'est une de celles-ci que les mouvements électoraux traduisent la poussée des masses et que les appareils les enserrant dans le carcan des formes diverses de front populaire dont celle de l'Union de la gauche est une variante. Mais les rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes ne sont pas identiques à ce qu'ils étaient en 1934-1938, en particulier du côté du prolétariat, de la jeunesse, des masses.

La crise de l'impérialisme, de la bourgeoisie française est beaucoup plus profonde, elle inclut la crise de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international. Jamais une organisation trotskyste n'a été aussi forte que ne l'est déjà l'OCI. Jamais les conditions n'ont été aussi favorables pour se lier aux masses, renforcer qualitativement l'organisation qui construit le parti révolutionnaire en France et combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Les appareils veulent éviter la chute du régime, l'ouverture de la crise révolutionnaire. Elles sont inévitables. Tout au plus peuvent-ils la retarder. Alors, ils iront vers la constitution d'un gouvernement de front populaire d'un type que les circonstances détermineront, ce qu'ils voudraient avoir à ne pas faire. Ils tenteront de contenir, puis d'étouffer le mouvement des masses dans la camisole de force du front populaire. Une seule solution : briser le carcan, faire exploser la camisole de force. C'est notre action d'aujourd'hui qui conditionne la possibilité d'y parvenir : c'est possible, c'est très possible.

Le XXI^e Congrès de l'OCI va se tenir. Il doit prendre pour devise : avec hardiesse, en avant.

Roger Ducros,
le 15 mars 1977.

ET MAINTENANT

« Le souffle de la défaite », tel est le titre de l'éditorial du « Figaro » du 21 mars. Jean d'Ormesson écrit : « Quelque déplaisante qu'elle puisse être, voici venu le moment de regarder la vérité en face : loin d'annoncer le reflux, le second tour des municipales a confirmé les résultats du premier. Mieux, il l'a renforcé. »

« Plus des deux tiers des villes importantes aux mains de l'opposition... une demi-douzaine de ministres battus ; l'ampleur du recul de la majorité dépasse les prévisions les plus pessimistes. Il frôle parfois le désastre. »

Mais le RPR et Jacques Chirac sortent-ils néanmoins renforcés de l'épreuve ? Non. Tant en province qu'à Paris, ils reculent considérablement. La vérité est qu'à l'intérieur de la défaite des partis de la V^e République, ils ont infligé une défaite aux RI, aux centristes, à Giscard d'Estaing. La défaite de la V^e République, de ses institutions en est aggravée. La V^e République râle. Quels seront ses derniers spasmes ? A quand son dernier soupir ?

Les intentions des leaders du Parti socialiste et du PCF sont cependant toutes pacifiques. Mitterrand constate un « très puissant mouvement qui dépasse ce que nous espérons ». Plus modeste, Georges Marchais parle d'« un succès qui confirme que l'influence de la majorité est en érosion (sic) continue ». Un accord s'établit entre « la droite » et « la gauche » : la « majorité » a beau, de toute évidence, être devenue la minorité, ils l'appellent toujours « la majorité » ; l'Assemblée nationale actuelle ne doit pas être dissoute ; les élections législatives ne doivent pas avoir lieu avant la date prévue.

Georges Marchais prend les devants. Il souligne qu'il n'est pas question de « collectivisme ». Il affirme qu'il faut élargir encore l'« Union de la gauche » à droite, réaliser « l'Union du peuple de France » qui inclura gaullistes et autres « démocrates ». Telle est la volonté des dirigeants du PS et du PCF.

Mais l'agonie de la V^e République atteint son point ultime, la crise politique accentuée accélère la crise économique et sociale. Les masses tirent les conséquences des élections des 13 et 20 mars : il faut en finir avec cette Assemblée nationale désavouée ; il faut en finir avec ce gouvernement en faillite et battu ; le moment est venu de porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF. Le moment est venu d'exiger que leurs revendications soient satisfaites.

Roger Ducros,
le 21 mars 1977.

SOUS NOS YEUX,
LE REGROUPEMENT DES FORCES
COMMENCE A S'OPERER.

IL EST
DES SIGNES QUI NE TROMPENT PAS

le mouvement est engagé

par Marc LACAZE

Comment vont se combiner l'effondrement de la V^e République, l'irruption des masses, le démantèlement des institutions et organismes de la V^e République qui ouvriront de larges brèches dans l'Etat bourgeois, le passage de la crise de la bourgeoisie à la crise révolutionnaire ? Le marxisme ne permet pas de répondre à cette question. Par contre, il permet d'affirmer : cette issue est maintenant toute proche. Le grand tournant, qui aura une importance capitale pour l'Europe entière, est d'ores et déjà amorcé en France.

Les résultats des élections municipales auront des conséquences dont la rapidité et la profondeur dépendront évidemment de l'ampleur de la défaite que, normalement, la « majorité » minoritaire dans le pays doit subir. Un effondrement de cette majorité minoritaire mettrait à l'ordre du jour la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale actuelle. Quelles que soient les formes que prendra le mouvement du prolétariat, la défaite de la V^e République ouvrira et impulsera son action.

Veillant au grain, le PCF et le PS ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour que, au cours de ces élections municipales, le prolétariat ne puisse s'exprimer en tant que classe, de façon indépendante. Ils ont noyé l'aspiration des masses ouvrières, des exploités et de la jeunesse au renversement du gouvernement de la V^e République et de ses institutions, son aspiration à porter au pouvoir un gouvernement de leurs partis, le PS et le PCF. Le rôle de passerelle de l'Union de la gauche, vé-

ritablement sans rivage à droite, vers les hommes politiques, les formations, les partis de la V^e République, est parfaitement illustré : les listes de « l'Union de la gauche » ont été largement ouvertes, après les radicaux de gauche, aux gaullistes de la première heure. Ce n'est visiblement qu'un moment ; « l'union du peuple de France » sera suffisamment large pour accueillir giscardiens, lecanuettistes et chiraquiens d'aujourd'hui en cas de déroute des RI, des centristes, du RPR.

maintenant, tout de suite...

Nous sommes des professeurs à part entière,
nous revendiquons comme un droit légitime la garantie d'emploi,
nous sommes des milliers de MA,
nous sommes menacés de licenciement,

NOUS NE L'ACCEPTONS PAS !

Nous n'attendrons pas septembre et le chômage, nous n'attendrons pas juin et l'angoisse quant à la rentrée, nous n'attendrons pas de nouveaux drames comme celui de notre collègue Renée Boudouresque dont on parle quelques jours pour n'en plus parler ensuite.

**C'EST MAINTENANT. C'EST TOUT DE SUITE
QUE NOUS VOULONS LA GARANTIE D'EMPLOI POUR TOUS LES
MA !**

Nous n'attendrons pas les décisions des cartes scolaires, des groupes de travail avec les recteurs, des comités départementaux de la formation professionnelle, des conseils d'administration, chargés d'appliquer les décrets Haby.

Les professeurs des lycées, CES et CET, titulaires, auxiliaires, MI-SE, unanimes, n'acceptent pas les réductions d'horaires dans certaines disciplines, les suppressions de classes et de postes signifiant une dégradation supplémentaire des conditions de travail et d'enseignement de tous !

PAS UNE HEURE, PAS UNE CLASSE, PAS UN POSTE EN MOINS !
Ces exigences font l'unanimité dans les établissements.

**C'EST MAINTENANT, C'EST TOUT DE SUITE, QU'IL FAUT ALLER
CHERCHER, DANS L'UNITE DES ENSEIGNANTS ET DES ORGANI-
SATIONS SYNDICALES, LES GARANTIES NECESSAIRES.**

Toutes les organisations syndicales condamnent la réforme Haby et ses décrets. Tous maintenant déclarent « qu'il faut assurer le réemploi de tous les MA ».

Le SNETP-CGT organiserait un forum le 5 ou le 6 mars sur le thème : « Les MA accusent le pouvoir ». Le SNES organise des journées d'action à la mi-mars, et son secrétaire général vient d'écrire : « C'est tout de suite, sans attendre la rentrée de septembre, que l'action doit être engagée contre la mise en place de la réforme Haby. » (US, n° 20 du 16 février 1977). Le SNI appelle les instituteurs des cours préparatoires à ne pas appliquer les décrets Haby pour la prochaine rentrée scolaire, et avertit le gouvernement qu'il n'accepte pas les suppressions de postes. Le SNDPES, qui regroupe les chefs d'établissement (FEN), déclare que les décrets sont inapplicables et menace de la grève si Monsieur Haby persiste dans ses intentions.

**C'EST MAINTENANT, C'EST TOUT DE SUITE,
QUE DANS L'UNITE NOUS POUVONS ARRACHER LES GARANTIES
NECESSAIRES.**

NOUS SERONS DES MILLIERS

**NOUS DEVRONS DECIDER DE L'ACTION UNITAIRE POUR OBTENIR
SATISFACTION**

**LES ORGANISATIONS DOIVENT ETRE A LEUR PLACE : AVEC
NOUS !**

Interdire au prolétariat la possibilité d'une expression indépendante de classe au cours des élections municipales ne suffit pas : conjointement et conformément à la politique de l'Union de la gauche, les dirigeants des centrales syndicales ont fait le maximum pour que la classe ouvrière, sur ses revendications, n'engage pas le combat qui, au moment actuel, ne peut avoir comme sens que de lutter contre le gouvernement Giscard-Barre, pour en finir avec sa politique et lui. L'« Union de la gauche » sans rivage à droite — demain, peut-être, « union du peuple de France » — exige que, même si la V^e République et le gouvernement Giscard-Barre s'effondrent, les masses n'interviennent pas selon leurs moyens et leurs méthodes.

Surtout, s'ils doivent s'effondrer, qu'ils ne s'effondrent pas sous les coups des masses...

On peut être certain que les mêmes dirigeants, en cas d'écrasement du gouvernement et des partis de la V^e République aux élections municipales, vont demander aux masses de rester calmes, de respecter les formes légales, de ne pas effrayer les « démocrates » et de savoir attendre... attendre toujours, attendre encore pour la satisfaction de leurs revendications. Vont-ils gagner de nouveaux délais ? Cette question, elle aussi, ne peut encore, au moment actuel, que rester ouverte.

Pourtant, nous pouvons affirmer avec assurance que le mouvement qui mène à l'irruption des masses exploitées est maintenant directement engagé. Ce mouvement peut s'accélérer brutalement, aux lendemains des élections municipales. Il n'est pas impossible qu'il doive cheminer encore. Il nous faut être attentifs, être à « l'écoute des masses ». Mais les entraves que les appareils tentent de dresser devant lui, sur bien des plans, se révéleront finalement incapables de le contenir. Le mouvement est engagé, le regroupement des forces commence à s'opérer sous nos yeux. Il est des signes qui ne trom-

pent pas, des manifestations qui parlent d'elles-mêmes.

LE 6 MARS A PARIS, 2 500 ENSEIGNANTS...

Une semaine avant les élections municipales, alors que les appareils ne s'épargnent aucun effort pour interdire, tant sur le terrain des élections municipales que sur celui des entreprises, toute manifestation de l'action de classe, 2 500 maîtres auxiliaires et enseignants du second degré se sont rassemblés à Paris, au Parc floral, le 6 mars toute la journée, à l'appel du Collectif national auxiliaires, et ont affirmé avec lui, pour reprendre les termes de l'appel que nous publions ci-contre, leur volonté unanime : « C'est maintenant, c'est tout de suite que nous voulons la garantie de l'emploi. Nous serons des milliers. Nous devons décider de l'action unitaire pour obtenir satisfaction. Les organisations doivent être à leur place : avec nous ! ».

Ainsi, ils sont 2 500 auxiliaires et enseignants rassemblés le 6 mars. C'est un événement.

Dans la presse, le rassemblement est passé inaperçu. Rien ne doit se passer, rien ne doit bouger, voilà la règle. Les rédactions des grands journaux l'ont appliquée. « Le Monde », lui, consacrait quelques lignes de son édition du lundi à l'événement pour relever que « les participants déploraient unanimement leur isolement et l'excessive discrétion des syndicats à leur égard ».

Isolés, les 2 500 participants au rassemblement du Parc floral ? Judgeons-en. A la tribune, un auxiliaire de Chambéry parle :

Personne ne connaît mieux que l'auxiliaire lui-même ce qu'est l'interminable attente de la nouvelle nomination qui démoralise.

Il nous appartient donc, à nous auxiliaires, de participer activement à l'action pour no-

tre réemploi et notre titularisation, au lieu de laisser le soin à d'autres de décider à notre place. Toutes les organisations syndicales revendiquent la garantie de l'emploi et la titularisation des auxiliaires, mais les divergences d'opinion entravent l'unité indispensable.

C'est inadmissible. Nous sommes confrontés au même problème, quelles que soient nos tendances.

Unissons-nous nationalement comme nous l'avons fait dans notre académie pour défendre notre emploi, exiger la garantie de l'emploi ? Unissons-nous nationalement, comme nous l'avons fait dans notre académie, pour réclamer et obtenir l'unité syndicale indispensable dans notre action, pour obtenir la garantie d'être réemployé à la prochaine rentrée.

L'importance de l'enjeu doit faire taire divergences syndicales, politiques et philosophiques. Les neuf délégués de mon établissement sont de toutes tendances, mais avant tout ce sont neuf combattants mandatés par la majorité de leurs collègues et la totalité des MA qui ont versé 1150 F pour notre voyage. Ici nous sommes des milliers de délégués, représentant d'autres nombreux milliers d'enseignants : unissons-nous, soyons des milliers de combattants engageant d'autres milliers de combattants, avec nos syndicats, dans l'action immédiate pour la garantie de l'emploi.

Il savait, comme ses camarades, comment ils avaient rassemblé dans leurs lycées, CES, CET, en une semaine, les 15 millions d'anciens francs nécessaires à la tenue du rassemblement. Ils avaient encore présent à l'esprit les assemblées générales de leurs établissements. Ils se savaient porteurs des aspirations, de la volonté, des espoirs de dizaines de milliers de leurs collègues. Ils l'ont dit, c'est cela qui est important.

Les isoler, oui, c'est ce que voulaient les services des rédactions, de

celle de l'« Humanité » par exemple, qui, en ces premiers jours de mars, il faut le reconnaître, battait des records en reproduisant à longueur de colonnes les discours ennuyés et peu convaincants de dirigeants de la CGT, consacrés à « la nécessité qu'il y a d'ouvrir dans un avenir proche (mais indéterminé) des négociations avec le gouvernement sur les revendications ».

« VOTRE PLACE EST D'ETRE PARMi NOUS »

Les isoler, c'est aussi ce que voulaient les états-majors syndicaux, particulièrement la direction du SNES qui s'est refusée à répondre favorablement à la demande faite par le Collectif national auxiliaires qui s'adressait à elle en ces termes :

Camarades,

Dans L'US du 16 février, nous avons lu sous la plume du secrétaire général adjoint G. Alaphilippe : *« C'est tout de suite, sans attendre la rentrée de septembre, que l'action doit être engagée contre la mise en place de la réforme Haby. »*

Et plus loin : *« Les consignes doivent être appliquées sans aucun retard. »*

Nous lisons également sous la plume de B. Fauveau : *« C'est maintenant qu'il faut gagner la bataille des postes. »*

Nous sommes parfaitement d'accord, et c'est pourquoi les maîtres auxiliaires disent : *« Nous n'attendrons pas le 30 juin. Nous n'attendrons pas le 15 septembre, pour arracher à Haby et au gouvernement la garantie du réemploi pour tous. »*

Camarades dirigeants du SNES, nous voudrions lever une inquiétude qui semble être la vôtre sur le fait que le Rassemblement auxiliaires du 6 mars pourrait avoir un caractère anti-syndical.

Cette inquiétude n'a pas lieu d'être, car ce pourquoi nous combattons est simple. Les maîtres auxiliaires disent : « *Nous n'attendons pas le 30 juin, nous n'attendons pas le 15 septembre, nous voulons arracher tout de suite la garantie du réemploi pour tous.* »

Cette revendication s'inscrit bien évidemment dans les revendications des personnels enseignants. En effet, comme vous l'expliquez dans *L'US*, l'ensemble des établissements sont menacés de suppression d'heures, de postes, par les décrets Haby.

La revendication de garantie de l'emploi pour tous est donc la revendication du SNES dans son ensemble.

Le combat pour arracher la revendication à Haby qui cherche, à travers toute une série de manœuvres et d'atermoielements, à gagner du temps, doit donc s'engager tout de suite.

Le combat pour arracher tout de suite, par l'action unie, la garantie d'emploi pour tous les MA est donc le combat du SNES dans son ensemble.

Camarades dirigeants du SNES, le 6 mars nous serons des milliers ; le 6 mars nous discuterons, le 6 mars nous déciderons d'une action immédiate ; votre place est d'être parmi nous.

Nous nous tenons prêts à vous rencontrer pour vous donner toutes les explications qui vous sembleront nécessaires.

NOUS AVONS RELEVÉ LA TÊTE, NOUS NE LA BAISSERONS PLUS

Et, contrairement à ce qu'affirme « *Le Monde* », les enseignants rassemblés n'ont pas « déploré la discrétion des syndicats à leur égard ». Ils ont décidé de poursuivre, d'intensifier le combat. Ils ont dit : « La place des syndicats est avec nous, nous combattons pour qu'il en soit

ainsi. » Les enseignants savent que tous les syndiqués partagent leur point de vue. Ils savent que les responsables de S1 qu'ils côtoient chaque jour sont sensibles à leurs arguments parce que ces arguments expriment l'évidence. Dans cette bataille, ils apprennent à écarter ce qui divise, donc affaiblit. Ils ont repoussé la proposition des gauchistes visant à opposer la revendication générale de titularisation immédiate et l'abrogation de la réforme Haby au combat pour arracher des garanties écrites de réemploi.

Notre réemploi, déclara un MA, fait partie d'une politique globale ; moi qui viens de l'industrie, je peux vous dire qu'un ouvrier ne pense pas à combattre tous les détails de ses conditions de travail quand il est menacé d'être licencié. Nous sommes dans ce cas.

Alors toutes les forces doivent être concentrées sur l'exigence de la garantie de notre réemploi. En luttant pour notre réemploi, nous savons que nous visons Haby et sa loi. En arrachant notre garantie d'emploi, nous porterions un coup fatal à la loi Haby. Nul doute là-dessus. Voilà le ciment solide de la solidarité trouvée auprès des titulaires, voilà le ciment solide de l'unité qui nous faisait scander à 200 devant le rectorat de Grenoble : « *Auxiliaires, titulaires, syndicats, un même combat* ».

En conclusion, certains proposent d'attendre juin ou septembre, NON ! NON ! NON !

Une occasion se présente à tous les MA de ce pays, à tous les enseignants de s'unir sans attendre. Nous avons eu longtemps la tête baissée, nous l'avons relevée, nous ne la baisserons plus ! Maintenant, tout de suite, décidons :

ACTION UNITE CONTRE HABY

ACTION UNITE POUR LE REEMPLOI DE TOUS LES MA

appel du rassemblement national des auxiliaires du 6 mars 1977

Nous n'attendrons pas septembre et le chômage de milliers d'entre nous, nous n'attendrons pas juin et l'angoisse de la rentrée, de nouveaux drames, nous n'attendrons pas les suppressions de postes et les licenciements.

C'EST MAINTENANT, C'EST TOUT DE SUITE QU'IL FAUT AGIR.

Les professeurs des lycées, CES, CEG et CET appuient ces revendications.

Les organisations syndicales condamnent tous les décrets Haby. Elles disent toutes qu'il faut agir « sans attendre ».

Le secrétaire général adjoint du SNES, Gérard Alaphilippe, écrit dans « L'Université syndicaliste » : « C'est tout de suite, sans attendre la rentrée de septembre, que l'action doit être engagée contre la mise en place de la réforme Haby. »

Les responsables du SGEN écrivent : « Dès à présent, il faut que toutes les sections du second degré engagent l'action... Il faut défendre l'emploi des MA avant qu'il ne soit trop tard. » (SU, 699.)

Le communiqué commun SNES, SNI du 4 février 1977 appelle quant à lui les adhérents du SNES et du SNI à « s'opposer à toute tentative de suppression de sections et de postes et à exiger les créations de postes nécessaires... »

NOUS DECIDONS D'ELIRE UNE DELEGATION QUI SE RENDRA CHEZ MONSIEUR HABY, LE MERCREDI 9 MARS 1977, POUR LUI PRESENTER NOTRE REVENDICATION ET EXIGER DES GARANTIES ECRITES.

Conscients de combattre pour la réalisation de l'unité, pour la satisfaction des revendications légitimes, nous demandons aux organisations syndicales, dans le cadre de leurs prérogatives et de leurs fonctions, de participer à la délégation que nous aurons désignée.

SI MONSIEUR HABY NE DONNE PAS IMMEDIATEMENT LES GARANTIES ECRITES ET SIGNEES ASSURANT NOTRE EMPLOI, NOUS SERONS AMENES A DECIDER LA GREVE LE MARDI 15 MARS.

Dès maintenant, dès le 7 mars au matin, constituez, éliez, dans les lycées, CES, CET, CEG, VOS COMITES DE PREPARATION A LA GREVE dans lesquels les sections syndicales doivent prendre toute leur place.

S'il n'y a pas de réponse positive de Monsieur Haby, c'est la grève dès le 15. Le 15, tous en grève !

Le 15 mars, assemblées générales dans tous les lycées, CES, CEG, CET. Une réunion nationale des délégués des comités de préparation à la grève, convoquée par la délégation permanente, décidera de la poursuite de l'action si Monsieur Haby n'a pas donné les garanties écrites d'emploi pour tous les MA et MI-SE. Les organisations syndicales doivent être présentes à cette Assemblée nationale de délégués.

Le 6 mars 1977.

(Sur 2 500 présents,
35 contre, 24 abstentions,
5 refus de vote.)

La quantité, la qualité de ce rassemblement nous conduit à une conclusion : décidons l'action immédiate.

Nous sommes là pour décider.

Notre délégation sera à son poste, dès demain, prête.

Le rassemblement répondit à cet appel, à la volonté calme, raisonnée, tenace, de milliers et milliers d'auxiliaires, d'enseignants qui ne peuvent accepter les coups que le ministre Haby tente de leur porter, de porter à l'enseignement dans ce pays. Le rassemblement décida de lancer l'appel que nous publions ci-contre

Avec cet appel, une nouvelle phase de la bataille politique dans l'enseignement pour lever les obstacles et dégager la voie à l'action de classe, a commencé. Elle s'appuie sur le mouvement profond et irréversible des masses, sur une force qui s'exerce du bas vers le haut, qu'il faut aider à s'affermir, à s'organiser en combattant pour que soient constitués les outils indispensables à l'élargissement de la bataille pour réaliser l'unité et engager le combat pour les revendications contre le gouvernement.

Les comités de préparation à la grève qui, dès le 7 mars, se sont multipliés dans les établissements, ne sont pas des comités de grève. Ce sont les regroupements de la force qui combat pour que, avec les enseignants, les S1 rejoignent la préparation de la grève du 15 mars, réalisent ainsi le Front unique ouvrier à l'échelon de l'établissement, pour la grève, puis, le 15 mars, dans l'action elle-même.

« Il nous appartient donc à nous de participer activement à l'action pour notre réemploi au lieu de laisser le soin à d'autres de décider à notre place », disait le délégué de Chambéry. Voilà définie l'orientation permettant concrètement de participer activement à l'action pour le réemploi des auxiliaires : multiplier les comités de préparation à la grève, élargir leur activité à une très large couche d'enseignants, pour faire la

grève le 15 et ainsi s'engager sur la voie qui permet de réaliser le front unique ouvrier contre Haby et ses décrets. Ainsi seront entraînés à la bataille les S1 et les S2 du SNES. Ainsi sera réalisé le front unique ouvrier.

... LES ECOLES NORMALES, LES ETUDIANTS, LES LABORANTINS...

Des signes existent, disions-nous... Ce n'est pas tout. Le même jour, une coordination nationale de délégués des écoles normales se tenait à Paris. 32 écoles normales étaient représentées ; la coordination décidait d'une manifestation à Paris le 17 mars... La veille, une assemblée de 400 délégués étudiants convoquée à l'initiative de l'UNEF se tenait. Les délégués des facultés de médecine, des IUT, et de CAPES étaient venus en nombre, pressés de mettre au point les modalités d'une action rendue urgente dans leurs disciplines.

Ils décidaient, avec l'UNEF, d'appeler à un Rassemblement national étudiant le 16 mars à Paris, et s'adressaient à leurs camarades :

A la veille du troisième trimestre, où nous allons préparer et passer nos examens, de chaque TD, amphi, faculté, UER, IUT, EPS, TS, Grandes Ecoles, Classes préparatoires, Elèves Assistants sociaux, les revendications surgissent. Le gouvernement, le ministère multiplie embûches et obstacles afin que nous ne puissions pas terminer nos études.

Le désordre est complet. La banqueroute des conseils de gestion est totale.

Accepter les conséquences des réformes et plans élaborés dans le secret au CNESER, organe suprême de la participation, et appliqués par les conseils de gestion, c'est s'associer aux mesures qui ruinent des années d'études, qui n'ont que pour

but d'organiser le chômage, la sélection, la constitution d'une main-d'œuvre à bon marché.

Il s'agit de nos études, il s'agit de notre sort, il s'agit de notre avenir.

Nous ne pouvons accepter.

C'est maintenant, c'est tout de suite qu'il nous faut, avant le troisième trimestre, arracher l'assurance au secrétariat d'Etat aux Universités que nous pourrions terminer nos études normalement.

Toutes les organisations UNEF-Renouveau, UNEF (Unité syndicale), COSEF, MAS, disent défendre nos revendications. Leur place est à nos côtés dans le rassemblement **POUR EXIGER SATISFACTION DES REVENDICATIONS.**

Rassemblement national pour arracher les revendications. Pour exiger toutes nos revendications, du secrétariat d'Etat aux Universités, du ministère de l'Education nationale, du ministère de la Santé, du secrétariat d'Etat à la Culture, du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

Le 4 mars, dans un secteur où les décisions d'action sont difficiles à prendre, les délégués des labos de 13 hôpitaux de l'Assistance publique se réunissaient en présence du syndicat FO. Devant le refus de la direction de l'Assistance publique de satisfaire leurs revendications, ils décidaient de l'appel que nous publions ci-contre.

Oui, ce sont des signes, comme le sont les grèves qui se sont succédé ces derniers mois à Renault, après celle de la RMO, celle du 74, celle des chaînes R12 à Flins, ainsi que l'élection de délégués des travailleurs du contrôle dans les ateliers de cette dernière usine.

Le mouvement est engagé, il s'appuie déjà sur des réalisations solides. Les formes d'organisation auto-

nome, comités de préparation à la grève, délégation permanente, etc., conçues avec la volonté d'entraîner les syndicats, s'affirment comme un moyen pour atteindre l'objectif et pour frayer la voie à l'action de classe.

Les grèves sont tout à fait inévitables dans la situation actuelle. La tâche des révolutionnaires ne consiste pas, bien entendu, à paralyser ces mouvements. Mais, si les grèves sont inévitables, la tâche des révolutionnaires ne consiste pas à attendre passivement qu'elles éclatent. Ils doivent aider à leur préparation, dégager la voie à l'action de classe. Ni le rassemblement des MA, ni la coordination des élèves des écoles normales, ni l'Assemblée des étudiants, ni la réunion des assistances sociales, ni la réunion des délégués des laborantins, aucune initiative de ce type ne s'est réalisée spontanément. L'initiative des militants de l'OCI et des militants des CUB a été indispensable, comme est à chaque moment indispensable l'impulsion politique de ces militants pour que soient surmontés les obstacles qu'à chaque moment appareils, gauchistes, centristes, dressent et dresseront devant ce mouvement des masses qui commencent et qui va se développer. Tel est l'enseignement le plus important de ces dernières semaines. En aucun cas, non plus, tenter de se substituer au mouvement, à l'expression de celui-ci, mais au contraire aider à ce que les luttes pour les revendications s'affirment comme des points d'appui du front unique ouvrier contre la politique des appareils qui veulent expulser les masses du combat politique.

On ne peut sauver la situation que si l'on aide les masses en lutte, dans le processus de la lutte même, à créer un nouvel appareil qui réponde aux nécessités du moment. C'est en cela que réside précisément la fonction des comités d'action, écrit L. Trotsky en 1935. Puis il ajoute : Pendant la lutte à Tou-

dans cette voie, il est possible de gagner

L'administration prend la grave responsabilité d'un conflit avec les laborantins.

La réponse de l'administration oblige les laborantins à décider de l'action. Les laborantins sont décidés à aller jusqu'au bout car il n'y a pas d'autres solutions.

La situation, la dévalorisation de la profession, les injustices envers la catégorie n'ont que trop duré. Il faut un coup d'arrêt à ces attaques contre la santé.

C'est maintenant, c'est tout de suite que les laborantins exigent :

- les 6X pour tous les personnels de laboratoire, le rappel depuis sa mise en application ;
- les garanties écrites sur la non-mise en place du cadre des techniciens de laboratoire, nouveau barrage à notre carrière, alors que les laborantins revendiquent ce que, depuis des années, gouvernement et administration leur refusent ;
- une carrière sans barrage jusqu'à l'indice 478 ;
- la retraite à 55 ans.

C'est pourquoi les laborantins réunis en assemblée générale le 4 mars 1977 ont décidé unanimement moins trois abstentions.

D'ARRETER LE PRINCIPE D'UNE GREVE D'AVERTISSEMENT DES LABORANTINS POUR LE JEUDI 17 MARS

Les laborantins réunis le 4 mars 1977 ont discuté : cette grève est nécessaire, les laborantins sont pour la grève. Les laborantins veulent arracher satisfaction à leurs revendications.

C'est pourquoi ils ont décidé de constituer : UN COMITE DE PREPARATION A LA GREVE DU JEUDI 17 MARS.

Les laborantins réunis ont soulevé la question de la responsabilité des organisations syndicales. Les laborantins sont pour la grève ; ils ont décidé une grève, ils préparent la grève. Ils affirment : les organisations syndicales doivent y prendre toute leur place. Il s'agit de l'avenir de notre catégorie.

Ainsi, les organisations syndicales sont invitées à participer au Comité de préparation à la grève.

Personne ne comprendrait, aucun laborantin, aucun personnel hospitalier, aucun militant syndical, alors que les laborantins veulent satisfaction à leurs revendications, que les organisations syndicales ne prennent toute leur place dans l'action des laborantins.

L'unité des laborantins et des organisations syndicales doit se réaliser pour et dans la grève des laborantins du 17 mars 1977.

Dans cette voie, il est possible de gagner.

En tout état de cause, le Comité de préparation à la grève donnera tous les éléments utiles au développement de cette bataille.

Par labo, sur chacun des hôpitaux, réunissez-vous, éliez vos délégués pour préparer la grève d'avertissement du 17 mars, envoyez vos délégués aux réunions du Comité de préparation qui, centralisant toutes les initiatives et informations, les communiquera à l'ensemble des laborantins.

lon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat, si on les avait appelés à le faire.

LENINE : « IL FAUT MULTIPLIER LES CADRES DE NOTRE ARMÉE »

Il ne faut manquer aucune occasion. Voilà sur quelle orientation il faut s'aligner. C'est seulement dans cette activité inlassable sur tous les secteurs d'intervention de l'OCI que pourront se réaliser les immenses possibilités de recrutement ouvertes par la situation politique pour l'heure présente. Il faut réaliser ces possibilités, renforcer l'OCI qui, en France, construit le parti révolutionnaire.

Est-il nécessaire de rappeler avec quel acharnement et quelle audace Lénine, en février 1905, à une heure décisive, attirait l'attention des révolutionnaires russes sur la nécessité de mettre l'organisation sur le pied de guerre, d'accroître les effectifs :

Une époque révolutionnaire est pour la social-démocratie ce que le temps de guerre est pour une armée. Il faut multiplier les cadres de notre armée, mettre ses contingents sur le pied de guerre, mobiliser la territoriale et la réserve, appeler sous les drapeaux les permissionnaires, créer de nouveaux corps et des services auxiliaires. Ne pas oublier qu'on est inévitablement amené, en temps de guerre, à compléter les effectifs avec des recrues moins instruites, souvent à remplacer les officiers par de simples soldats, à hâter et simplifier la promotion d'officiers sortis du rang.

Parlons sans métaphores : les effectifs de toutes les organisations du parti et sympathisant avec le parti doivent être fortement accrus, afin que nous puissions suivre autant que possible le torrent centuplé de

l'énergie révolutionnaire du peuple. Cela ne veut pas dire, bien entendu, qu'il faille négliger la formation méthodique des effectifs et l'enseignement systématique des vérités du marxisme. Non, mais il faut se rappeler que les hostilités elles-mêmes ont maintenant beaucoup plus d'importance pour la formation et l'enseignement ; elles éduquent précisément dans notre sens et entièrement dans notre sens ceux qui ne sont pas formés. Il convient de rappeler que notre fidélité « doctrinaire » au marxisme s'est maintenant accrue du fait que le cours de la révolution donne partout des leçons de choses à la masse et que toutes ces leçons confirment justement notre doctrine. Ce n'est donc pas de l'abandon de la doctrine que nous parlons, ni d'un relâchement de notre méfiance et de notre vigilance à l'égard du confusionnisme des intellectuels et du trompe-l'œil révolutionnaire, bien au contraire.

Se préparer, préparer l'organisation à la révolution en aidant les masses dans le processus de la lutte même, voilà la tâche de l'OCI. Pour mettre au point de nouvelles méthodes d'enseignement, pour ne pas craindre de rassembler sans cesse de nouvelles recrues, pour ne prendre aucun retard dans ce domaine, il faut être convaincu de l'imminence de l'irruption de la crise révolutionnaire, il faut reconnaître les signes indiscutables de regroupement dans les masses, il faut discerner dans les délégations permanentes et autres organimes de ce type ce qui tend vers le véritable comité d'action. Mais cela ne suffit pas.

Il faut comprendre, par-delà les formes, le contenu précis qu'elles revêtent, il faut comprendre les lois du mouvement et s'y conformer afin de s'orienter sur les masses et non pas sur les appareils.

Pourquoi insister ? Parce qu'une confusion dangereuse s'insinue parfois derrière les analyses que l'OCI

fait de la situation. L'OCI affirme : le mouvement qui, des profondeurs de la classe ouvrière, converge pour aboutir à l'irruption des masses exploitées qui vont balayer le gouvernement et les institutions, est engagé. Mais l'OCI n'assimile en aucun cas ce mouvement à un mouvement des masses vers l'Union de la gauche-front populaire. Poussées par les développements de la situation politique ainsi que par les attaques perpétrées contre elles, les masses se convainquent jour après jour qu'il est possible de vaincre, qu'il est en tous les cas indispensable de mesurer sa force dans le combat.

Momentanément écartées de l'action politique directe pour la dissolution de l'Assemblée nationale, le renversement du gouvernement Giscard-Barre, la mise en place d'un gouvernement du PCF et du PS sans représentants des organisations et partis bourgeois, entravées pour mener sur un plan de classe une bataille politique sur le terrain des municipales, elles cherchent appui sur les revendications pour tenter de dégager la voie à l'action de classe nécessaire.

VERS QUOI SE DIRIGE LE MOUVEMENT DES MASSES

Ce mouvement est engagé. Mais il se dresse directement et ouvertement contre toute la politique de l'Union de la gauche-Front populaire. Ce mouvement exige que les masses disposent de toutes leurs forces, elles cherchent donc naturellement à utiliser leurs organisations, en particulier les organisations syndicales, pour les faire peser de leur côté. Ce mouvement vers les organisations syndicales est engagé. Il s'exprime déjà de manière embryonnaire dans les élections professionnelles. Il est un mouvement contradictoire qui se heurte aux directions, aux appareils. Il cherche à contourner l'obstacle des appareils pour se servir de l'outil

que constitue l'organisation. C'est ce mouvement qui s'exprime aujourd'hui chez les enseignants du secondaire, chez les laborantins de l'Assistance publique...

Les travailleurs, pour contourner cet obstacle, pour faire occuper aux organisations dont ils ont besoin la place qu'elles doivent tenir dans le combat, cherchent à l'extérieur, au sein de la masse, les points d'appui indispensables. Il leur faut aller vers la constitution d'organismes autonomes qui mobilisent par en bas, qui combattent pour que les travailleurs décident eux-mêmes et qui puissent ainsi entraîner les syndicats.

Le mouvement des masses vers les organisations syndicales et celui qui se dirige vers la constitution d'organismes autonomes à caractère présociétiste sont un seul et même mouvement.

Le 6 mars, au rassemblement des auxiliaires, dans le respect des lois du mouvement, la décision prise a été d'élire une délégation pour se rendre chez M. Haby et de dire :

Si Monsieur Haby ne donne pas immédiatement les garanties écrites et signées assurant notre emploi, nous serons amenés à décider la grève le mardi 15 mars.

Dès maintenant, dès le 7 mars au matin, constituez, élevez dans les lycées, CES, CET, CEG, vos comités de préparation à la grève dans lesquels les sections syndicales doivent prendre toute leur place.

S'il n'y a pas de réponse positive de Monsieur Haby, c'est la grève dès le 15. Le 15, tous en grève !

VERS LA CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE ET JEUNE

Le rassemblement des auxiliaires a pris ses responsabilités, il a décidé l'action, il a proposé une date, il engage toutes ses forces dans la mobi-

A Brive, classe contre classe ! Vote PS-PCF sans gaullistes ni radicaux de gauche

Cet HOMME n'a pas changé. Il doit être battu. **METTEZ-LE EN DEROUTE !**

Pas une seule voix pour lui, pas une voix pour Dupuy (RPR) !

Pas une seule voix pour les radicaux de gauche !

Toutes les voix pour la liste PS-PCF. Pas une voix ne doit lui manquer.

● CET HOMME EST DANGEREUX.

Son nom est Charbonnel.

Le 30 mai 1968, il chantait « La Marseillaise », sous l'Arc de Triomphe de l'Etoile, avec les versaillais Debré, Poujade et Massu, pour la reprise du travail, contre la grève générale.

Ministre de De Gaulle, au côté de Marcellin, il s'est élevé politiquement au milieu des CRS et de la CFT, contre les grèves et les libertés ouvrières.

Les forces politiques sont expression des forces de classe de la société. Cet homme a choisi son camp : c'est celui de la minorité des exploités contre l'immense majorité des exploités.

● SI VOUS ALLEZ DANS SON CHATEAU :

Si vous allez à Castel Novel :

Vous pourrez constater que les mêmes vieux habitués, patrons, policiers, hommes de main, adversaires de toujours, sont bien là.

Si quelque chose a changé, c'est la présence de quelques nouveaux venus, mais Charbonnel, lui, est resté le même, dans le même château avec les mêmes amis.

Charbonnel ne changera pas d'amis. Le choix est définitif. Le reste est affaire de manœuvres.

Examinons le mécanisme.

● QUE CHERCHE CHARBONNEL ?

Tout a commencé avec l'écrasement de Chaban Delmas en 1974.

L'homme n'entend pas laisser sa place.

Sachant le régime et l'UDR condamnés, il s'installe dans l'Union de la gauche pour conserver des positions qu'il mettra demain au service de ses amis de toujours.

Sur le Chili et les généraux, en 1970, « L'Humanité » écrivait : « L'armée n'est pas imperméable aux vents nouveaux ». Et les généraux soi-disant « convertis », installés dans l'Union populaire, ont mis leurs positions au service de leur ami Pinochet. Charbonnel n'est pas plus sensi-

ble aux vents nouveaux que les généraux fascistes du Chili : comme eux, il entre dans l'Union de la gauche pour aider ses amis à se ressaisir demain, si c'est encore possible.

Si, aujourd'hui, Charbonnel est accepté, demain, il faudra accepter de ne pas faire grève pour conserver son alliance.

Demain, il faudra accepter tout.

Refuser ce qui s'est passé au Chili, c'est renvoyer aujourd'hui Charbonnel.

Mussolini lui-même qui, comme Charbonnel aujourd'hui, en mars 1919, se réclamait de l'intérêt national, écrasait par la suite les libérés. Charbonnel veut l'alliance aujourd'hui pour conserver ses positions et nous écraser demain.

Quel travailleur veut lui faire des cadeaux ?

● UNE PREMIERE VICTOIRE EST ACQUISE.

A la suite de l'activité conjuguée de « La Corrèze républicaine et socialiste » et de l'OCI qui répondait à l'énorme volonté des travailleurs de Brive, Charbonnel a été chassé.

Les militants l'ont déclaré : « Au cas où la rupture soit définitive et où le PS et le PCF présentent une liste sans Charbonnel, je me retirerai vendredi 4 mars, date du dépôt définitif des listes, et j'appellerai à voter et mènerai campagne pour la victoire de cette formation. Au cas où le dialogue se renouerait, et qu'un nouvel accord s'établirait, comme cela s'est déjà produit deux fois entre des membres dirigeants du PS et du PCF et Charbonnel, je maintiendrai ma candidature avec toute la liste pour permettre aux travailleurs de Brive de s'exprimer pour leurs partis, sans être obligés de se prononcer pour leur vieil ennemi gaulliste Charbonnel. »

Charbonnel n'a pas pu se ressaisir.

C'est une victoire pour tous les travailleurs.

● CETTE VICTOIRE, IL FAUT L'AMPLIFIER EN ASSURANT LA VICTOIRE DU PS ET DU PCF.

Les militants de l'OCI l'ont déclaré : si le PS et le PC se présentent seuls nous lutterons pour leur victoire.

Les militants de l'OCI honorent toujours leurs engagements.

Ils ne se contenteront pas d'appels platoniques. Sans aucune réserve, ils mèneront campagne pour la victoire du PS et du PCF.

Ils lutteront pour écraser Charbonnel et les radicaux de gauche.

Classe contre classe aux municipales contre Giscard-Barre-Chirac-Charbonnel-Dupuy ! Classe contre classe pour les revendications ! C'est ce qu'ils développeront dans le meeting qu'ils organisent vendredi soir, 11 mars, avec un représentant de « La Corrèze républicaine et socialiste » sur le thème :

Tout pour l'unité contre Charbonnel !

Tout pour sa déroute !

● TOUT POUR LA VICTOIRE PS-PCF !

lisation des enseignants pour la grève pour les revendications. Les syndicats, le SNES, doivent prendre leurs responsabilités, ils doivent prendre leur place dans la préparation de l'action, il ne doivent pas saboter l'action légitime décidée par les auxiliaires, qui a reçu le soutien de milliers et de milliers d'enseignants, de centaines de S1 ; les sections syndicales d'établissement doivent prendre toute leur place dans les comités de préparation à la grève. La bataille politique s'engage, c'est l'affaire des enseignants eux-mêmes. Les comités de préparation à la grève ne remplacent pas les syndicats, ils regroupent les enseignants qui décident de s'engager dans le combat pour préparer l'action et réaliser l'unité dans l'action. Les comités de préparation à la grève regroupent les militants de toutes les organisations, les non-syndiqués, qui décident de combattre. Les militants de toutes les tendances sont contrôlés dans ce combat par les masses qui rejoignent plus largement l'activité du comité. C'est dans cette confrontation dictée par les besoins mêmes du combat que les masses apprennent à se libérer de l'influence des directions bureaucratiques. C'est dans ce combat que s'opérera à un niveau politique plus élevé encore la liaison avec la préparation de la Conférence ouvrière et jeune convoquée le 6 février dernier pour le 24 avril prochain.

Voilà comment, en respectant les lois du mouvement, se construit le parti révolutionnaire. Voilà comment disparaîtra la crainte de gagner à l'OCI les « nouvelles cohortes » dont parle Lénine. A condition bien sûr que l'activité des trotskystes soit menée dans un souci qui réponde aux préoccupations exprimées par celui-ci en février 1905.

Dans leur masse, les travailleurs vont voter Union de la gauche aux élections municipales. Dans leur masse, ils se heurtent en même temps aux dirigeants des organisations ouvrières qui, avec leur politique d'Union de la gauche, combat-

tent toute manifestation possible de l'action de classe. Dans leur masse, ils vont voter cependant Union de la gauche en constatant que les dirigeants de l'Union de la gauche parlent beaucoup et ne font rien pour arracher satisfaction aux revendications, ou plutôt font tout contre. Ils vont voter Union de la gauche en se faisant, certes, quelques illusions. Illusions limitées par la politique de l'Union de la gauche qui, pour l'heure présente, pèse directement contre tout ce qui tend à se dégager comme force des profondeurs de la classe pour tenter de préserver l'édifice de la V^e République.

TOUT FAIRE POUR RENFORCER L'OCI DANS LE MOMENT PRESENT

Il n'a fallu, à Brive (et c'est déjà beaucoup), qu'une campagne engagée par l'OCI contre Charbonnel qui se présentait sur les listes d'Union de la gauche, pour mobiliser les travailleurs localement, sur le plan des élections, pour faire retirer Charbonnel, l'homme de la CFT, des listes qu'il constituait en commun avec le PCF et le PS, et enfin obtenir la constitution d'une liste PS-PCF. Les militants de l'OCI ont tiré le bilan de cette « première victoire » dans le tract que nos lecteurs ont trouvé pages 32 et 33.

La masse des travailleurs a voté Union de la gauche, en même temps qu'elle s'est engagée directement, avec un sûr instinct de classe, dans un mouvement qui va la voir se dresser face au gouvernement, aux institutions, submergeant la politique d'Union de la gauche-Front populaire.

Il ne faut pas confondre les moments politiques. La classe ouvrière n'est pas submergée par les illusions à l'égard de la politique d'Union de la gauche aujourd'hui, le vote qui va avoir lieu ne modifie pas cette appréciation.

C'est une certitude, la période qui verra les masses intervenir directement pour jeter à bas le gouvernement Giscard et les institutions ouvrira la période où les illusions des masses constitueront de puissantes entraves à leur mouvement.

Elles confondront le gouvernement d'Union de la gauche-Front populaire avec le gouvernement ouvrier. *Mais ce n'est pas là la situation actuelle, et il nous faut comprendre que la lutte pratique (et adaptée) aujourd'hui, contre le Front populaire-Union de la gauche qui soutient Giscard, constitue l'apprentissage, et en même temps, qu'elle permet la conquête de positions pour le combat contre l'Union de la gauche-Front populaire dans la situation où les masses seront submergées par les illusions.*

Mais le mouvement de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, avec toutes ses illusions, se dirige vers la formation de comités de grève élus, la constitution d'autres formes d'organisation à caractère présoviétique plus ou moins développée.

Toute notre intervention dans la lutte des classes vise à dégager ce mouvement, à le nourrir, à l'amener le plus loin possible dès avant l'éclatement de la crise révolutionnaire et au moment de son éclatement.

Jusqu'à quel point et comment, dans l'éclatement de la crise révolutionnaire, se développera cette tendance? Nous ne pouvons répondre à cette question: peut-être ne sera-t-il encore qu'embryonnaire, peut-être se développera-t-il d'un seul coup et très généralement. Mais il est inéluctable.

Encore faudra-t-il à l'avenir développer plus avant ce qui est écrit dans ce projet de rapport pour le XXI^e Congrès de l'OCI. En effet, les lois générales du mouvement s'affirmeront, c'est une certitude, mais elles le feront dans une situation qui n'est pas celle des années 1935-1936. A l'aube d'une nouvelle période de la révolution mondiale, après cet « apprentissage » de mois et d'années de combat acharné contre les directions traîtres à la classe ouvrière dont parle le projet de rapport, avec une organisation révolutionnaire existante, l'OCI, forte de plusieurs milliers de membres gagnés et trempés dans une expérience commune concentrée dans les derniers mois de l'existence de la V^e République, de riches possibilités continueront à s'offrir dans cette période où, pour un temps, les illusions des masses constitueront de puissantes entraves à leur mouvement.

Marc Lacaze,
8 mars 1977.



QUATRE MOIS
AVANT LA DEUXIEME SESSION
DE

LA « CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION
EN EUROPE »

d'Helsinki à Belgrade

par Stéphane JUST

Un « esprit » flotte sur l'Europe : « l'esprit d'Helsinki ». Tous les gouvernements, les dirigeants d'organisations diverses, ceux des partis bourgeois ou ouvriers s'en réclament.

Au lendemain de sa prise de fonction, le nouveau président de la République des USA a donné le ton. Fin janvier, le département d'Etat adressait une note au gouvernement en place en Tchécoslovaquie, laquelle proteste au nom des accords d'Helsinki et des droits de l'homme contre la répression qui frappe les signataires de la Charte 77. Une autre note de protestation était adressée au gouvernement de l'URSS, le mettant en garde contre la répression qui menace l'académicien Sakharov. Toujours en se référant aux accords d'Helsinki, le président Carter a demandé qu'une enquête soit ouverte à propos de l'expulsion d'un journaliste américain d'URSS. Le 5 février, il répondait à la lettre de félicitations que l'académicien Sakharov lui avait envoyée, à l'occasion de son entrée en fonction, et qui lui demandait d'intervenir en faveur des victimes de la répression en URSS.

Dans cette réponse, Jimmy Carter affirmait notamment :

« Les droits de l'homme sont au centre des préoccupations de mon administration. Dans mon discours inaugural, j'ai déclaré que « parce que nous sommes libres, nous ne pouvons être indifférents au sort de la liberté ailleurs ». Vous pouvez être as-

suré que le peuple américain et notre gouvernement tiendront leur ferme engagement de faire respecter les droits de l'homme non seulement dans notre pays, mais aussi à l'étranger.

« Nous utiliserons nos bons offices pour rechercher la libération des prisonniers pour des motifs de conscience et nous continuerons à déployer nos efforts pour édifier un monde répondant aux aspirations humaines dans lequel les notions de culture et d'histoire différentes pourront vivre côte à côte dans la paix et la justice. »

La première session de la « conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ». (Sygma)

Qu'en termes galants ces choses-là sont dites ! « Les droits de l'homme », en référence aux accords d'Helsinki, cela sonne pourtant d'étrange façon. Conclues en juillet 1975, les accords d'Helsinki sont un des actes solennels de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Il n'est pas inutile de rappeler les circonstances historiques qui ont mené à leur conclusion.

ORIGINES DE L'« ESPRIT D'HELSINKI »

En juillet 1964, les dirigeants de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites de l'Est de l'Europe se réunissaient à Bucarest, et ils proposaient aux gouvernements des pays capitalistes d'Europe la réunion d'une « conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ». Mais ce n'est qu'après la grève générale française de mai-juin 1968, le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie et l'invasion de ce pays par les troupes des cinq pays du pacte de Varsovie au compte de la bureaucratie du Kremlin, la conclusion des accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie en 1970, le mouvement révolutionnaire des travailleurs polonais de décembre 1970 et de janvier 1971, déclenchée par l'annonce de la hausse des prix de 30 % que les gouvernements des pays capitalistes commencèrent à prendre en considération la proposition du Kremlin.

Au même moment, se préparait la conclusion ouverte de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, que les voyages de Nixon à Pékin et à Moscou, début 1972, consacraient.

Un peu plus tard, les accords de Paris (janvier 1973), qui maintenaient le gouvernement Thieu et son administration ainsi que la division du Vietnam, étaient imposés au peuple vietnamien. Le Kremlin admettait que « la sécurité et la coopération en Europe » étaient une affaire

qui intéressait au premier chef l'impérialisme US. Aussi, les gouvernements américain et canadien étaient-ils invités à prendre place à la table des négociations : la première place étant réservée aux USA, cela va de soi. Pourtant, la préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe avançait à pas de tortue. Elle s'accéléra brutalement à la suite de l'effondrement du gouvernement et de l'administration de Thieu, aux mois de mars et avril 1975, effondrement qui ruinait et abolissait de facto « les accords de Paris » imposés deux ans avant.

L'OCI devait caractériser l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradore de Thieu, la ruine des accords de Paris comme :

- une défaite de l'impérialisme US ;
- un échec de la bureaucratie du Kremlin et de la bureaucratie chinoise ;
- un échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire ;
- une victoire à porter au compte de la révolution prolétarienne mondiale ;
- sans que cette victoire soit à porter à l'actif du PCV ;
- sans que le prolétariat du Sud-Vietnam ait pris le pouvoir.

Cette retentissante défaite de l'impérialisme US se produisait quelques mois après que Nixon ait été contraint de démissionner, en août 1974, de la présidence de la République des USA. Elle se combinait à la crise politique dont l'affaire du Watergate n'avait été que le prétexte, et la nourrissait.

La raison profonde de cette crise politique réside dans la contradiction qui menace mortellement la bourgeoisie américaine : d'une part, l'exigence de centraliser et renforcer le pouvoir central, l'Etat américain, pour qu'il soit capable de faire face aux tâches immenses que, en tant que pivot et force motrice du système impérialiste, il a à accomplir, aussi bien aux USA que mondialement ; de l'autre, les traditions et

rapports sociaux et politiques de la société américaine tels que l'histoire les a constitués, et qui font obstacle à l'instauration d'un Etat centralisé et fort. Cette défaite de l'impérialisme US, cet échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire n'étaient pas isolables de la crise conjointe de l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, qui se concentrent en Europe. Le 25 avril 1974, le renversement du régime capitaliste de Salazar et de Caetano entraînait l'intervention des masses qui disloquait l'Etat bourgeois confondu à l'Etat corporatiste. La révolution portugaise commençait.

La profondeur de la crise de domination de classe de la bourgeoisie, des systèmes politiques en Espagne et en France ne le cède en rien à celle qui a fini par aboutir au renversement de l'Etat corporatiste au Portugal et à l'irruption des masses. La même année, le régime des colonels s'effondrait en Grèce ; la crise italienne ne cessait de s'approfondir. Certes, dans bien des pays capitalistes d'Europe, la crise politique de la bourgeoisie et de tous les rapports bourgeois n'a pas atteint la profondeur qu'elle a atteinte au Portugal, en Espagne, en France, voire en Italie et en Grèce, mais ce sont les anneaux d'une même chaîne, tous profondément corrodés. Ou plutôt : l'Europe est un ensemble organique en crise, une crise aux développements inégaux, mais combinés et inséparables. Il s'agit de l'Europe entière incluant l'Europe de l'Est et l'URSS, ainsi qu'en témoignent l'impasse des bureaucraties de ces pays, les explosions sociales et politiques de ces dernières années, qui se sont surtout traduites en Pologne, mais qui sont l'expression d'une fermentation générale. En ce sens, la révolution portugaise était — et est toujours — le prologue, l'ouverture de la révolution européenne, tout comme le sont les explosions sociales et politiques en Pologne. Plus que jamais, la lutte des classes en Europe

se situait au centre de la lutte mondiale des classes, la révolution en Europe au centre de la révolution mondiale.

Il devenait urgent, au lendemain de la défaite de l'impérialisme US au Vietnam, que soit solennellement réaffirmée la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, et qu'elle le soit là où la révolution prolétarienne menaçait et s'attaquait aux bases de l'ordre contre-révolutionnaire établi entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin à Yalta et à Potsdam : en Europe. Pendant des années, les discussions préparatoires à la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe » avaient traîné. En quelques mois, elles furent menées à bien. Les 30, 31 juillet et 1^{er} août 1975, se tenait à Helsinki, solennellement, la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ». Telle est l'origine de l'« esprit d'Helsinki ».

SIGNIFICATION DE LA CONFERENCE SUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE

Commentant cette fameuse conférence, « La Vérité », en septembre 1975, caractérisait ainsi « l'esprit d'Helsinki » :

« Le point névralgique de la situation mondiale reste l'Europe, et là s'exerce à plein la coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme US, les bourgeoisies européennes, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. L'impérialisme américain et les bourgeoisies européennes ne renoncent à rien en participant à la séance solennelle de clôture de la Conférence de sécurité et coopération en Europe, si chère à la bureaucratie et à ses valets de plume. « Le Monde » du 15 juillet faisait remarquer :

« Deux questions n'ont pas progressé : la première, qui fait partie de la deuxième corbeille relative aux problèmes écono-

miques, concerne la demande des pays de l'Est de bénéficier dans tous les pays membres de la conférence de la clause de la nation la plus favorisée. L'Ouest refuse de satisfaire à cette demande aussi longtemps que les pays socialistes n'accepteront pas le principe de la réciprocité des avantages économiques. La deuxième question non résolue est relative à la présentation et à la nature de l'acte final de la conférence. Chacun admet qu'il s'agira d'une déclaration plutôt que d'un accord juridique entre Etats. Les pays de l'Est voudraient donner un caractère plus politique que ne l'acceptent les autres parties.»

«Finalement, le premier problème n'a pas été réglé; quant au second, la réponse est claire, il s'agit d'une déclaration. Le premier point concerne toujours la tentative d'ouvrir les pays de l'Est et de l'URSS à la libre circulation des capitaux. Le deuxième point porte sur la valeur de l'acte de la dite conférence. Tout «accord juridique entre Etats» est destiné à être déchiré un jour ou l'autre. Néanmoins, la distinction entre ces termes signifie que les Etats bourgeois ne s'engagent pas quant à l'avenir de l'Europe de l'Est. Alors, que signifie cette conférence? La séance solennelle finale, à laquelle Ford, Brejnev et tant d'étoiles politiques ont participé, sous la présidence du représentant de l'Eglise, la plus vieille et expérimentée institution réactionnaire du monde? L'aréopage de la contre-révolution tenait des assises. La sécurité en Europe, c'est le maintien de «l'ordre» européen issu de la seconde guerre mondiale: d'un côté, les Etats bourgeois, l'exploitation capitaliste; de l'autre, la subordination à la bureaucratie du Kremlin, son joug, son oppression, ses spoliations; la division politique imposée aux prolétariats allemand et européen. La coopération en Europe, c'est la combinaison de l'activité contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, à la lutte que mènent les bourgeoisies et leurs Etats contre la montée de la révolution en Europe. Les conférences successives des PC d'Europe sur de multiples sujets s'insèrent dans cette politique, son application.»

LE CONTENU POLITIQUE DES ACCORDS D'HELSINKI

Mais la coopération contre-révolutionnaire ne se déroule pas sous le signe de l'égalité des partenaires en contre-révolution. A la fin de la guerre et dans l'immédiat après-guerre, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international étaient au sommet de leur puissance politique. La victoire des peuples de l'URSS sur l'impérialisme allemand, attribuée à la bureaucratie parasitaire et à son appareil international, avait une double conséquence: le prolétariat de l'URSS était à nouveau épuisé, saigné (20 millions de morts); la bureaucratie du Kremlin et son appareil international jouissaient d'un immense prestige aux yeux des masses européennes. Bien que cela n'allât pas sans craquements significatifs (Yougoslavie, Chine), l'efficacité contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin lui permettait d'en tirer parti en occupant l'Europe de l'Est et une partie de l'Allemagne, que l'impérialisme lui abandonnait par nécessité politique. La crise de la bureaucratie, de son appareil international, la force potentielle du prolétariat de l'URSS, les insurmontables contradictions explosives accumulées en Europe de l'Est et en URSS, l'émergence et la constante actualité de la révolution politique en Europe de l'Est, conjuguée à celle de la révolution sociale en Europe de l'Ouest, ont radicalement modifié les rapports politiques entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties parasitaires. Ou plutôt, le véritable rapport, le rapport historique, apparaît au grand jour: la dépendance des bureaucraties parasitaires, de la bureaucratie du Kremlin, en premier lieu vis-à-vis de la bourgeoisie mondiale, du système impérialiste. En 1943-1947, la nécessité pour sa propre survie du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale commandait également la politique

de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. La bureaucratie du Kremlin n'était pas cependant directement menacée. Elle était en mesure de négocier le prix de son action contre-révolutionnaire et, finalement, de l'imposer à l'impérialisme. Maintenant, elle est sous le feu, l'enjeu immédiat, de la révolution européenne, et cela dégage son caractère d'agent de la réaction bourgeoise au sein des Etats ouvriers dégénérés ou bureaucratiques. Elle, et son appareil international, sont à la remorque immédiate et dépendent de plus en plus directement de l'impérialisme. Mais l'impérialisme, ce n'est pas une abstraction. C'est un ensemble de rapports économiques et politiques internationaux que dominent les impérialismes les plus puissants, et avant tout l'impérialisme américain.

Le contenu des accords d'Helsinki s'est manifesté de la façon la plus claire au cours de ces dernières années, hors d'Europe aussi bien qu'en Europe. Au Moyen-Orient, la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire a été entièrement au service de l'impérialisme américain : application du plan Rogers, modifié Kissinger, qui, progressivement depuis le septembre noir de 1970 en Jordanie jusqu'à l'intervention militaire de la Syrie contre les masses palestiniennes et libanaises au Liban, vise à l'écrasement physique du peuple palestinien. Etablir la « pax america » au Moyen-Orient exige de s'appuyer sur deux piliers : l'Etat totalement artificiel d'Israël, les Etats féodaux-bourgeois arabes, et de constituer un Etat croupion soi-disant palestinien. Mais la coopération active de la bureaucratie du Kremlin au Moyen-Orient et à l'échelle internationale a été et reste également indispensable pour l'application de ce plan. Elle n'a pas fait et ne fait pas défaut.

En Amérique latine : en Argentine, le PC soutient la junte militaire qui a renversé Isabel Peron et qui, sous la direction du général Videla, établit une dictature sanglante ;

au Pérou, le PC soutient la réaction militaire, le gouvernement du général Morales Bermudez qui a renversé celui du général Velasco en août 1975, noue de nouveaux liens avec l'impérialisme américain et remet en cause les nationalisations. La subordination de plus en plus étroite au Kremlin du régime de Castro contribue à renouer des liens entre les USA et Cuba et accentue le rôle contre-révolutionnaire que joue le castrisme à l'échelle de l'Amérique latine. On sait qu'aux Indes, le PC dépendant de Moscou a soutenu la dictature d'Indira Gandhi décrétant l'état de siège, dissolvant les partis et organisations syndicales, pourchassant des dizaines de milliers de militants et de dirigeants. Tous les gouvernements oppositionnels de l'Union indienne ont été dissous, sauf celui de l'Etat du Kerala que contrôle le PC dépendant de Moscou.

En Europe de l'Ouest, les PC français, italien, espagnol accentuaient, au fur et à mesure que s'aggravaient les crises des régimes politiques et de tous les rapports bourgeois de ces pays, leur soutien à ces régimes et leur action en vue de contenir, de paralyser, de refouler l'activité des masses, de même d'ailleurs qu'au Portugal, sur un autre mode. Ce sont là quelques aspects de la lutte contre le prolétariat, les masses exploitées, la révolution menaçante, qui concrétisent « l'esprit d'Helsinki ».

LA POSITION DE L'OCI

A l'initiative de la nouvelle administration américaine, « l'esprit d'Helsinki » s'est manifesté avec une force croissante au cours de ces derniers mois. En URSS, les opposants, dont Sakharov se fait le chef de file, se réclament ouvertement des accords d'Helsinki. Notamment la partie (la troisième « corbeille ») qui concerne les droits et libertés. Les

rédacteurs et les signataires de la « Charte 77 » en Tchécoslovaquie font appel également aux accords d'Helsinki. Que les opposants à la bureaucratie stalinienne et aux bureaucraties satellites fassent flèche de tout bois, au cours de leur combat contre la répression et pour les libertés, se comprend. Il y a quelques années, nombre d'entre eux en appelaient à certains articles de la Constitution stalinienne qui garantissent l'exercice de certains droits démocratiques, pour combattre la bureaucratie du Kremlin, alors que cette Constitution de 1936 consacrait le triomphe de celle-ci.

Néanmoins, en appeler à l'impérialisme pour qu'il accroisse sa pression économique, militaire, politique sur l'URSS et les pays de l'Europe, c'est déjà autre chose.

En tout état de cause, indépendamment des positions politiques qu'ils prennent, la défense des opposants en URSS et en Europe de l'Est contre la répression, la lutte pour les droits et libertés en ces pays est une tâche élémentaire et impérative de toute organisation révolutionnaire, ou tout simplement de toute organisation ouvrière. L'OCI, fidèle aux enseignements et à la tradition de Trotsky et de la IV^e Internationale, conformément au programme de fondation de la IV^e Internationale, combat inconditionnellement contre la répression et pour les libertés démocratiques en URSS et en Europe de l'Est.

L'orientation de l'OCI procède de l'analyse marxiste des origines et de la nature des bureaucraties parasitaires dont la bureaucratie du Kremlin est la bureaucratie mère. Elles sont le produit de circonstances historiques déterminées : isolement de la révolution russe ; épuisement et reflux du prolétariat de l'URSS ; état arriéré de l'URSS des années 1920 qui, sortant de la barbarie du tsarisme, était dévastée par quatre ans de guerre impérialiste et trois ans de guerre civile, où régnaient la famine, la désolation, une désagrégation sociale avancée. Ce sont ces circonstances qui sont à

l'origine de la dégénérescence de l'Etat ouvrier et du Parti bolchevique. On ne socialise pas la misère et la satisfaction des besoins élémentaires ; sur le fumier de la révolution a germé une bureaucratie qui a monopolisé le pouvoir politique.

Mais la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites n'ont aucune fonction nécessaire dans la production. Elles sont purement parasitaires. La bureaucratie du Kremlin et, à sa suite, les bureaucraties satellites, incarnent la réaction bourgeoise dans les pays où le capital a été exproprié. La contre-révolution inachevée, mais la contre-révolution. Castes parasitaires, elles sont fondamentalement antagoniques aux rapports de production fondés sur la propriété collective des principaux moyens de production. Mais, faute de pouvoir les renverser, elles les gèrent tout de même, en les déformant. Au fur et à mesure que croissent les forces productives, que le prolétariat se renforce en nombre et en culture, elles deviennent des obstacles de plus en plus directs et immédiats à la croissance de ces forces productives. Leur gestion de la société, fondée sur la propriété collective des principaux moyens de production, entraîne la croissance de contradictions économiques, sociales et politiques de plus en plus intolérables et explosives. Le monopole du pouvoir politique devient de plus en plus la condition nécessaire, absolue, du maintien et de la défense de leurs privilèges qui ne cessent de s'accroître. Toutes les libertés sont des menaces pour la bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire. L'exercice des libertés démocratiques est incompatible avec le maintien au pouvoir et l'existence même de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. La puissance du prolétariat de l'URSS et de ceux des pays de l'Europe de l'Est, ainsi que les rapports sociaux de ces pays garantissent que l'exercice des libertés ne peut que leur ouvrir la voie

de la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, un Etat ouvrier fondé sur les conseils, les soviets.

L'OCI combat pour le renversement de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. L'OCI combat pour la renaissance de la forme de pouvoir la plus démocratique qui soit, le pouvoir des soviets en URSS, sa naissance en Europe de l'Est. Là est la solution des distorsions, des contradictions mortelles que les bureaucraties imposent à tous les rapports économiques et sociaux fondés à partir de la propriété collective des moyens de production. Ainsi, sera ouverte la voie qui conduit au socialisme. C'est cela la révolution politique, dont le programme de fondation de la IV^e Internationale dit :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera sans doute sous le drapeau de la *lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique*. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'autocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans les salaires et les normes de travail !

« La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usines, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la *démocratie soviétique*. »

En conséquence, l'OCI combat inconditionnellement pour les libertés politiques et individuelles ; la liberté d'organisation et de presse ; le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en URSS et en Europe de l'Est ; la pleine liberté dans les arts, les sciences, la littérature. Mais tous ces droits et libertés se concentrent en ceux que le prolétariat et les masses doivent arracher, dans et pour le combat contre les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires : indépendance des syndicats par rapport aux partis et à l'Etat ; droit de constituer les organisations et partis qui la représenteront, les organismes spécifiques de classe que sont les

comités et les soviets ; droit de lutter et de s'emparer du pouvoir politique, en en chassant les bureaucraties ; droit de constituer un authentique gouvernement ouvrier-paysan, d'instaurer le pouvoir des soviets, de se réapproprier ou de s'approprier la gestion des moyens de production collectivisés.

C'est pourquoi l'OCI a combattu inconditionnellement pour arracher des griffes de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, des camps, des prisons, des hôpitaux psychiatriques, les victimes de la répression, et qu'elle poursuit ce combat. L'OCI s'honore d'avoir été à l'origine de nombreuses campagnes de ce genre. D'avoir secoué l'apathie de nombreuses organisations et d'importants démocrates patentés ; d'avoir permis que soient surmontés maints obstacles, au cours de campagnes qui ont abouti à la libération et à la possibilité d'émigrer de victimes de la répression bureaucratique ; en se situant uniquement du point de vue des libertés, sans ostracisme d'aucune sorte. Mais cela n'implique pas que l'OCI se taise sur les opinions ou les positions que développent certains opposants à la bureaucratie du Kremlin et aux bureaucraties satellites qui résident de gré ou de force en URSS et en Europe de l'Est, à plus forte raison sur les opinions et positions de ceux qui ont été arrachés à leurs griffes et résident en Europe de l'Ouest, aux USA ou ailleurs.

DERRIERE LES ACCORDS D'HELSINKI : L'ENJEU

Les opposants au Kremlin et aux bureaucraties satellites qui résident en URSS ou dans les pays de l'Europe de l'Est, et qui font référence aux accords d'Helsinki, ont et nourrissent de dangereuses illusions : l'impérialisme n'entend absolument pas concourir à la défense et à l'instauration des libertés en URSS et en

Europe de l'Est, aussi dangereuses pour lui que pour les bureaucraties parasitaires. L'évocation des méthodes et des moyens que l'impérialisme utilise pour maintenir l'exploitation capitaliste et le pillage impérialiste, suffirait à le démontrer : le Vietnam, le Chili, le Moyen-Orient, et ce sont seulement les exemples les plus saillants de ces dernières années, en témoignent. Le fascisme, le nazisme, les sanglantes dictatures militaires ne sont pas des aberrations de quelques réactionnaires particulièrement sanguinaires, ce sont les formes achevées de la barbarie impérialiste, produits d'un système social aux prises à d'insolubles contradictions ; c'est le prix à payer pour le retard de la révolution prolétarienne mondiale, tout comme la réaction stalinienne, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Une unité profonde existe entre l'impérialisme, réaction sur toute la ligne, l'existence et le rôle des bureaucraties parasitaires. L'impérialisme, à commencer par l'impérialisme américain, a toujours, dans le passé, donné les moyens à la bureaucratie du Kremlin d'écraser les prolétariats et les peuples de l'URSS et de l'Europe de l'Est : c'est pour cela qu'il lui a abandonné l'Europe de l'Est en 1944-1947 ; tel est le contenu des accords de Yalta et de Potsdam, de la division de l'Europe et de l'Allemagne. En juin 1953, en novembre 1956, en 1968, en 1970-1971, etc., il a laissé entièrement les mains libres à la bureaucratie du Kremlin pour écraser le mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'Est de l'Allemagne, la révolution hongroise des conseils, le prolétariat et les peuples tchécoslovaques, le mouvement révolutionnaire des travailleurs polonais. C'est sur cette base que les accords d'Helsinki ont été conclus entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, contre la révolution européenne montante en Europe, à l'Ouest comme à l'Est.

A bon « droit », si l'on peut dire, la bureaucratie du Kremlin et les

bureaucratie satellites se réfèrent aux accords d'Helsinki : le 16 février, l'agence d'information de la bureaucratie du Kremlin, l'agence Tass, insistait sur le fait que

« la partie fondamentale d'Helsinki, n'est nullement constituée par la « troisième corbeille », mais par la première qui traite du renforcement de la sécurité et de la paix en Europe.

(« Le Monde » du 18.2.1977)

« La Pravda » écrivait de son côté :

« La détente internationale, la convocation et l'aboutissement de la conférence d'Helsinki ont exigé de gros efforts. Il importe donc de dénoncer toutes les tentatives faites pour annuler ou dénaturer l'accord d'Helsinki, qui constitue le patrimoine des peuples... garantit de nouveaux progrès de la détente en Europe. Il n'y a pas de tâche plus urgente que de rendre la paix durable et inébranlable. C'est là l'objectif de l'Union soviétique, qui ne ménage pas ses efforts pour la réalisation de ce but. »

En effet, les accords d'Helsinki ont un sens précis : à la bureaucratie du Kremlin est confié le maintien de « l'ordre » en URSS et en Europe de l'Est. L'impérialisme, bien entendu, tout en laissant les mains libres au Kremlin et aux bureaucraties satellites, ne renonce pas pour autant à des effets de propagande. Mais la bourgeoisie, surtout à son stade impérialiste, attribue un sens précis aux termes de « droits », de « liberté », de « libre circulation des idées et des personnes », celui de la libre circulation des marchandises et des capitaux, celui du démantèlement du monopole du commerce extérieur, du libre jeu des lois qui s'expriment sur le marché ; de la possibilité de liens directs noués entre les trusts, les entreprises d'URSS et de l'Europe de l'Est et les banques et monopoles capitalistes ; du démantèlement de la planification et de la propriété collective des moyens de production ; de la liberté de développement de

la propriété privée des moyens de production, en quelques mots celui de la liquidation des fondements économiques et sociaux qui résultent de la victoire de la révolution d'Octobre. En d'autres termes, achèvement de la contre-révolution bourgeoise que la bureaucratie du Kremlin n'a fait qu'entamer. Qui plus est : c'est à la bureaucratie du Kremlin, aux bureaucraties satellites, ou tout au moins à une de leurs ailes que l'accomplissement de cette tâche est demandé.

Il suffit de rappeler l'axe que l'impérialisme américain a tracé et que l'article du camarade François Forgeu analyse dans ce numéro de « La Vérité », pour s'en convaincre. « Les droits de l'homme sont au centre des préoccupations de mon administration », écrit Carter à Sakharov. « Les droits de l'homme », ainsi entendu, ce sont les droits du capital. Conjointement, une énorme pression s'exerce sur le Kremlin et les bureaucraties satellites au moyen de la course aux armements, pour que la conclusion d'accords concernant les armements stratégiques ouvre les frontières de l'URSS, les portes de ses arsenaux et de ses usines aux contrôleurs de l'impérialisme US. L'énorme endettement de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est vis-à-vis des Etats et des banques des grandes puissances impérialistes est l'occasion de toute une campagne dont l'objet est de donner des garanties de moyens de contrôle aux banques et aux monopoles capitalistes sur l'utilisation des capitaux prêtés, c'est-à-dire un droit de regard et de contrôle sur le fonctionnement de l'économie de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est, premiers pas d'une pénétration qui vise à la destruction de la propriété collective des moyens de production et au développement de la propriété privée. La campagne concomitante à propos des libertés n'a qu'un sens : obtenir les garanties politiques indispensables à l'investissement d'importants capitaux en URSS et dans les pays de

l'Europe de l'Est, à leur rentabilisation.

Au moment où, de l'impérialisme aux « libéraux » de toute espèce, il est fait référence à cette nouvelle « déclaration des droits de l'homme » que seraient les accords d'Helsinki, il n'est pas inutile de rappeler que la « déclaration des droits de l'homme », même au temps où la bourgeoisie jouait un rôle progressif, où elle était « révolutionnaire », était fondée sur le droit des droits pour la bourgeoisie : le droit sacré de la propriété privée, de la libre circulation des marchandises et capitaux.

SOUTIEN DES PC A JUAN CARLOS SOUS LE SIGNE D'HELSINKI

Tous les gouvernements bourgeois se réfèrent aux accords d'Helsinki, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites également, car les accords sont fondés sur une commune nécessité et en sont l'expression : la lutte contre la révolution montante en Europe, le maintien de l'oppression sociale et nationale. Quelle confirmation plus éclatante de ce fait que la rencontre à Madrid des dirigeants des PC espagnol, italien et français, et la déclaration finale qui a conclu leur réunion. Un article du camarade E. Laurent, qui sera publié dans le prochain numéro de « La Vérité », analysera en détail comment fonctionne la collaboration contre-révolutionnaire entre le gouvernement royal, héritier du franquisme, et le Parti communiste espagnol. Le premier objectif de cette rencontre a été d'affirmer la convergence contre-révolutionnaire de la politique des PC d'Europe occidentale. Les trois partis, dans leur déclaration finale, donnent le label « démocratique » au gouvernement de Juan Carlos et de Suarez :

« La fin de la dictature franquiste, après celle du fascisme au Portugal et en Grèce, repré-

eurocommunisme...

« Les trois pays connaissent actuellement une crise qui est tout à la fois économique, politique, sociale et morale. Cette crise met en relief l'exigence de solutions nouvelles pour le développement de la société. Au-delà de la diversité des conditions qui existent dans chacun des trois pays, les communistes italiens, français et espagnols affirment la nécessité, pour assurer une alternative positive à la crise et battre les orientations réactionnaires, de réaliser le plus large accord des forces politiques et sociales prêtes à contribuer à une politique de progrès et de renouveau. Celle-ci exige la présence des travailleurs et de leurs partis à la direction de la vie politique. En même temps qu'ils défendent quotidiennement les intérêts immédiats des travailleurs, les communistes préconisent donc des réformes démocratiques profondes.

« La crise du système capitaliste appelle avec plus de force que jamais à développer la démocratie et à avancer vers le socialisme.

« Les communistes d'Espagne, de France et d'Italie entendent agir pour la construction d'une société nouvelle dans la pluralité des forces politiques et sociales, dans le respect, la garantie et le développement de toutes les libertés collectives et individuelles : liberté de pensée et d'expression, de presse, d'association et de réunion, de manifestation, de libre circulation des personnes à l'intérieur de leur pays comme à l'étranger, liberté syndicale, indépendance des syndicats et droit de grève, inviolabilité de la vie privée, respect du suffrage universel et possibilité d'alternance démocratique des majorités, libertés religieuses, liberté de la culture, liberté d'expression des différents courants et opinions philosophiques, culturels et artistiques. Cette volonté de réaliser le socialisme dans la démocratie et la liberté inspire les conceptions élaborées en toute indépendance par chacun des trois partis. »

sente un changement important et positif dans la situation européenne.

« Le progrès démocratique en Espagne est d'un intérêt particulier pour les peuples français et italien. »

La suite, que nos lecteurs trouveront ci-contre, n'a pas un intérêt moins grand.

La valeur de son jargon démocratique se mesure au soutien apporté à l'Etat franquiste, que Juan Carlos incarne, alors que cette déclaration proclame « la fin de la dictature franquiste ».

Mais qui, mieux que Andreotti, président du Conseil italien, peut apprécier tout le contenu de cette politique ? A une question que lui posent André Fontaine et Robert Solé du « Monde », il répond :

« Il existe des différences fondamentales entre les positions des communistes, hier et aujourd'hui ; ils voient maintenant, dans l'OTAN, une garantie d'équilibre. Ils sont très favorables au développement européen. Ils reconnaissent la nécessité du profit pour les entreprises. Il faut cependant remplacer ces nouveautés, qui sont réelles, dans un jugement d'ensemble sur les possibilités de concrétisation d'une telle politique. Tout cela peut être d'un intérêt formidable pour l'évolution de la politique italienne, mais il faut, pour bien l'apprécier, un peu de prudence et de méfiance. »

Cette politique couvre l'Europe entière, que la révolution menace. Il s'agit de la défense de l'ordre et des Etats bourgeois. Dans l'immédiat, les PC défendent les gouvernements et les régimes en place. Et si les digues cèdent, désintégrées de l'intérieur et sous la pression des masses, ils tenteront alors de mettre en place de nouvelles digues, de nouveaux brise-lames : ceux du front populaire. Le tout sous le signe des accords d'Helsinki.

« Cette rencontre de Madrid est aussi l'occasion pour les communistes espagnols, italiens

et français de réaffirmer l'importance essentielle qu'ils attribuent à de nouveaux pas en avant sur la voie de la détente et de la coexistence pacifique, à des progrès réels dans la réduction des armements, à l'application intégrale par tous les Etats de toutes les dispositions de l'acte final de la conférence d'Helsinki et à une tenue positive de la rencontre de Belgrade, à l'action pour le dépassement de la division de l'Europe en blocs militaires antagonistes, à l'établissement de nouveaux rapports entre les pays développés et les pays en voie de développement et d'un nouvel ordre économique international.

« C'est ainsi que les trois partis conçoivent la perspective d'une Europe pacifique, démocratique et indépendante, sans bases militaires ni course aux armements, et d'une Méditerranée, mer de paix et de coopération entre les riverains.

« L'Espagne libre pour laquelle luttent les communistes et toutes les forces démocratiques espagnoles sera pour l'Europe un facteur important de démocratie, de progrès et de paix. Pour ces objectifs, il est nécessaire et il est possible que, par-delà la diversité des idées et des traditions, prévalent le dialogue et la recherche de convergences et d'ententes unitaires entre les communistes, socialistes et forces chrétiennes, entre toutes les forces démocratiques. Au cours de ces années, la cause de la liberté en Espagne a été le terrain de l'action des communistes. De la capitale d'une Espagne qui entre dans la voie de la renaissance démocratique, les communistes des trois pays appellent aujourd'hui à l'union de toutes les forces qui veulent la démocratie et le progrès. »

Voilà le contenu contre-révolutionnaire des accords d'Helsinki, parfaitement concrétisé.

PEUT-ON L'IGNORER ?

L'académicien Sakharov peut-il ignorer la fonction des accords d'Helsinki ? En tout cas, les émigrés de

l'Europe de l'Est et de l'URSS qui ont été arrachés aux griffes des bureaucraties parasitaires, de celle du Kremlin en particulier, ne peuvent, pas plus qu'aucun militant ouvrier, l'ignorer. Comment Boukovski, reçu à la Maison Blanche, peut-il ignorer le véritable sens des propos de Carter :

« Notre engagement de soutenir les droits de l'homme est permanent, et je n'ai pas l'intention d'être timoré sur ce point dans mes déclarations et prises de position publiques. Je voudrais qu'elles soient positives et non négatives, et je voudrais aussi assurer notre nation et les pays autres que l'Union soviétique que nous voulons garantir la liberté des individus et leur droit de s'exprimer. »

et déclarer :

« J'ai conscience du grand honneur qui m'est fait en étant reçu à la Maison Blanche. Je comprends que, ce faisant, votre administration montre qu'elle respecte le mouvement que je représente et les idées que nous défendons. »

Ce n'est pas plus un honneur d'être reçu à la Maison Blanche, antre de l'impérialisme US couvert de crimes, que ce ne l'est d'être reçu au Kremlin, antre d'une bureaucratie cruelle et sanguinaire dès que ses privilèges sont en cause. L'administration Carter ne respecte pas les mouvements qui luttent contre la répression et pour les libertés en URSS et en Europe de l'Est, tout juste se pose-t-elle le problème de les utiliser à des fins qui sont à l'opposé de celles des masses, donc des véritables libertés.

Comment un homme comme Plouchitch peut-il écrire ce qu'il écrit en une lettre ouverte adressée à Georges Marchais :

« Je vais essayer de vous exposer brièvement l'essentiel de nos positions :

« (1) Il est indispensable de préserver les accords d'Helsinki »

ki, la détente, pour éviter une nouvelle guerre froide qui représenterait une menace pour la paix, un obstacle pour le désarmement et le danger pour notre pays, de connaître une nouvelle vague de terreur stalinienne.

« 2) Mais Helsinki peut se métamorphoser en un nouveau Munich, si les clauses humanitaires (troisième corbeille) ne sont pas respectées.

« Après les accords d'Helsinki, la situation, dans notre pays, s'est brutalement aggravée. Fin 1976-début 1977 une nouvelle vague d'arrestations y a déferlé, visant essentiellement les groupes de soutien (et non pas ennemis) des accords d'Helsinki, accompagnée d'une série de provocations du KGB et de déclarations provocatrices dans la presse soviétique. (Or, sans ces clauses, les accords d'Helsinki se transformeront en un nouveau Munich, en marchandage de la liberté du monde entier, en aide économique de l'Occident « pourrissant » au bloc soviétique « progressiste », et, finalement, conduiront à la guerre et à la terreur dans les pays « socialistes ».)

« 3) C'est pourquoi nous cherchons à obtenir à Belgrade une vérification de l'application des accords d'Helsinki, des garanties qui assurent le respect de ces accords, ces accords doivent être préservés, précisés d'un point de vue juridique ; ils doivent être élargis, de façon à assurer l'égalité des parties concernées, la réciprocité des avantages, l'honnêteté et la sincérité de ces parties.

« Mais, comme le prouve l'expérience historique, les gouvernements occidentaux ont toujours eu peur de la force et se sont toujours inclinés devant elle. Et, cette fois encore, ils continuent de mener une politique opportuniste et sans principes (voyez la déclaration de Schmidt sur la nécessité d'agir diplomatiquement avec l'URSS et de ne pas combattre ouvertement les violations des accords d'Helsinki). Ainsi donc, c'est Munich qui pointe devant nous et, ensuite, la guerre. (...)

« Si 1937 se répète en URSS, vous et votre parti vous en serez responsables ; vous serez responsables de la terreur en Union soviétique et de la guerre qui en découlera. Pourquoi, mon-

sieur Marchais, suivez-vous l'exemple des gouvernements occidentaux en adoptant une politique opportuniste par rapport au totalitarisme soviétique ? »

DES ACCORDS DE GUERRE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Les accords d'Helsinki ne sont pas des accords de paix, mais de guerre contre la classe ouvrière, les masses exploitées, les peuples opprimés d'Europe à l'Ouest et à l'Est.

La nouvelle vague de répression en Europe de l'Est et en URSS est pleinement conforme à ce qu'ils signifient. En fait d'aide économique « de l'Occident pourrissant » au « bloc soviétique progressiste », il s'agit d'un renforcement constant de la pression économique, politique, militaire, de l'impérialisme sur les bureaucraties parasitaires pour qu'elles ouvrent la porte à la pénétration du capital en Europe de l'Est et en URSS. L'expérience historique prouve que les « gouvernements occidentaux » ont toujours eu recours à la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin contre les masses. En 1937, les « gouvernements occidentaux » se sont chaleureusement félicités de l'extermination de la génération des révolutionnaires d'Octobre et des meilleurs cadres de l'armée rouge.

Munich a été une tentative de lancer directement Hitler à l'assaut de l'URSS, « les gouvernements occidentaux » espéraient tirer les ficelles, jouer les arbitres, tirer les marrons du feu. Ni les « gouvernements occidentaux », ni Georges Marchais n'ont « une politique opportuniste à l'égard du totalitarisme soviétique ». Ils considèrent que la bureaucratie du Kremlin est un des piliers de la contre-révolution mondiale. Contre les masses, ils l'appuient et s'appuient sur elle.

Plouchtch ferait bien de s'interroger sur ce grand souci démocra-

tique que manifestent actuellement l'impérialisme américain, tous les gouvernements capitalistes et, à l'occasion, Georges Marchais, Berlinguer, Santiago Carrillo, dans le cadre des accords contre-révolutionnaires d'Helsinki, en liaison avec certaines couches de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, cadre qui veut obliger la bureaucratie du Kremlin à développer la « coopération économique », comme le prévoit « la deuxième corbeille » des accords d'Helsinki :

« Les Etats participants (...) s'efforceront de réduire ou d'éliminer progressivement les obstacles de toute nature au développement des échanges commerciaux. »

N'est-ce pas assez clair ?

Il arrive que Georges Marchais, Berlinguer, Carrillo aillent trop vite, et trop loin, sur cette voie, au gré des couches dominantes de la bureaucratie du Kremlin et, qu'en fonction des luttes internes qui se déroulent dans les sommets des bureaucraties parasitaires, ils se fassent sèchement remettre à la place qui est la leur, celle de partis subordonnés au Kremlin. En tout état de cause, ils font preuve d'allégeance au Kremlin. A la question : « Pourquoi le communiqué que vous avez adopté ne mentionne-t-il pas le problème de la liberté dans les pays socialistes déterminés ? », Marchais reprend : « Nous ne sommes pas un tribunal », et, en accord avec Berlinguer et Carrillo, il ajoute :

« J'ai dit récemment à un déjeuner de presse à Paris qu'à mon avis, dans les pays socialistes, il existe toute une série de mécanismes qui peuvent et qui devraient être utilisés, à la fois pour permettre de parfaire la démocratie socialiste, pour corriger les graves erreurs, défauts et insuffisances qui subsistent encore, pour assurer une meilleure participation des masses à l'avancée vers la construction d'une société communiste. Par conséquent, et pour

résumer ma réponse, je dis que les pays socialistes présentent un bilan positif, qu'il y a chez eux des aspects négatifs avec lesquels nous sommes en désaccord et qu'il existe, selon nous, des moyens à mettre en œuvre pour les voir avancer hardiment sur la voie de la démocratie socialiste. »

« *L'Humanité* » (5.3.1977.)

Qui ne comprend ce que Marchais juge positif dans les pays qu'il qualifie de « socialistes » ? C'est l'« ordre » bureaucratique, c'est l'existence des bureaucraties parasitaires et de leurs privilèges. Voilà ce que Marchais, comme Berlinguer et Carrillo, entend défendre par tous les moyens.

LE VERITABLE COMBAT

Quel est le but immédiat de cette offensive « démocratique » dont l'impérialisme US est le centre et la force dirigeante ? La réponse est simple ; dans quatre mois, va se tenir à Belgrade la deuxième session de la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe », l'impérialisme entend arracher à cette occasion de nouvelles et importantes concessions au Kremlin et aux bureaucraties de l'Europe de l'Est, toujours sur la ligne de l'ouverture des frontières de ces pays à la pénétration capitaliste, bien entendu au nom des « grands idéaux démocratiques ». Et, il faut bien le dire, les prises de positions d'Amalric, de Boukovski, de Pliouchtch, qu'ils en aient conscience ou non, donnent à l'impérialisme, et surtout au chef d'orchestre nullement clandestin de cette nouvelle croisade, une merveilleuse couverture idéologique. Donnons une dernière fois la parole à Andreotti, expert, et pour cause, en la matière :

« Je crois profondément à la valeur des accords d'Helsinki. Ceux-ci ne peuvent pas donner tous leurs résultats à court terme. Nous devons travailler avec patience à utiliser toutes

les occasions possibles, sans commettre l'erreur de confondre les objectifs lointains avec les réalités concrètes du moment.»

Mais, par la même porte où s'engouffrent les capitaux en URSS et en Europe de l'Est, la démocratie politique, les libertés ne pénétreraient-elles pas ? C'est exactement l'inverse. Les masses en ont assez de la bureaucratie, elles ne veulent pas du capitalisme, elles veulent gérer à leur profit et selon leurs besoins la propriété collective des principaux moyens de production. Les bureaucraties parasitaires n'ont pu, jusqu'alors, aller jusqu'au bout de la contre-révolution bourgeoise, car les rapports sociaux de production qui découlent de la révolution d'Octobre conditionnent l'existence quotidienne des masses.

Ainsi que l'écrivait Trotsky, il ne suffit pas de trahir la révolution, il faut la renverser, mais la révolution est un ensemble de rapports sociaux qui vivent dans la conscience des masses. En fait de « libertés », la pénétration du capital exige de briser par tous les moyens, jusqu'à l'extermination de centaines et de milliers de travailleurs à la manière hitlérienne, la résistance des masses. Seules, si cela est possible, les bureaucraties du Kremlin et de l'Europe de l'Est peuvent le tenter progressivement, bien que jusqu'alors elles aient toujours échoué et que la puissance du prolétariat de ces pays ne cesse de s'accroître. Fondamentalement, cette contradiction est à l'origine du déchirement des somnams des bureaucraties parasitaires. Toujours, l'impérialisme laissera comme par le passé les mains libres aux bureaucraties contre les masses. Bien plus, il exigera d'elles cette répression, il fera tout pour lui en donner les moyens politiques. En appelant à l'impérialisme pour défendre les victimes de la répression en URSS et en Europe de l'Est, pour défendre les libertés démocratiques, on condamne des milliers et des mil-

liers d'hommes à la prison, aux hôpitaux psychiatriques, aux camps de déportation.

IL S'AGIT DE LA REVOLUTION POLITIQUE

L'OCI ne cessera de combattre pour la libération des victimes de la répression, pour les droits et libertés en Europe de l'Est et en URSS, sur le seul terrain et selon les seules méthodes efficaces : en appelant aux frères des prolétaires de l'URSS et de l'Europe de l'Est, les ouvriers, les paysans, les jeunes, les intellectuels (pour qui ce nom n'est pas synonyme de prostitué) des pays capitalistes et à leurs organisations ; la seule méthode en ce domaine, comme en tout autre, est celle du front unique ouvrier et de l'action des masses. La nature contradictoire des partis social-démocrates, des PC, des partis ouvriers-bourgeois permet, par une politique se situant sur le terrain de la classe ouvrière, et en partant des masses, de contraindre ces organisations à aller au-delà du point où elles voudraient aller, sur cette question comme sur bien d'autres. A condition toutefois de ne pas s'aligner sur la politique des dirigeants de ces partis. La nature des syndicats permet, malgré les appareils bureaucratiques qui les contrôlent, d'en faire des bases de combat. Il en va tout différemment des Etats et des gouvernements bourgeois, quelles que soient leurs proclamations et affirmations de « principe », des organismes et des cadres institués par l'impérialisme et par les bureaucraties contre-révolutionnaires : leur nature et leur fonction sont, en plein accord : réprimer les masses, défendre l'ordre établi. C'est une illusion mortelle que de ne pas faire cette différence.

Les droits et libertés en Europe de l'Est et en URSS, cela signifie

pour les masses et les peuples de ces pays : à bas Yalta, à bas Postdam, à bas Helsinki qui garantissent l'ordre établi par l'impérialisme et le Kremlin ; à bas la mainmise de la bureaucratie du Kremlin sur les peuples de l'Europe de l'Est et de l'URSS ; à bas le pacte de Varsovie et le Comecon ; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, retrait des troupes d'occupation ; unité de l'Allemagne, du peuple allemand, du prolétariat allemand ; droit des prolétariats à former leurs partis, à constituer leurs organismes de classe, comités, soviets ; droit de balayer les bureaucraties parasitaires, de prendre le pouvoir, de l'exercer, de gérer la propriété collective des moyens de production. Il s'agit de la révolution politique.

La lutte pour ces droits et leur exercice permet aux prolétariats, aux masses opprimées de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, de faire leur jonction, de combattre et de renverser

conjointement la bourgeoisie et les bureaucraties parasitaires.

Ainsi, se réaliseront les conditions de la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe. Tel est le contenu de chaque lutte entreprise pour arracher hier Pachman, Pliouchtch, Boukovski, aujourd'hui Borissov, Glouzman, Paradjanov et tant d'autres aux griffes du Kremlin et des bureaucraties satellites. Tel est le contenu du combat à entreprendre pour que cesse la répression qui s'abat sur les grévistes d'Ursus, le Comité de défense de ces grévistes en Pologne, les initiateurs et les signataires de la « Charte 77 » en Tchécoslovaquie. En appeler à l'impérialisme, c'est laisser les bureaucraties frapper, emprisonner, torturer, moralement et physiquement, déporter ceux qui combattent pour les droits et libertés en URSS et en Europe de l'Est.

Stéphane Just,
le 7 mars 1977.



APRES L'ELECTION DE JIMMY CARTER

A LA PRESIDENCE DES ETATS-UNIS

la politique mondiale de l'impérialisme américain: réorientation et continuité

par François FORGUE

Pendant des mois, la préparation des élections présidentielles américaines a non seulement constitué le thème central de la vie politique aux Etats-Unis, mais elle a aussi été présentée comme un problème d'importance mondiale. Une longue attente, ponctuée par la progression « irrésistible » de Carter vers l'investiture démocrate et par le duel Ford-Reagan pour l'investiture républicaine, a mené à novembre 1976, pour se continuer encore pendant « l'inter-règne » au cours duquel Carter a constitué son équipe gouvernementale et se sont dégagés les éléments d'une orientation. Aujourd'hui, le « suspense » est terminé, mais l'inquiétude n'est pas levée...

Au lendemain de l'élection de Carter, le « Times » de Londres soulignait la signification mondiale de cette élection :

Les Etats-Unis sont une puissance mondiale dont la politique a une importance décisive pour de nombreuses parties du monde. Un changement de Président aux Etats-Unis est, dans cette mesure, un événement d'un grand intérêt pour des millions de gens qui ne participent pas à cette élection. Pour eux, et plus particulièrement pour leurs

gouvernements, une élection présidentielle est un événement qui ne va pas sans frustration et sans inquiétude. Frustration, parce qu'ils peuvent voir une décision qui affectera leurs intérêts vitaux prise par des gens pour qui ces intérêts, s'ils sont connus, restent indifférents et qui sont préoccupés par d'autres problèmes, relevant essentiellement de la politique intérieure. Inquiétude parce que les conséquences du résultat sur la politique étrangère des Etats-Unis sont extrêmement difficiles à prédire.

Et le « Times », après avoir remarqué qu'en matière de politique étrangère, si Carter et ses conseillers avaient tenu à marquer leur « indépendance » à l'égard de leur prédécesseur — qui était plus Kissinger que Ford —, ils en étaient restés à des généralités, ajoutait :

Il est probable qu'une bonne part de cette ambiguïté est volontaire. Elle a permis à Carter de ne pas s'aliéner le soutien de groupes d'électeurs à partir de positions trop nettes en matière de politique étrangère, et elle lui permet de commencer sa carrière présidentielle avec une large marge de manœuvre. Mais cela laisse croire que les premières manifestations de la nouvelle présidence seront de multiples consultations plutôt que des innovations majeures. Dans cette mesure, il est probable que les événements imposeront leur propre priorité et que, seules, les crises qui attendront un point critique seront l'objet d'initiatives majeures : un schéma qui, assez ironiquement, rappelle les traits caractéristiques de la méthode Kissinger.

L'éditorial du « Times » correspond à une incontestable réalité. L'impérialisme américain, impérialisme le plus puissant, occupe une place centrale dans le dispositif mondial et ses initiatives affectent directement l'avenir de tous les autres pays.

La place et le poids de l'économie américaine sur le marché mondial, mais aussi le rôle qui lui est lié de chef de file de la sainte-alliance contre-révolutionnaire, sa fonction de gendarme de « l'ordre » mondial, lui confèrent une position déterminante. Mais, si les « affaires américaines » ont de fait une portée mondiale, simultanément, l'impérialisme américain est amené à intégrer à ses propres problèmes et à ses propres contradictions les problèmes et les contradictions de l'ensemble du système impérialiste et les nécessités du maintien, à l'échelle mondiale, de

« l'ordre établi », dont dépend en dernière analyse sa puissance.

Et, lorsque le « Times » fait allusion au fait que l'élection présidentielle se joue sur des questions de politique intérieure, que le candidat est tenu à rester allusif sur les aspects décisifs de sa politique, c'est un problème plus profond qu'il effleure : celui de l'inadaptation des institutions politiques américaines au rôle mondial que le développement historique du capitalisme a donné aux Etats-Unis.

L'élection présidentielle de novembre 1976 n'a pas été une élection « comme les autres » : Carter a succédé à un président non élu qui ne détenait son poste que comme conséquence de la chute ignominieuse de Nixon, c'est-à-dire comme résultat d'une profonde crise politique. Et, en un sens, l'inter-règne n'a pas été simplement l'intermède de novembre à janvier, pendant lequel Carter s'est installé au pouvoir : il a commencé, en fait, avec la chute de Nixon. Dans une période qui a été marquée par des bouleversements mondiaux de première grandeur, par un tournant de la situation mondiale manifesté avant tout dans la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam et par la mise à l'ordre du jour de la révolution prolétarienne en Europe, à travers la révolution portugaise, les « facteurs internes » aux Etats-Unis (la crise politique organiquement liée, d'ailleurs, à ces développements mondiaux) ont manifesté leur portée mondiale, en limitant les initiatives de l'impérialisme américain et en opérant, de ce fait, comme des éléments constitutifs de ce tournant dans la situation mondiale.

C'est dans ce contexte qu'il faut chercher à apprécier la signification de l'élection de Carter et commencer à apprécier les buts de la politique de l'impérialisme américain et les obstacles auxquels il a à faire face.

la place de l'impérialisme américain dans le monde

C'est un trait permanent de l'idéologie bourgeoise que de traiter des problèmes politiques en termes de carrière individuelle, de vedettariat — et naturellement, la presse le pousse à la caricature. Avec l'accession à la présidence de Carter, commencerait donc une « révision déchirante » : à l'ère Kissinger succéderait l'ère Brzezinski, le « Kissinger de Carter », ainsi que l'on désigne le conseiller spécial en matière de politique étrangère du nouveau Président des Etats-Unis. La réalité est à la fois plus complexe et plus simple.

Les grands événements qui ont modifié la scène mondiale, tout comme le mûrissement de la crise politique aux Etats-Unis, manifestée par les conséquences de Watergate, n'ont pas coïncidé avec le déroulement du calendrier électoral, et les cercles dirigeants de l'impérialisme américain n'ont pas attendu l'arrivée d'un nouvel hôte à la Maison-Blanche pour commencer à prendre la mesure de la nouvelle situation. Le Kissinger d'après la débâcle vietnamienne — et d'après la chute de Nixon — n'était déjà plus le Kissinger d'avant. Et pas plus que lui, le nouveau secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Cyrus Vance, et son adjoint Zbigniew Brzezinski ne peuvent annuler les conséquences de la défaite subie par l'impérialisme au Vietnam, ni celles du mûrissement de la crise révolutionnaire en Europe. S'il est nécessaire — et cet article y reviendra — de parler d'une « réorientation », celle-ci était commencée avant novembre 1976 et elle intègre des éléments de continuité avec la politique poursuivie auparavant. C'est à juste

titre que le « Washington Post » du 9 novembre a pu dire que la transition de l'administration Ford à l'administration Carter pouvait s'opérer harmonieusement :

L'administration Ford est engagée dans une série de négociations en cours — la Rhodésie, le Moyen-Orient, les accords Salt (1). Mais il n'apparaît pas de divergences majeures entre la démarche de Ford et celle de Carter à ce sujet.

« DEVENIR ISOLES DANS UN MONDE HOSTILE... »

Il ne s'agit pas de considérer que le passage de l'administration Ford (c'est-à-dire de ce qui restait de celle de Nixon) à l'administration Carter ne constitue pas une césure importante ; au contraire, la classe dominante ne pouvait faire face aux problèmes soulevés par le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale et aux Etats-Unis mêmes, sans disposer d'un gouvernement bénéficiant d'une véritable « légitimité ». Mais si, de toute évidence, les dirigeants de l'impérialisme américain doivent réapprécier l'ensemble de leur stratégie, les racines d'une révision de leurs objectifs ne se trouvent pas dans les idéologies différentes des gouvernants démocrates ou répu-

(1) Négociations sur la limitation des armements stratégiques, qui se poursuivent depuis 1972 entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin. Voir à ce sujet l'article de Gérard Bloch, « A propos de la discussion sur les "SALT" » (La Vérité, n° 572, juin 1976).

blicains mais dans les transformations de la situation mondiale.

Et lorsque, dans le « Foreign Policy Magazine » de l'été 1976, Brzezinski, aujourd'hui assistant de Carter, faisait état de son inquiétude de voir les Etats-Unis « devenir isolés dans un monde hostile », il n'était pas si loin des soucis de Kissinger dans son rapport aux ambassadeurs américains, malgré les critiques qu'il lui adresse (2). Et il conclut en soulignant la position mondiale de l'impérialisme américain et, par là même, son rôle dirigeant mondial :

La dislocation économique subie par les sociétés industrielles avancées, en particulier à cause de la hausse du prix du pétrole imposée par l'O.P.E.P., a souligné le rôle politique et économique crucial joué par les Etats-Unis, lui donnant une place encore plus centrale que celle qu'ils occupaient dans les vingt dernières années... Plus généralement, le rôle des Etats-Unis, à la fois économiquement et politiquement, est celui d'une clé de voûte de toute stabilisation... Quand l'Amérique vacille, l'économie mondiale et l'équilibre politique deviennent instables.

Si l'Amérique cessait de mettre en avant une orientation constructive, elle contribuerait directement au développement de désordres politiques et économiques majeurs.

On appréciera le cynisme tout « kissingerien » avec lequel Brzezinski fait retomber sur l'O.P.E.P. le renforcement de la position de l'impérialisme américain relativement aux impérialismes d'Europe et du Japon, alors qu'on sait comment l'impérialisme américain a joué de la prétendue « crise du pétrole » pour affirmer encore plus sa suprématie. Ce qui ne signifie nullement que l'impérialisme américain manipule souverainement

les données de la situation économique mondiale. Celle-ci, au contraire, s'impose à lui, comme à tous ses rivaux. Mais sa puissance, relativement à tous ses concurrents, lui permet de prendre appui sur elle pour imposer en sa faveur une modification des conditions de la concurrence internationale.

L'IMPERIALISME AMERICAIN ET L'ECONOMIE MONDIALE

Brzezinski a raison, en effet, de parler du rôle plus central que jamais des Etats-Unis. Le langage irréfutable des faits a ridiculisé les spéculations sur un « renversement des rôles », sur le déclin de l'impérialisme américain face à une remontée de la puissance des autres impérialismes.

Non seulement, l'économie américaine reste un géant (plus de 30 % des biens et services produits dans le monde le sont aux Etats-Unis), mais la forme concrète qu'a prise le développement historique de l'impérialisme lui a donné une place centrale dans l'unité organique que forment le marché mondial et la division mondiale du travail.

En 1970, les Etats-Unis ont investi à l'extérieur 80 milliards de dollars (soit 50 % des mouvements de capitaux à long terme dans le monde). Ces investissements se dirigent prioritairement vers les pays capitalistes avancés (pour la même année, 50 % des investissements américains à l'extérieur avaient été faits en Europe). Ce que l'on appelle à tort les « multinationales » — et qui ne sont rien d'autre que des firmes monopolistes dont le champ d'activité est international — comptent, parmi les dix premières d'entre elles, neuf firmes américaines (General Motors, Exxon, Ford, General Electric, I.B.M., Mobil Oil, Texaco, I.T.T., etc.) et l'on estime que 35 à 40 % des profits des sociétés américaines proviennent de pla-

(2) Il s'agit des déclarations de Kissinger aux ambassadeurs des Etats-Unis en Europe, faites en décembre 1975.

cements faits à l'étranger. Pour donner d'autres éléments — qui n'ont de valeur qu'indicative quant à la position dominante de l'impérialisme américain — il y a 23 firmes américaines parmi les 50 premières à l'échelle du monde; des industries comme l'aéronautique ou la production d'ordinateurs sont totalement dominées par des firmes américaines.

On est tenté de comparer la place occupée par l'impérialisme américain à celle que détenait, lors de son apogée, le capitalisme britannique. Mais l'analogie est trompeuse: la puissance de la Grande-Bretagne coïncidait avec la maturité du système capitaliste mondial, celle des Etats-Unis s'affirme dans les conditions de son déclin, du pourrissement de l'impérialisme. Son hégémonie, affirmée à travers les deux guerres impérialistes mondiales, s'est établie sur la base de l'effondrement partiel de ses rivaux dans la période de crise généralisée de l'impérialisme, alors qu'il lui fallait simultanément prendre en charge toutes les contradictions de la préservation du système impérialiste mondial. Aussi, pour être immenses, les possibilités de l'impérialisme américain ne sont pas illimitées. A une première étape, la crise du dollar en avait marqué les bornes. Crise du dollar qui était une crise mondiale, non seulement dans le sens où elle était une crise du système monétaire international, mais aussi en ce qu'elle procédait de la remise en cause des bases économiques, sociales et politiques de « l'ordre international » établi après 1945.

Les décisions de Nixon d'août 1971 (inconvertibilité du dollar, surtaxe sur les importations) ne proclamaient pas une souveraineté arbitraire de l'impérialisme américain, s'émancipant des contraintes des lois de l'économie capitaliste, mais signifiaient au contraire la reconnaissance, pour reprendre les

termes de la déclaration du Bureau politique de l'O.C.I. sur la signification des mesures prises par Nixon, que « les bornes du marché structuré sur la propriété privée des moyens de production à l'époque de l'impérialisme limitaient tôt ou tard, si la guerre n'en devient pas la conclusion logique, le secteur de l'économie d'armement comme tous les secteurs de l'économie capitaliste ».

UNE RELANCE LIMITEE ET HESITANTE

Depuis la marche à la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail s'est accentuée. Les convulsions monétaires qui se sont succédé, l'absence de fait d'un système monétaire international exprimé dans l'inconvertibilité en or et dans le flottement général des monnaies, le caractère d'emballement incontrôlable de l'inflation combiné avec un piétinement de la production et une progression du chômage ont abouti, en 1974/75, à une première phase « ouverte » de la crise économique. La production industrielle a brutalement chuté dans tous les pays capitalistes avancés, le nombre de chômeurs dans les pays de l'O.C.D.E. a atteint le chiffre record depuis la Seconde Guerre mondiale de 15 millions, sans que le phénomène de l'inflation soit contenu: pour les mêmes pays, en 1975, le taux moyen d'inflation était encore de plus de 10 %.

On sait qu'à partir du milieu de 1975, l'économie mondiale a connu une relance, limitée et hésitante, impulsée par la relance aux Etats-Unis. Des méthodes désormais classiques y avaient présidé: injection fabuleuse de crédits, recours à de nouvelles augmentations des dépenses d'armement. Mais les limites étroites de cette relance n'ont pas tardé à se manifester. Dès

le printemps de 1976, les économies des pays capitalistes donnaient, à nouveau, des « signes d'essoufflement » qui se muaient en une tendance à la stagnation, tandis que le chômage — qui n'avait pas commencé à se résorber alors que la production croissait — augmente encore. Comme le notait le rapport présenté au Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale en décembre 1976, « c'est un fait d'une immense signification que la relance de l'économie capitaliste, par les moyens désormais classiques de l'économie d'armement et du parasitisme, ait donné des résultats aussi limités et que, très rapidement, elle se soit essoufflée ». (Ce rapport a été publié dans le n° 575 de « La Vérité ».)

C'est devant cette perspective, celle de la poursuite d'une véritable marche à l'abîme par rapport à laquelle les mesures prises ne constituent que des expédients temporaires qui, à terme, aiguissent toutes les contradictions, que se trouve placé le gouvernement Carter.

UNE MARGE DE MANŒUVRE LIMITEE

Les cercles les plus responsables de la bourgeoisie américaine ne se font d'ailleurs pas d'illusions. « Business Week » du 15 novembre 1976 salue la victoire de Carter dans les termes mesurés suivants :

La capacité du nouveau Président démocrate à faire passer dans les faits ses rêves et ses promesses au peuple américain dépend de façon critique de l'efficacité et de la rapidité avec lesquelles il fera face à une économie mondiale dont la situation se détériore (...)

Son intention de tenter d'éliminer toute incidence inflationniste de ses plans par un type de politique des revenus ou de contrat social devrait inciter les

deux économies étrangères les plus saines, l'Allemagne et le Japon, à se joindre aux efforts des Etats-Unis pour conduire à une reprise mondiale.

Cette citation mérite qu'on s'y arrête, car elle a l'avantage de dégager certains des véritables problèmes auxquels se heurtent les dirigeants de l'impérialisme américain. Passons sur l'allusion aux ambitions « sociales » de Carter. Il s'agit en fait de mesures de relance par le moyen de l'injection de crédits supplémentaires dans l'économie, de l'accroissement du déficit budgétaire, du recours à de nouvelles dépenses d'armement. Mais ces mesures sont très évidemment génératrices d'inflation, elles conduisent — si leurs effets ne sont pas contrecarrés — à un affaiblissement relatif de la position de l'impérialisme américain, elles nourrissent la dislocation des échanges. La contrepartie, c'est donc, expose « Business Week », un « contrat social », une politique des revenus, en d'autres termes un blocage de fait des salaires, c'est-à-dire une poursuite de la détérioration du niveau de vie des travailleurs américains. Mais une telle orientation se heurte à la réalité mondiale de la lutte des classes telle qu'elle s'exprime aux Etats-Unis mêmes, c'est-à-dire à la résistance de la classe ouvrière. La direction de l'A.F.L.-C.I.O., qui avait chaudement fait campagne pour Carter, n'a pu approuver les mesures économiques mises en avant par le nouveau Président. Dans une déclaration en date du 10 janvier, elle a considéré que le plan de Carter constituait « une retraite par rapport aux buts qui étaient apparus comme ceux du Président Carter durant sa campagne électorale », et elle a dénoncé les réductions d'impôts sur les profits comme une « subvention aux grandes firmes ».

« Business Week » relie l'efficacité des mesures décidées par Carter à la coopération des autres impéria-

lismes, d'abord des impérialismes allemand et japonais. C'est dire sans ambages que ceux-ci doivent s'aligner sur les besoins de l'impérialisme américain, accepter de mener une politique économique qui ne soit pas fonction de leurs seuls intérêts, mais en fait complémentaire aux initiatives américaines. C'est, quel que soit le langage employé et la forme utilisée, poursuivre dans la voie tracée par Nixon, Ford et Kissinger.

Mais les possibilités de l'impérialisme américain dans ce domaine se heurtent aussi à la réalité de la lutte des classes mondiale. Les développements, les rapports économiques n'existent pas « en soi », dans l'abstrait. Ils procèdent et ils sont nourris par le développement d'ensemble de la lutte des classes. L'impérialisme américain ne peut s'abstraire, dans ses relations avec ses partenaires et rivaux impérialistes, de la nécessité de préserver leur précaire stabilité sociale face au prolétariat, tout comme dans cette tâche il ne peut jamais s'émanciper, face à la situation de plus en plus critique de l'économie mondiale, des nécessités de la défense des positions propres de l'impérialisme américain.

De même, par rapport aux problèmes posés par la situation économique mondiale et américaine, la nouvelle administration cherche à s'adapter empiriquement aux nécessités immédiates, naviguant entre le risque de précipiter une nouvelle chute de la production et celui de miner trop profondément les bases mêmes du fonctionnement de l'économie par une croissance incontrôlée du parasitisme et de ses conséquences.

En ce sens, l'ensemble des mesures économiques prises par Carter indiquent une direction, en même temps qu'elles constituent une cote mal taillée. Le premier budget présenté par le nouveau Président en est un exemple.

LE PREMIER BUDGET CARTER

Dans ses promesses électorales, Carter parlait d'une diminution des dépenses militaires et d'une augmentation massive des dépenses sociales. Qu'en est-il en réalité ?

Les dépenses militaires (celles qui figurent en tant que telles dans le budget et qui ne représentent qu'une fraction des dépenses d'armement effectives) prévues dans l'ultime budget de Gerald Ford (que le nouveau Président peut amender) se montaient finalement à 123 milliards de dollars, alors qu'au départ elles avaient été estimées à 110 milliards de dollars. Après les « réductions » proposées par Carter, elles atteindront 120 milliards environ, c'est-à-dire qu'elles enregistreront malgré tout une hausse de 10 milliards de dollars sur les prévisions initiales de l'administration Ford. On comprend que le nouveau secrétaire d'Etat à la Défense, Harold Brown, ait pu déclarer que « plus que de réductions, il s'agissait d'économies »...

En fait, Carter a maintenu l'un des budgets militaires les plus élevés de l'histoire des Etats-Unis. Et, si l'on se tourne vers le chapitre des dépenses sociales et de la « stimulation de la reprise » par d'autres moyens d'Etat, le budget proposé par Carter ne représente pas une rupture avec les orientations de Ford : dans le projet Ford, le montant total des dépenses s'élevait à 411 milliards et aboutissait à un déficit de 57 milliards. Dans la version Carter, les dépenses se montent à 417 milliards de dollars et le déficit prévu est de 68 milliards de dollars, soit une augmentation du déficit budgétaire de 11 milliards de dollars. En ce sens, comme le constate l'editorial du « Monde » du 23 février, Carter semble avoir préféré « courir le risque de l'inflation plutôt que celui du chômage ». Disons, pour être

plus précis, car ni le chômage ni l'inflation ne sont aujourd'hui aux Etats-Unis des « risques », que son projet de budget tend à accentuer les facteurs d'inflation. Mais dans quelle proportion ? Et quelle incidence ces mesures peuvent-elles avoir par rapport au chômage, en particulier ?

L'essentiel des mesures de relance non militaires consiste en une injection de 30 milliards de dollars en deux ans (dont seulement 12 milliards cette année). Or, de l'avis d'économistes américains, une dépense immédiate de plus de 20 milliards de dollars était le minimum à partir duquel on pouvait escompter une incidence sérieuse sur le niveau de l'emploi. De plus, la structure du plan de Carter repose sur des réductions d'impôts et avant tout sur un allègement considérable des impôts sur les sociétés. Les crédits gouvernementaux pour la réalisation de travaux publics et autres ne se montent, pour l'exercice 1977, qu'à 2 milliards supplémentaires. De ce plan, le directeur des Services du budget, Bert Lance, a dit qu'il constituait un « stimulant modeste à l'économie », et le « Herald Tribune », portant un jugement plus mesuré que « Le Monde », écrit : « Il s'agit d'un programme modéré, destiné à offrir quelque chose à tout le monde mais peu de choses aux uns et aux autres. » Les réactions négatives de la direction de l'A.F.L.-C.I.O. ont d'ailleurs conduit le nouveau secrétaire d'Etat au Travail, Roy Marshall, à préciser qu'il était en désaccord avec ce plan qui aurait dû donner la priorité aux crédits pour de grands travaux, et non à des détaxations.

La « modestie » du plan de Carter ne provoque d'ailleurs pas que le mécontentement des représentants de ceux qui attendaient le plus des promesses électorales (travailleurs, chômeurs, noirs). La discussion qu'il suscite montre aussi les divi-

sions et l'incertitude qui persistent au sein de la classe dominante. Comme le dit un économiste cité par le « New York Times » du 17 janvier : « Carter a craint de prendre des risques d'inflation, mais la situation est si périlleuse qu'il faut prendre des risques. » Et l'article, intitulé : « Les économistes craignent que le plan de Carter n'évite pas une récession mondiale », commente :

Des experts financiers craignent que le plan de relance de Carter soit insuffisant pour éviter que les pays industriels ne glissent dans une nouvelle dépression, avant même d'être complètement sortis de la plus profonde récession de l'après-guerre.

Simultanément, d'autres porte-parole du capital américain redoutent les effets d'une nouvelle flambée d'inflation. Carter leur répond en proclamant qu'il est partisan d'un système volontaire de contrôle des prix et des revenus. Mais, déclare le vice-président d'une grande banque, « c'est là un compromis délibéré et non une solution au problème de l'inflation ». Ainsi, quel que soit l'angle sous lequel on aborde les premières mesures prises par le gouvernement Carter, on constate qu'elles ne rompent pas avec les incertitudes, les oscillations qui, dans tous les domaines, ont marqué la politique américaine, bien qu'un axe soit tracé. Et, bien évidemment, comme le souligne le « New York Times », on ne peut séparer l'analyse du budget de l'Etat américain de ses conséquences mondiales. Et il ne faut pas, à ce sujet, nourrir d'illusions. Si l'activité économique aux Etats-Unis stagne ou régresse, la « rechute » à un niveau plus bas de l'économie mondiale est inévitable. Mais si, par des expédients temporaires, une certaine relance est impulsée, les besoins de l'impérialisme américain aviveront la concurrence dans le

cadre d'un marché trop étriqué et n'entraîneront nullement la prospérité de leurs concurrents et partenaires impérialistes. Comme le dit sans fard l'article du « New York Times » déjà cité : « Compte tenu de la structure des échanges entre

les Etats-Unis et l'Europe, même une certaine croissance aux Etats-Unis ne les conduira pas à acheter substantiellement plus à l'Europe. » Et de conclure : « L'amère vérité, c'est que les faibles deviendront plus faibles et les forts plus forts. »

le tournant dans la situation mondiale et la position de l'impérialisme américain

Ce n'est pas dans le seul domaine, artificiellement découpé, d'une « politique économique », mais sur tous les terrains de son affirmation comme puissance mondiale et par rapport aux luttes sociales et politiques aux Etats-Unis mêmes, que la politique de l'impérialisme américain donne un sentiment « d'inachèvement ». Des initiatives, des mesures d'ampleur considérable quant à leur impact sur la situation mondiale sont prises, qui vont dans un sens déterminé. Mais, simultanément, l'impérialisme américain ne va pas au bout de son orientation, contrecarre même son orientation générale par des pas en arrière, des « compromis délibérés », comme le disait le représentant du grand capital américain à propos de la politique sociale de Carter.

Ce n'est pas le manque de résolution des dirigeants américains qui explique cette situation, même si les conditions de l'après-Watgate ont entravé l'élaboration d'une politique cohérente : même cohérente, l'orientation de l'impérialisme américain se heurte à une réalité mondiale à laquelle elle s'intègre, mais qu'elle ne contrôle pas.

Il faut revenir sur la position occupée par l'impérialisme américain dans les relations mondiales. Elle englobe sa puissance économique, mais elle ne se réduit pas à elle : les rapports économiques ne sont pas séparables de l'ensemble du

développement international de la lutte des classes, de la forme concrète que prend celle-ci. Le poids économique décisif des Etats-Unis n'est pas séparable de l'ensemble des relations sociales, politiques (et de leurs déterminations militaires et diplomatiques) qui l'expriment et en sont un élément constituant. Ainsi, les Etats-Unis ne sont pas seulement l'impérialisme le plus puissant, mais aussi l'élément central du dispositif impérialiste mondial.

EUROPE, JAPON ET AMERIQUE

Dans quelles conditions concrètes occupent-ils cette place dominante ? A l'époque de l'impérialisme et à un moment donné du développement de l'impérialisme.

La référence à « l'époque de l'impérialisme » n'est en rien formelle. C'est bien dans le cadre du « stade suprême du capitalisme » que le capitalisme américain a accédé à sa position mondiale. Et sa puissance n'a nullement signifié qu'il pouvait ignorer ou domestiquer à sa guise des lois du fonctionnement de l'économie capitaliste au stade impérialiste. La marche des événements a fait voler en éclats le mythe de la constitution d'un « super-impérialisme » américain. Les bourgeoisies d'Europe et du Japon, que l'impé-

Léon Trotsky :

« J'ai parlé plus haut de la puissance des Etats-Unis en face de l'Europe affaiblie et des peuples coloniaux économiquement arriérés. Mais cette puissance des Etats-Unis est précisément leur point vulnérable ; elle implique leur dépendance croissante à l'égard des pays et des continents économiquement et politiquement instables. Les Etats-Unis sont contraints de fonder leur puissance sur une Europe instable, c'est-à-dire sur les révolutions prochaines de l'Europe et sur le mouvement national révolutionnaire de l'Asie et de l'Afrique. On ne saurait considérer l'Europe comme un tout indépendant. Mais l'Amérique n'est pas un tout indépendant. Pour maintenir leur équilibre intérieur, les Etats-Unis ont besoin d'une issue de plus en plus large vers l'extérieur ; or, leur débouchement à l'extérieur introduit dans leur régime économique des éléments de plus en plus nombreux du désordre européen et asiatique. Dans ces conditions, la révolution victorieuse en Europe et en Asie inaugurerait forcément une ère révolutionnaire pour les Etats-Unis. Et il est certain que la révolution, une fois commencée, se développerait avec une vitesse véritablement américaine aux Etats-Unis. Voilà ce qui découle de l'appréciation de la situation mondiale. »

« Europe et Amérique »

rialisme américain a dû renflouer au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour préserver la domination du capitalisme, il les retrouve aujourd'hui, face à lui, non comme les éléments subordonnés d'une construction harmonieuse, mais comme des concurrents contre lesquels il doit aujourd'hui mener une guerre commerciale sans pitié.

Mais il est nécessaire de préciser à quel moment concret du développement — c'est-à-dire du déclin de l'impérialisme. Trotsky avait théoriquement résumé la contradiction dans laquelle se trouvait placé l'impérialisme américain en soulignant que sa puissance constituait précisément son point vulnérable, cette puissance « implique leur (des Etats-Unis) dépendance croissante à l'égard des pays et des continents économiquement instables. Les Etats-Unis sont contraints de fonder leur puissance sur une Europe instable, c'est-à-dire sur les révolutions prochaines de l'Europe et sur le mouvement national révolutionnaire de l'Asie et de l'Afrique », et il ajoutait que la puissance des Etats-Unis, « telle est la dialectique, est maintenant le levier par excellence de la révolution européenne » (« Europe et Amérique », pages 93 et 96). Mais cette contradiction s'exacerbe après la Seconde Guerre mondiale. La défaite des impérialismes allemand et japonais, l'abaissement de l'impérialisme anglais, la ruine de l'Europe, consacrent la suprématie des Etats-Unis. Si l'on s'en tient aux rapports de force entre les puissances capitalistes, rien ne s'oppose à ce que l'impérialisme américain assure directement sa mainmise sur l'Europe. Mais ce serait faire abstraction de la lutte des classes. Pour contenir la vague révolutionnaire qui déferlait, il fallait — avec le concours des bureaucraties stalinienne et réformiste — renflouer les bourgeoisies d'Europe alors défaillantes, remettre sur pied les Etats bourgeois, participer à la remise en marche de l'économie.

LE PIVOT DE LA NOUVELLE SAINTE-ALLIANCE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Mais la vague révolutionnaire d'après-guerre, si elle a été contenue, n'a pas été battue. Ses résultats sont inscrits dans les conquêtes arrachées et protégées par l'activité du prolétariat international (3). L'existence de ces conquêtes n'est pas seulement de plus en plus intolérable pour les faibles impérialismes européens; elle l'est aussi pour l'impérialisme américain, et l'une de leurs expressions est constituée par les positions occupées par le prolétariat américain qui rend de plus en plus aiguë la contradiction entre le système politique en place (les formes politiques et institutionnelles dans lesquelles la bourgeoisie américaine exerce sa fonction de classe dominante) et le rôle ainsi que les tâches mondiales de l'impérialisme américain. La chute de Nixon a été l'expression, à travers une crise politique majeure secouant tous les éléments de l'édifice politique américain, de cette contradiction entre les tâches nécessaires à l'impérialisme américain et son système politique. Mais le caractère aigu qu'elle a pris est le produit du développement de la lutte des classes mondiale, l'expression spécifique aux Etats-Unis de la crise de domination de la bourgeoisie, qui n'épargne aucun pays capitaliste.

Comme le disait le rapport sur « la situation internationale et les perspectives révolutionnaires » adopté par le 20^e Congrès de l'O.C.I. :

(3) Sur l'analyse faite par l'O.C.I. de cette période et de son rapport avec les développements mondiaux actuels, voir le rapport sur « La situation internationale et les perspectives révolutionnaires », adopté par le 20^e Congrès de l'O.C.I. (La Vérité, n° 569, novembre 1975).

Ainsi, l'impérialisme américain en est arrivé au point où assurer son rôle de gendarme contre-révolutionnaire mondial, faire prévaloir à l'échelle de la planète ses intérêts particuliers, surmonter la crise en passant de l'économie d'armement à l'économie de guerre, exige de liquider l'héritage politique des U.S.A., ses traditions, ses institutions, de mettre sur pied l'Etat fort, de discipliner toutes les couches de la société, de faire supporter au prolétariat la charge écrasante de cette politique. L'obstacle majeur, c'est le prolétariat américain, son énorme puissance, bien qu'il soit privé d'expression politique.

DEFAITE AU VIETNAM, REVOLUTION AU PORTUGAL

Mais ce « point où en est arrivé l'impérialisme américain » est le résultat, le concentré d'un développement mondial. Il intègre les conséquences du tournant dans la situation mondiale qui s'est matérialisé par la mise à l'ordre du jour de la révolution prolétarienne en Europe à travers le déclenchement de la révolution portugaise, dans la défaite de l'impérialisme au Vietnam, dans l'accentuation de la marche à la dislocation du marché mondial.

Dès 1968, l'impérialisme américain a amorcé la réorientation de sa politique. Il a structuré autour de lui une sainte-alliance contre-révolutionnaire dont il est le pivot et la force dirigeante; s'orientant — avec le soutien de la bureaucratie du Kremlin et de celle de Pékin — vers un règlement préservant la présence impérialiste dans le Sud-Est asiatique par le maintien de la division du Vietnam, il concentrait ses efforts sur la sauvegarde de l'ordre établi en Europe.

L'effondrement des Accords de Paris, l'explosion révolutionnaire au Portugal, le mûrissement d'une crise révolutionnaire aux proportions gigantesques en Espagne, la situation

en Italie, en France, en Angleterre, la montée de la révolution politique — le tournant de la situation mondiale — ont signifié des coups sévères portés à la sainte-alliance contre-révolutionnaire. L'impérialisme américain, même placé dans une situation difficile, a réagi. Les Accords d'Helsinki — accords dont le terrain est l'Europe mais dont l'architecte est l'impérialisme américain — ont constitué sa première réponse. Le coup d'Etat militaire en Argentine, l'opération contre-révolutionnaire menée contre le peuple palestinien et les masses libanaises, conjointement avec la bureaucratie stalinienne, par l'utilisation du gouvernement syrien subordonné à l'impérialisme, ont montré que c'était sur tous les fronts que l'impérialisme contre-attaquait.

Mais ce n'étaient là que les éléments d'une orientation, ce n'était pas un réajustement global. Ce réajustement ne peut se faire que dans une direction : accroître la position privilégiée des U.S.A. dans une économie mondiale en proie à des convulsions qui ne peuvent que s'aggraver, et donc, en dernière analyse, s'orienter vers le programme que Trotsky déterminait comme celui assigné à l'impérialisme américain par sa place objective : « réduire l'Europe à la portion congrue ». D'autre part, réaffirmer son leadership dans le cadre de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire en renforçant sa pression, ses exigences, à l'égard de la bureaucratie du Kremlin et des autres bureaucraties parasitaires, c'est-à-dire, en dernière analyse, s'orienter vers la remise en cause, par tous les moyens, des barrages opposés à sa pénétration en U.R.S.S., en Chine, en Europe de l'Est.

Mais la progression sur cet axe doit obligatoirement tenir compte du fait que l'effondrement de l'économie européenne aurait des conséquences révolutionnaires aux

Etats-Unis mêmes et que, dans le contexte des rapports de force mondiaux entre les classes, la « déstabilisation » des bureaucraties contre-révolutionnaires menace d'entraîner l'affrontement avec les prolétariats des pays où le capital a été exproprié, prolétariats qui luttent par la révolution politique contre la restauration du capitalisme, c'est-à-dire contre l'impérialisme et la bureaucratie qui lui est historiquement subordonnée.

C'est là l'équation qui cadre la politique américaine : les premières initiatives prises par le gouvernement Carter précisent l'axe de cette politique et indiquent en même temps les compromis incessants auquel il doit recourir.

ALIGNER L'EUROPE SUR LES BESOINS DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

L'administration Carter s'installait à peine que le nouveau vice-président, Mondale, allait de capitale occidentale en capitale occidentale pour montrer, selon ses propres mots, « la très grande priorité que le président Carter donne à une coopération au plus haut niveau, avec ses alliés européens ».

Dans quel sens s'exerce cette « priorité » ? Tout d'abord dans l'insistance à l'égard du gouvernement de la République fédérale allemande pour que celui-ci prenne des mesures plus énergiques de relance de l'économie. Au moment de la présentation du plan économique de Carter, W. Blumenthal, le secrétaire d'Etat au Trésor, avait d'ailleurs souligné que son efficacité dépendait du degré de « coopération » des autres puissances industrielles, spécialement de l'Allemagne fédérale et du Japon. Ce qu'il faut comprendre par là, c'est que l'économie américaine bénéficierait, en termes d'exportations, d'une relance de l'activité écono-

mique en Europe, stimulée à leurs frais par les bourgeoisies d'Europe à coups d'augmentation des dépenses parasitaires, c'est-à-dire en aggravant les risques d'inflation et la fragilité de leurs économies vis-à-vis des Etats-Unis. Comme, en même temps, il n'est pas question de trêve dans la guerre commerciale, le freinage de l'inflation ne peut se faire que par la remise en cause brutale du niveau de vie des masses travailleuses, par l'attaque contre les acquis de la classe ouvrière, en dernière analyse par des affrontements de grande ampleur.

L'attitude américaine s'est aussi clairement exprimée dans la netteté avec laquelle le représentant de l'impérialisme américain a posé la question des exportations de matériel nucléaire.

La « moralisation » de la vie politique et de la diplomatie américaine dont Jimmy Carter pare ses prises de position a naturellement été évoquée : il s'agirait, en combattant la dissémination du matériel nucléaire (notamment la fourniture de centres de retraitement indispensables à la production de plutonium), d'éviter une propagation incontrôlable de la fabrication d'armes nucléaires. En réalité, il s'agit pour l'impérialisme américain de préserver son monopole qui repose sur le fait qu'il est le principal fournisseur mondial de combustible nucléaire. Dans cette mesure, Washington s'est opposé, sans raffinements diplomatiques, au contrat passé entre le Pakistan et la France pour la livraison de matériel nucléaire. De même, il s'est heurté encore plus violemment au gouvernement de la République fédérale, car l'industrie allemande venait de conquérir un marché de grande ampleur. Contrat avait en effet été passé avec le Brésil pour la livraison de huit centrales, d'une usine d'enrichissement et d'un centre de retraitement, le tout représentant cinq milliards de dollars.

La même fermeté se manifeste dans le domaine de l'aéronautique, comme en témoigne la décision finale de la compagnie aérienne « Western Airlines » de ne pas acheter l'Airbus européen, renforçant le quasi-monopole mondial des grands constructeurs américains, par ailleurs subventionnés par le Pentagone. A l'égard du Japon, les choses sont encore plus nettes. Comme l'explique « l'International Herald Tribune » du 17 janvier :

La question de coordonner les politiques de croissance sera abordée dans les conversations que le vice-président Mondale aura avec les dirigeants des autres pays durant ce mois. Son voyage à l'étranger vise à préparer une conférence au sommet sur les questions économiques, ce printemps, à Londres. Mais l'administration Carter a déjà commencé son activité diplomatique en envoyant un ancien professeur de l'université de Yale, Richard Cooper, qui sera le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires économiques, à Tokyo, pour obtenir du gouvernement Fukuda qu'il appuie sur l'accélérateur afin d'impulser une augmentation de la consommation au Japon.

Et, après avoir noté que le Japon avait vendu l'an dernier pour 5 milliards de plus aux Etats-Unis qu'il n'avait acheté, le « Herald Tribune » précise : « Les Japonais feront face à des mesures restrictives s'ils n'importent pas plus. »

Remarquons-le, le même article notait que la croissance aux Etats-Unis ne signifiait nullement que ceux-ci achèteraient plus à l'Europe : le contenu des intentions américaines est clair, il revient aux autres impérialismes de s'aligner sur leurs besoins.

A cette politique correspond logiquement la nécessité de cesser ou en tout cas de ralentir la subvention, par des prêts, par la création de nouvelles liquidités, à ses partenaires et rivaux en difficulté.

Des risques gigantesques...

Le gouvernement britannique tient aujourd'hui conseil au sujet du prêt sollicité auprès du Fonds monétaire international, dont il a un besoin désespéré, et au sujet des conditions qui lui sont liées. Le prêteur sera le F.M.I., mais ce sont essentiellement les Etats-Unis, comme puissance dirigeante, qui fixent les conditions. Ces conditions ne sont pas encore connues mais, dans les milieux gouvernementaux britanniques, on a laissé entendre qu'elles étaient draconiennes (...)

Mais il suffirait d'un peu plus de pression financière pour disloquer le Labour Party et faire disparaître l'actuel gouvernement. Les effets seraient incalculables, non seulement pour la Grande-Bretagne, mais aussi pour ses alliés et pour l'ensemble du monde (...)

Pour l'année qui s'achève, le gouvernement du Labour Party s'est astreint à ne tolérer que des hausses de salaires ne dépassant pas 5 %, tandis que le taux d'inflation se situe à 15 % et continue d'augmenter. Cela signifie une baisse de 10 % en moyenne du pouvoir d'achat. Si, de plus, les U.S.A. et le F.M.I. tentent d'imposer des réductions sévères des avantages sociaux, cela conduira à une explosion du gouvernement. La gauche du Labour Party s'est renforcée. Elle propose un contrôle des exportations et de considérables diminutions des dépenses militaires — ce qui équivaut à séparer l'Angleterre du Marché commun et à la réduire à un rôle négligeable dans l'Alliance atlantique.

(Washington Post,
23 novembre 1976.)

C'est-à-dire la mise en pratique de la politique défendue en 1974 par le secrétaire au Trésor d'alors, William Simon, qui déclarait que le Fonds monétaire international ne devait plus fonctionner comme une sorte de « planche à billets internationale », et affirmait la nécessité d'imposer des conditions draconiennes aux pays emprunteurs. Cette position est d'ailleurs reprise par des porte-parole responsables du grand capital financier, comme le représentant de la fameuse banque Morgan qui demande que le F.M.I. joue un rôle plus grand dans les prêts accordés à d'autres pays (en fait subventionne les banques américaines), et qui exige que « les pays emprunteurs suivent des politiques intérieures prudentes et qu'ils soient incités à exporter par un meilleur climat mondial ».

Et, pourtant, la nécessité de préserver le vacillant équilibre international aussi longtemps que possible, de prévenir des catastrophes dont les conséquences seraient incalculables, fait que c'est très précisément comme une « planche à billets internationale » que continue à fonctionner le F.M.I. Le cas de l'Angleterre est, de ce point de vue, le plus exemplaire. En dépit du fait que l'Angleterre est déjà le pays le plus endetté d'Europe, le F.M.I. lui a accordé en décembre, après de laborieuses négociations, un prêt de 3,9 milliards de dollars. Ajoutons qu'en janvier 1977, la banque des règlements internationaux a mis à la disposition de la Grande-Bretagne 3 milliards de dollars supplémentaires, comme « garantie » pour faire face à d'éventuelles demandes de remboursements des balances streling.

L'éditorial lucide que le « Washington Post » consacrait à ce problème, alors que les discussions battaient leur plein, illustre parfaitement les limites auxquelles l'impérialisme américain se heurte dans la pression qu'il peut exer-

cer sur les autres impérialismes, et l'enjeu considérable de ces négociations. Nos lecteurs en trouveront ici des extraits significatifs.

CONSOLIDER ET PROLONGER LES RESULTATS DE LA CONFERENCE D'HELSINKI

Le pivot de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, sa charte en quelque sorte, c'est la Conférence d'Helsinki d'août 1975, conférence centrée sur la sécurité en Europe et, dans cette mesure, l'exploitation de ses résultats est au centre de la politique américaine. En Europe qui, comme produit du développement mondial de la lutte des classes, est « le centre névralgique de la lutte des classes », tout l'édifice mis en place à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et qui conditionne encore les relations politiques, les formes de domination existantes, tend à se disloquer : c'est la trame de la marche à la crise révolutionnaire en Europe. La « sécurité en Europe », c'est la préservation coûte que coûte de « l'ordre établi ». Et en ce sens les accords d'Helsinki cristallisent la fonction de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire dont l'impérialisme américain est l'axe et la force dirigeante et qui implique la coopération de la bureaucratie contre-révolutionnaire. Mais cette Sainte-Alliance n'est pas une entente harmonieuse. Le fait que l'impérialisme américain y ait l'initiative signifie qu'il tend à imposer à la bureaucratie, pourtant directement menacée par les prolétariats d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est, concession sur concession. Et, qu'à travers cette pression multiple et sans cesse renforcée, se dessine l'axe qui correspond aux nécessités ultimes de l'impérialisme et de la survie du capitalisme

comme système mondial : la destruction des conquêtes de la classe ouvrière mondiale, de ces conquêtes que constitue l'expropriation du capital en U.R.S.S. et à l'Est de l'Europe.

Quels que soient les détours, les pauses, les retours en arrière, les initiatives contradictoires, c'est dans cette direction que s'oriente l'impérialisme américain. Précisément, cela signifie aujourd'hui, pour le gouvernement Carter, mettre au centre de sa politique la conférence de Belgrade, prolongement de celle d'Helsinki, comme occasion d'une renégociation globale des rapports au sein de la coalition contre-révolutionnaire, en fonction des nouveaux développements de la situation mondiale.

L'augmentation des dépenses d'armement américaines, la préparation de nouvelles négociations S.A.L.T., les relations commerciales, la question des crédits, « l'officialisation » au sommet d'un soudain « soutien » aux dissidents soviétiques, tout cela s'intègre à cette même visée.

La reconduction du gigantesque budget militaire prévu par Ford correspond certes aux besoins de l'économie américaine. Mais c'est aussi un élément de pression sur l'U.R.S.S. Le tintamarre sur une prétendue avance de la Russie dans le domaine des armes nucléaires et des fusées intercontinentales, comme dans celui des moyens conventionnels, n'est pas qu'une campagne publicitaire orchestrée par les lobbys liés aux grands fournisseurs du Pentagone. C'est aussi, dans la mesure où la croissance des moyens militaires de l'impérialisme impose à la bureaucratie une course-poursuite épuisante, un moyen de pression et de distorsion sur les économies planifiées.

On n'a pas été sans remarquer que, le 26 janvier, un consortium de sept banques occidentales dirigé

par la Bank of America a refusé un prêt de 200 millions de dollars à l'U.R.S.S., pour des « raisons techniques ». Ce n'est là qu'un signe indicateur, mais alors que la dépendance des économies de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est à l'égard du marché mondial a pris la forme d'un endettement considérable (environ 45 milliards de dollars), cela signifie que, sur ce terrain aussi, l'impérialisme entend tenir la dragée haute à la bureaucratie.

« DROITS DE L'HOMME » ET PRESSION SUR L'U.R.S.S.

Et qu'elle se pare du prétexte de la défense des « droits de l'homme », la décision de Carter de répondre en tant que président des Etats-Unis à Sakharov, puis de recevoir Boukovski, a la même signification. Le sort des « droits de l'homme » en U.R.S.S. n'importe pas plus au porte-parole de l'impérialisme américain qu'il ne lui importait hier au Vietnam, qu'il ne lui importe aujourd'hui au Liban ou aux Etats-Unis mêmes. Ce qui compte, c'est la référence à Helsinki qui signifie que la nouvelle équipe dirigeante américaine a décidé d'accentuer la pression dans des limites données.

Dans ce domaine aussi, la politique de l'impérialisme américain ne peut échapper aux conséquences d'une situation où chaque initiative qu'il prend peut se retourner contre lui. La montée de la révolution politique comme composante de la révolution européenne contraindrait la bureaucratie à se subordonner encore plus étroitement aux exigences de l'impérialisme, mais elle n'est pas un facteur qui renforce ou facilite la pression de l'impérialisme. Tout au contraire. La révolution politique est l'expression, dans les pays où le capital a été exproprié et où règne

une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, de la révolution prolétarienne mondiale. Elle est en ce sens dirigée, par sa lutte contre la bureaucratie, fourrier de l'impérialisme, contre la domination mondiale de l'impérialisme et entre directement en conflit avec les conséquences d'une politique dont le contenu ultime est la restauration du capitalisme. Les combats de la classe ouvrière polonaise en sont un exemple. La division de l'Allemagne cristallise le fait que le développement de la révolution politique ne menace pas que la bureaucratie, mais remet en cause tout l'équilibre sur lequel est fondée la préservation du système impérialiste mondial. Aussi, la politique de Carter est à la fois nuancée et provoque en même temps des débats au sein des cercles dirigeants de l'impérialisme américain. C'est par exemple l'avertissement de F. Kennan, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, l'un des spécialistes les plus qualifiés de l'impérialisme américain sur le terrain des relations avec la bureaucratie, qui confie à James Reston du « New York Times » :

« Une certaine augmentation de la pression sur l'Union soviétique est utile, mais trop peut se retourner en son contraire. Il y a ici une ligne très étroite et j'espère que Carter ne sera pas poussé au-delà. » Que cette prudence ne s'oppose pas aux initiatives de Carter, mais s'y intègre comme un élément nécessaire, est donné par le fait que le secrétaire d'Etat Cyrus Vance (le ministre des Affaires étrangères) a choisi comme conseiller sur les affaires soviétiques un certain Marshall Schulman, qui écrit dans la revue « Foreign Affairs » de janvier que « vouloir changer les pratiques et les institutions soviétiques par des revendications ouvertes de la part d'autres gouvernements peut être contre-productif ».

Que ce soit dans ses rapports avec la bureaucratie ou avec les autres bourgeoisies, un problème central demeure de toute façon posé à l'impérialisme américain : celui de l'inadéquation de son système politique à ses tâches historiques. Pour être capable de faire face aux nécessités de la survie du système impérialiste mondial,

la bourgeoisie américaine doit être capable de stabiliser, de contrôler les relations de classe aux Etats-Unis mêmes. L'accession au pouvoir de Carter et de son équipe signifie-t-elle que la crise politique profonde aggravée, et révélée sous une forme ouverte par la chute de Nixon, est close ?

une crise qui se poursuit la composition du gouvernement Carter

On a complaisamment véhiculé le mythe de Carter comme « self-made man » de la politique. Petit politicien de province qui faisait vibrer la corde populiste, il aurait, à force d'énergie, bâti son personnage national, sachant apparaître comme un recours, alors que les vieux professionnels républicains, mais aussi démocrates, étaient frappés par le discrédit général suscité par l'ère Nixon, et rassemblant autour de lui des « hommes nouveaux », il allait inaugurer une ère de réformes.

En réalité, Jimmy Carter a été soigneusement sélectionné et fabriqué par la machine politique américaine, elle-même étroitement imbriquée aux cercles les plus responsables du grand capital.

LES « HOMMES NOUVEAUX » DE JIMMY CARTER

En 1973, David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, créait un organisme international d'études politiques, regroupant des représentants des plus grandes puissances capitalistes des Etats-Unis (Chase Manhattan Bank, Bank of America, Bendix, Exxon, etc.), du Japon et d'Europe (pour la France, par exemple, on y

trouve les P.-D.G. de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, de la Banque de Paris et des Pays-Bas) ainsi que des économistes, des sociologues et des hommes politiques. Cet organisme, appelé « Commission trilatérale », a publié plusieurs rapports, l'un d'eux consacré notamment à la crise d'autorité dans les « démocraties libérales ». Pour la France, parmi les personnalités politiques, on trouvait MM. Raymond Barre et René Bonety, « syndicaliste » C.F.D.T. !... Pour les Etats-Unis, il n'y avait que dix hommes politiques et, parmi eux, nul autre que « l'obscur ancien gouverneur de la Georgie », Jimmy Carter, et son vice-président, Walter Mondale. Son président, jusqu'à une date récente, était Z. Brzezinski, aujourd'hui principal conseiller de Carter pour les affaires étrangères. Sans commentaires... (4).

La composition du gouvernement Carter n'est pas non plus sans intérêt. On trouvera page 70 un portrait fort intéressant de Cyrus Vance, son nouveau secrétaire d'Etat.

Harold Brown, le nouveau secrétaire à la Défense, fut le respon-

(4) Cf. Le Monde diplomatique, novembre 1976.



Cyrus Vance

Cyrus Vance n'a rien d'un débutant. Il occupa son premier poste gouvernemental en 1957. Il fut le conseiller de Kennedy pour ses relations avec le Pentagone, de 1961 à 1963. Puis, de 1964 à 1967, il fut le secrétaire d'Etat adjoint à la Défense de Johnson et, à ce titre, directement impliqué dans la provocation du golfe du Tonkin destinée à justifier « l'escalade » au Vietnam. Il fut aussi chargé d'un certain nombre de « tâches spéciales ». Ainsi, il supervisa directement l'invasion de Saint-Domingue par 20 000 « Marines » en 1965. Ses talents dans la lutte contre la « subversion », il eut aussi à les manifester sur le front intérieur. C'est lui qui fut chargé de l'écrasement des émeutes du ghetto noir de Detroit, en 1967 et de celle de Washington, en 1968, après l'assassinat de Martin Luther King.

Pour compléter la biographie du personnage, ajoutons qu'il fut l'un des membres — avec David Rockefeller — du comité chargé d'imposer des conditions draconiennes aux travailleurs de New York comme prix du sauvetage de la municipalité menacée de faillite.

sable des forces aériennes sous la présidence de Johnson, et est donc l'un des responsables directs du déchaînement des bombardements de terreur contre le Vietnam. Michael Blumenthal, qui est chargé des finances dans le nouveau gouvernement, est aussi le principal dirigeant d'une multinationale très liée au Pentagone, la Bendix Corporation.

Enfin, pour le plus haut poste judiciaire des Etats-Unis, Jimmy Carter a choisi Griffin Bell, connu pour ses positions racistes, et dont l'un des titres de gloire est d'avoir approuvé, en 1966, la décision de l'Assemblée de Georgie de refuser en son sein le premier Noir à y avoir été élu depuis la guerre de Sécession, Julian Bond, sous le prétexte que celui-ci, s'étant opposé à la guerre du Vietnam, « était en guerre avec la politique nationale de son pays ». Comme on le voit, les droits de l'homme sont en de bonnes mains (5).

UN CONFLIT MAJEUR NON REGLE

Ainsi, à première vue, après une campagne électorale traditionnelle, monopolisée par les deux partis bourgeois, les démocrates ont succédé aux républicains pour défendre au mieux les intérêts du grand capital financier auquel les deux partis sont également liés. Une fois encore, la classe dominante américaine a trouvé dans les ressources de son système politique le moyen d'assurer une issue satisfaisante à la « crise Nixon ». Comme dans toute apparence, il y a une part de réalité : le système a fonctionné. La bourgeoisie a pu mettre en

(5) Ces indications biographiques sont tirées d'une étude sur le gouvernement Carter parue dans *Intercontinental Press* du 24 janvier 1977 : « The Carter Cabinet: war criminals and corporate chiefs », par David Frankel.

place l'équipe de rechange qu'elle préparait sans qu'au niveau des élections le système des deux partis ne craque.

Mais, dès le lendemain de son accession à la présidence, Jimmy Carter essayait un camouflet de la part du Congrès, où, pourtant, son parti est majoritaire, un camouflet qui n'était pas sans fâcheusement rappeler l'ère Nixon. Et le heurt ne se faisait pas sur une question secondaire : Carter désignait Sorensen pour diriger la C.I.A. — dont on sait le rôle « intérieur » qu'elle a joué en relation avec Nixon et les multiples révélations et scandales qui l'ont placée, ces dernières années, au banc des accusés, alors qu'elle reste un instrument essentiel pour tout gouvernement bourgeois américain —, lequel avait été un adjoint de Kennedy. Une coalition d'éléments conservateurs qui reprochaient à Sorensen des prises de position libérales et des imprudences incompatibles avec une fonction aussi vitale se nouait avec ceux qui, au contraire, rappelaient le rôle joué par Sorensen dans l'organisation de la catastrophique tentative d'invasion de Cuba. En fait, il s'agissait, dès le début de la nouvelle législature, de rappeler au président les prérogatives du Congrès.

En d'autres termes, le conflit entre « l'exécutif » et le « législatif » reprenait là où l'avait laissé Nixon. Et il ne s'agit pas d'une opposition métaphysique entre deux principes constitutionnels, mais de la traduction concrète de la crise de domination de la bourgeoisie américaine. Répétons-le, plus qu'aucun autre, l'impérialisme américain, pilier et gendarme de l'impérialisme mondial, a besoin d'un « Etat fort », émancipé des intérêts des différentes couches de la bourgeoisie pour pouvoir défendre efficacement ses intérêts généraux, alors que le système politique hérité du passé est au contraire marqué par l'expression directe de ses

intérêts partiels, par de multiples entraves au pouvoir central. Et surtout, ce système politique englobe les droits et libertés qui ont permis au mouvement ouvrier de s'imposer comme une puissance avec laquelle il faut à chaque instant compter, qui ont permis — dans certaines limites, certes — à la minorité noire de s'organiser contre la discrimination et l'oppression particulière dont elle était l'objet, détruisant, y compris dans le « Vieux Sud » raciste, tout fondement légal à cette oppression. Et il est aujourd'hui intolérable, du point de vue des intérêts de la bourgeoisie en tant que classe, que les instruments nécessaires de son pouvoir et de sa politique internationale que sont le F.B.I. et la C.I.A. soient la cible d'une campagne publique grandissante de mise en accusation.

« UN CLIMAT D'AMERTUME... »

Reprenant une citation du rapport adopté par le xx^e Congrès de l'O.C.I., il avait été souligné plus haut dans cet article que l'obstacle majeur à la refonte du système de domination de la bourgeoisie était la puissance du prolétariat américain, bien qu'il soit privé d'expression politique propre. C'est cette absence d'une expression politique propre qui permet au système des « deux partis », bien qu'il soit soumis à rude épreuve, de tenir encore le choc, qui explique l'aisance relative avec laquelle la crise politique non réglée a été amortie dans ses effets par la procédure électorale. Mais la puissance du prolétariat demeure, tend à s'affirmer dans les conditions qui combinent les effets de la défaite, d'ampleur mondiale, subie par l'impérialisme américain au Vietnam, les conséquences de la détérioration de l'économie capitaliste mondiale qui s'expriment

intensément aux Etats-Unis et celles de la crise politique proprement dite. En d'autres termes, ce qui affleure aujourd'hui dans la vie politique américaine, c'est la question d'une « expression politique propre » de la classe ouvrière, c'est-à-dire d'un parti ouvrier fondé sur le mouvement ouvrier organisé, sur le mouvement syndical.

Les élections de novembre 1976 ont clairement montré que le « two party system », le monopole commun et le jeu de balancier entre démocrates et républicains, était sérieusement grippé. L'administration Nixon et tout ce qui y touchait était rejetée par la grande masse du peuple américain. Le Parti démocrate était éloigné du pouvoir depuis huit ans, Carter apparaissait comme un homme neuf, et il a multiplié les déclarations démagogiques sur la « moralisation de la vie publique », repris à son compte certaines des revendications syndicales, affirmé que sa priorité serait le combat contre le chômage, promis l'augmentation des dépenses sociales et la réduction des crédits de guerre, et bénéficié de l'appui de la direction du mouvement syndical et des organisations de masse de la population noire. Toutes les conditions étaient réunies pour un raz-de-marée démocrate. Or, il n'y a pas eu de raz-de-marée. Carter l'a emporté de justesse, et surtout il y a eu 47 % d'abstentions, le plus haut taux enregistré dans l'histoire électorale des Etats-Unis depuis la guerre. Le seul motif de satisfaction des commentateurs bourgeois, c'est que les abstentionnistes ne forment pas la majorité absolue de la population ! Cela ne masque pas le fait que près d'un Américain sur deux a jugé inutile de se déranger pour choisir entre Ford et Carter...

Pendant la campagne électorale, un correspondant du « Wall Street Journal » notait :

Partout où l'on va, la réaction est la même. Les gens ne font pas montre d'apathie mais ils sont effectivement mécontents du choix qu'ils ont à faire... C'est la première fois en vingt-cinq ans qu'au cours d'une campagne présidentielle je suis témoin, à l'échelle nationale, d'un tel climat d'amertume.

Un autre journaliste, Michael Barone, écrivait dans le « New York Times » du 28 novembre :

L'écrasante majorité des abstentionnistes considèrent que leur vote ne changera rien, que les politiciens disent une chose et en font une autre ; ils sont convaincus que les choses vont mal et continueront à aller mal, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle. Leur abstention est en fait un vote de défiance à l'égard des hommes politiques et du système politique lui-même.

D'après un sondage effectué après les élections, la confiance dans le système n'était pas non plus le sentiment dominant chez ceux qui avaient décidé de voter. 58 % de ceux qui avaient voté (contre 59 % parmi les abstentionnistes) considéraient que « le gouvernement fonctionnait pour l'essentiel pour le profit de quelques grands intérêts », et 41 % de ceux qui avaient voté (contre 58 % des abstentionnistes) considéraient que « le pays avait besoin d'un changement plus radical que celui que l'on peut obtenir par un vote ».

LES BESOINS DU CAPITALISME AMERICAIN

Ce « sentiment d'amertume » s'appuie sur une réalité tangible. Aux Etats-Unis comme ailleurs, les concessions arrachées à la bourgeoisie par l'action de classe du prolétariat l'avaient été dans les conditions de la restructuration du marché mondial et d'une nouvelle accumulation du capital fondée sur

l'extension du parasitisme et particulièrement sur le développement de la production d'armements. Aux Etats-Unis comme ailleurs, les positions occupées par la classe ouvrière, son niveau de vie sont aujourd'hui des obstacles intolérables à la réalisation des besoins de la bourgeoisie. Dans les dernières années, la situation de la classe ouvrière s'est incontestablement détériorée, relativement à sa situation antérieure, et les couches les plus opprimées et les plus exploitées ont été les plus durement frappées.

En décembre 1976, le taux de chômage à l'échelle nationale avoisinait 8 %, mais il était de 14 % pour la fraction noire de la population, et atteignait le chiffre de 38,4 % pour les jeunes Noirs.

La pression s'est considérablement accentuée dans le domaine des salaires. D'après les statistiques officielles, le gain hebdomadaire réel du travailleur a stagné à partir de 1965. Et, dans les dernières années, le niveau de vie a baissé de manière sensible : c'est « Business Week » de décembre 1975 qui indique que, de janvier 1973 à juillet 1975, les prix de consommation ont monté de 27 % tandis que le salaire horaire n'augmentait que de 20 %. Il faut ajouter à cet abaissement du salaire réel le poids de la réduction des avantages sociaux, déjà faibles aux Etats-Unis. L'exemple le plus colossal est celui de la faillite de New York, cette métropole qui pouvait apparaître comme le symbole triomphant de la civilisation capitaliste et qui est livrée à la décadence, au pourrissement de secteurs entiers de la ville. New York, qui avait été l'un des centres de l'organisation du mouvement ouvrier à l'échelle nationale, était considérée comme la ville des Etats-Unis où les services sociaux (assistance publique, écoles, aide sociale, transports en commun) étaient les plus dévelop-

pés. Mais le refus du gouvernement fédéral de subventionner la municipalité a conduit à une véritable faillite dont New York a été « sauvée » par l'intervention des banques, dictant leurs conditions pour accorder les prêts indispensables. Le « sauvetage » de New York a été payé par des coupes sombres dans le système scolaire et universitaire, dans le système hospitalier, par des milliers de licenciements et par un ensemble de mesures qui aggravent considérablement les conditions d'existence de toute la population travailleuse. La municipalité démocrate, qui se présentait comme « l'alliée du mouvement ouvrier », a pleinement collaboré à la mise en place de ce plan, et les directions syndicales s'y associèrent, disant que c'était là un moindre mal, malgré la colère des travailleurs qui s'exprima dans des grèves et des manifestations (notamment dans le secteur hospitalier).

DANS LE MOUVEMENT OUVRIER AMERICAIN ET...

Cette attitude est d'ailleurs symbolique de ce que fut la réaction à la crise de la direction bureaucratisée de l'A.F.L.-C.I.O. Conditionnée par une pratique constante de collaboration des classes, de négociations à l'amiable, de pression respectueuse sur les autorités gouvernementales — qu'elle justifie auprès des travailleurs par des résultats qui sont en réalité l'expression de la crainte du patronat devant la classe ouvrière — la direction du mouvement syndical américain fut incapable d'opposer même un semblant de résistance. Elle laissa se développer les licenciements, recula sur les revendications salariales au nom du danger de chômage...

En ce sens, le tournant dans la situation mondiale, qui se traduisait

aussi aux Etats-Unis, se manifesta d'abord dans la prise de conscience du patronat et de ses hommes politiques des conséquences de ce tournant. Parce que la classe dominante était, elle, dotée d'instruments politiques, elle put, à une première étape, prendre l'initiative. Mais les coups qu'elle portait à la classe ouvrière ne signifiaient nullement qu'elle était capable de lui infliger une défaite qui aurait radicalement modifié la situation.

A son tour, difficilement parce que de manière fragmentaire, sans le cadre d'un mouvement ouvrier organisé au niveau politique, la classe ouvrière prenait conscience du tournant et réagissait. La situation n'est pas, de ce point de vue, sans analogies avec les années qui précéderent la grande vague de caractère révolutionnaire dans laquelle se constitua le C.I.O. La vieille direction de l'A.F.L. avait, auparavant, conduit à de nombreux échecs partiels, et c'est à travers la résistance à l'offensive patronale que le mouvement ouvrier avait dû commencer à se restructurer.

Mais analogie ne signifie pas identité. La situation internationale et nationale est profondément différente: la crise politique de la bourgeoisie américaine, placée devant des tâches mondiales qu'elle est incapable d'accomplir jusqu'au bout sans écraser sa propre classe ouvrière, nourrit la maturation du mouvement ouvrier. Les élections l'ont démontré: le rejet de tout ce qui était lié à Nixon ne s'est nullement accompagné d'une nouvelle vague d'illusions dans le Parti démocrate. D'emblée, la situation unit des éléments contradictoires. S'il est vrai que l'impérialisme américain a fêté le bi-centenaire de la révolution qui donna naissance aux Etats-Unis par de violentes attaques contre le niveau de vie et les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, par la remise en cause des conquêtes arrachées

par les Noirs et les autres minorités, il a dû aussi le célébrer dans les conditions créées par la fin sans gloire de Nixon et sa défaite au Vietnam, à laquelle avait contribué la mobilisation croissante du peuple américain contre la guerre.

La campagne politique menée par le Socialist Workers Party des Etats-Unis contre la police politique, le F.B.I. et la C.I.A., aboutissant à ce que ces éléments essentiels de l'appareil d'Etat soient contraints de reculer et soient mis en accusation devant l'opinion publique, s'appuie sur le fait que, notait un journaliste bourgeois au cours de la campagne présidentielle, ce qui dominait c'était non l'apathie mais le rejet du système politique.

Mais, pour que ce courant profond vienne à la surface, qu'il se cristallise en une force politique qui briserait à jamais le monopole des deux partis bourgeois sur la vie politique américaine, il faut qu'il s'oriente en fonction des antagonismes profonds qui déchirent la société américaine: les antagonismes de classe.

... VERS DE NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS EN SON SEIN

Tout le développement de la situation aux Etats-Unis tend à mettre à l'ordre du jour la question du Labour Party. Et la place internationale des Etats-Unis est telle que l'émergence d'un parti politique des travailleurs américains ne bouleversera pas seulement la scène politique américaine de fond en comble; elle sera immédiatement un événement international, un élément majeur de dislocation de tout le système de domination impérialiste.

Il n'est pas possible, dans les limites de cet article, de revenir sur les conditions historiques qui ex-

pliquent l'absence d'un parti ouvrier aux Etats-Unis, qui dépendent des conditions spécifiques dans lesquelles le capitalisme américain s'est développé, de sa place mondiale, mais aussi des conséquences de la politique contre-révolutionnaire du stalinisme qui a joué un rôle décisif dans le fait que la vague de contenu révolutionnaire qui a donné naissance au C.I.O. n'ait pas trouvé son expression politique dans la constitution d'un parti ouvrier. Il suffit de dire que les conséquences de cet ensemble de facteurs ne vont pas, soudain, disparaître. Il n'y aura pas de naissance harmonieuse d'un nouveau parti : c'est dans un contexte de crises, à travers un processus contradictoire et heurté que la classe ouvrière américaine sera amenée à se donner les moyens politiques de son combat comme classe.

Un parti politique de la classe ouvrière ne peut naître en dehors de la lutte de la classe ouvrière elle-même, et des formes organisées de cette lutte, donc du mouvement syndical. Et, en ce sens, les plus récents développements en cours dans le mouvement ouvrier américain sont d'une extrême importance.

La classe ouvrière des Etats-Unis a construit de puissantes organisations. Elle a mis fin à l'arbitraire de « droit divin » du patronat qui, il y a encore quarante ans, expulsait des usines les militants syndicalistes et refusait de négocier avec les syndicats. De haute lutte, elle a imposé concession après concession, arraché droits et garanties. Dans les conditions d'ensemble où se trouvait l'impérialisme américain, elle a pu y parvenir sans, politiquement, remettre en cause le système des deux partis. Les directions syndicales liées à la bourgeoisie, ont pu préserver l'illusion qu'elles pouvaient continuer à améliorer son sort par la simple pression sur l'un ou l'autre des partis bour-

geois. Mais aujourd'hui c'est l'ensemble de ces conquêtes qui sont menacées et qui exigent, pour être défendues, une expression politique propre. C'est pourquoi les processus qui mûrissent au sein du mouvement syndical, au sein également des organisations de masse des travailleurs noirs, débouchent sur la question du Labour Party.

Comme on le sait, le syndicat des travailleurs de l'acier vient d'élire son nouveau président. L'United Steel Workers, qui compte 1,4 million de membres, est le plus grand syndicat affilié à l'A.F.L.-C.I.O. Il organise les travailleurs de l'acier et d'industries voisines aux Etats-Unis et au Canada. C'est le plus puissant syndicat de l'A.F.L.-C.I.O. Mais c'est aussi l'un de ceux qui étaient soumis au pire régime bureaucratique et qui était dominé par une direction conservatrice qui était allée jusqu'à abandonner, comme contrepartie des contrats signés avec les grandes compagnies de l'acier, le droit de grève. L'argument du président sortant Abel était que toute grève, affaiblissant l'industrie américaine face à ses concurrents, provoquait inévitablement l'augmentation du chômage. Abel se retirant, son appareil avait sélectionné un successeur, Lloyd McBride, dont l'élection aurait dû être sans histoire. Mais, face à lui, s'est dressé un responsable local de l'U.S.W., Ed Sadlowski, qui se présentait sur la base de la défense de la démocratie syndicale et de la dénonciation du « pacte anti-grève ». Finalement, après une rude bataille, le candidat officiel l'a emporté par 324 000 voix contre 238 000. Quand on sait que les hommes de main de la direction sortante n'ont pas hésité à attaquer, à coups de revolver, des diffuseurs de tracts partisans de Sadlowski, il ne serait en rien étonnant qu'il y ait eu des fraudes. Mais l'essentiel n'est pas là.

Dans un secteur clé de la classe

ouvrière, dans un bastion de l'A.F.L.-C.I.O., un candidat qui se bat pour le retour à un syndicalisme de lutte de classe et pour la démocratie syndicale, qui concentre contre lui les attaques de l'appareil de son syndicat, de la direction confédérale de l'A.F.L.-C.I.O., de la bourgeoisie, qui voit se déchaîner contre lui la presse, remporte plus de 40 % des suffrages. Voilà l'essentiel qui exprime un mouvement de radicalisation en profondeur d'une extraordinaire intensité au

sein de la classe ouvrière américaine.

Certes, il ne s'agit que d'un commencement, et la route que suivra la classe ouvrière américaine pour affirmer pleinement ses intérêts de classe ne sera, répétons-le, ni brève ni rectiligne. Mais c'est déjà une modification considérable de la situation politique. C'est déjà un événement d'importance internationale.

François Forgue,
le 5 mars 1977.

SELIO

87, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris

CCP 31 697 97 La Source

Tél. : 246.09.53

L. Trotsky	Défense du marxisme URSS - Marxisme et bureaucratie Nouvelle édition revue et augmentée	30,00 F franco 32,00 F
D. Guérin	Le mouvement ouvrier aux USA Nouvelle édition revue et augmentée	30,00 F
F. Rude	C'est nous les canuts	40,00 F
V. Voïnovitch	Les singulières aventures du soldat Tchoukine.	39,00 F
A. Granon	La bourgeoisie financière au pouvoir	45,00 F
A. Kollontai	Marxisme et révolution sexuelle	16,00 F
M. Friendenthal	Hérétique et rebelle - Jean Hus	57,00 F
M. Postan - Hills	Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne Tome 1 : Des origines au XVII ^e siècle Tome 2 : De la révolution industrielle à nos jours	120,00 F 80,00 F
R. Lacoër Gayet	Histoire des USA Tome 1 : Des origines à la guerre civile Tome 2 : De la fin de la guerre civile à Pearl Harbour	65,00 F 65,00 F
A. Fontaine	Le dernier quart du siècle	38,00 F
R. Mandrou	L'Europe absolutiste - Raison et raison d'Etat. 1649-1775	45,00 F

Tous les ouvrages disponibles chez les éditeurs peuvent être fournis dans les plus courts délais.



Souvenir des Journées du 14 Juillet 1935

LE FRONT POPULAIRE ECRASERA LE FASCISME

En avant pour son élargissement

DES ORIGINES
DE LA COLLABORATION DES CLASSES
A 1936

LES ORIPEAUX FANES
DE L'« UNION DE LA GAUCHE »

les fronts populaires contre la révolution

1^o partie: vieilles guenilles politiques sous le signe de l'Union de la gauche

par César CORTE

L'Union de la gauche est-elle, oui ou non, un accord de front populaire ? L'Union de la gauche, le front populaire, sont-ils « une alternative globale réformiste » ? S'agirait-il de l'inauguration d'une ère de réformes, profitable à la classe ouvrière, ou bien, au contraire, s'agit-il d'un régime de crise dont la fonction est de combattre la révolution prolétarienne et de frayer la voie à la pire réaction en désarmant les masses, au nom du maintien en place de l'Etat bourgeois, rebaptisé populaire pour l'occasion ?

S'agit-il d'un retour au parlementarisme ? Quel sens accorder à la présence du famélique Mouvement des Radicaux de Gauche dans l'Union de la gauche ? S'agit-il d'une représentation des classes moyennes comme le prétendent les staliniens ? Et le front populaire serait-il une manière populaire de désigner l'alliance des ouvriers et des paysans, le front unique ouvrier ? S'agirait-il encore d'un simple gouvernement de collaboration de classes ? Mais, si c'est le cas, quelle différence avec le millérandisme, l'Union sacrée, l'Union nationale ou n'importe laquelle des formes diverses que la collaboration de classes a prises dans l'histoire ?

Et, surtout, quelle est aujourd'hui et quelle sera, demain, la fonction politique de l'Union de la gauche ?

A toutes ces questions, il faut des réponses.

Juillet 1935. Sur cette carte postale du Front populaire, aux côtés de Blum et de Cachin, le radical Daladier. Novembre 1938 : il écrase la grève générale. Septembre 1939 : il dissout le PC, la CGT. (R. Viollet).

A de multiples reprises, dans cette revue, nous avons analysé comment l'Union de la gauche défend la forme actuelle de domination de classe du capital, comment les appareils du mouvement ouvrier tiennent à bout de bras le gouvernement bonapartiste Giscard-Barre, intégrant de plus en plus en leur

sein les contradictions du régime agonisant.

Le visage de l'Union de la gauche est celui du soutien forcené au bonapartisme moribond en France, soutien qui prend, sur le terrain de la lutte des classes, la forme d'une offensive des appareils pour interdire à la classe ouvrière d'entrer en action sur son terrain, avec ses méthodes, avant que ne soit balayé le bonapartisme.

En même temps, les appareils se préparent à former un gouvernement d'Union de la gauche, nouvelle mouture du front populaire, lorsque la crise révolutionnaire éclatera, lorsque les masses feront voler en éclats la V^e République et ses institutions réactionnaires, lorsqu'elles ébranleront l'Etat bourgeois dans ses fondements.

Cet article veut revenir sur un certain nombre de problèmes politiques, qui, d'ores et déjà, sont posés par la lutte des classes elle-même et qui trouveront leur plein développement dans l'ouverture de la crise révolutionnaire. Se préparer, préparer la révolution prolétarienne, cela nécessite la compréhension la plus claire, la plus aiguë, de ce que sont les accords, puis les gouvernements de front populaire dont Trotsky disait, dans le « Programme de transition », qu'ils sont l'ultime recours, avec le fascisme, pour la défense de l'ordre bourgeois.

Qu'il faille revenir sur ces questions théoriques est une nécessité, tant l'idéologie bourgeoise répandue par les réformistes et les staliniens, infestant le mouvement ouvrier, a introduit de confusion sur ces problèmes. Alors que les trotskystes sont les seuls à caractériser les gouvernements de front populaire pour ce qu'ils sont : des gouvernements contre-révolutionnaires de collaboration de classes, ayant pour mission de défendre l'Etat bourgeois quand les masses

posent le problème de leur propre pouvoir, il est de bon ton dans la « gauche », jusque dans les organisations se réclamant et usurpant le sigle du trotskysme, d'envisager ces questions sous l'angle d'un simple manque à gagner. Bien sûr, disent les révisionnistes, ce n'est pas un gouvernement ouvrier, mais c'est une alternative réformiste... Et finalement, ils laissent supposer que ces gouvernements auraient « accordé » hier les conquêtes sociales, et que demain, peut-être...

La confusion est si grande qu'il est légitime de revenir sur des notions qu'on croyait acquises depuis Marx et Engels, et que, au feu de la lutte, ont repris Lénine contre Kautsky, puis Trotsky à propos de la révolution en France et en Espagne, en 1936.

Et ici, bien sûr, il faut revenir immédiatement aux questions que nous posions dès les premières lignes de cet article.

Car, à ne désigner le front populaire que comme un simple gouvernement de collaboration de classes, on gomme l'essentiel : la révolution.

Nous ne sommes plus en effet au temps de la formation de l'impérialisme. A prétendre du front populaire qu'il ne s'agirait que d'une « alternative globale réformiste », même pour ce qui est de la période classique du développement du parlementarisme, la formule sème la confusion : le millérandisme et le bloc des gauches n'ont pas correspondu à une période de « croissance pacifique » de l'Etat démocratique bourgeois, de construction d'un « Etat populaire libre », qui n'a jamais existé. Ces formules, et c'est le plus important, désarment l'avant-garde du prolétariat par rapport à ses tâches, en masquant l'essentiel : les fronts populaires ne se constituent et ne viennent au pouvoir qu'à l'époque « des guerres et des ré-

volutions», qu'avec la révolution prolétarienne elle-même, et contre elle. Ils sont l'expression de la contre-révolution.

Et il nous faut, pour bien le comprendre, revenir aux sources « théoriques » et historiques des fronts populaires.

aux origines de la « théorie » des fronts populaires

Après des années d'une politique qui a conduit le mouvement ouvrier organisé à la catastrophe, l'Internationale communiste, instrument de la bureaucratie du Kremlin, abandonne brusquement la théorie du « social-fascisme » pour y opposer une « théorie » nouvelle : celle des fronts populaires.

Au début des années 1930, se manifeste brutalement la crise de la société capitaliste, crise économique, crise politique, crise sociale posant le problème de la liquidation du parlementarisme bourgeois. Hitler vient de prendre le pouvoir en Allemagne, infligeant une défaite historique au prolétariat mondial. Mais cependant, rien n'est joué. La révolution frappe à la porte en Espagne et en France. Elle est loin d'avoir dit son dernier mot.

La guerre impérialiste se prépare. La bureaucratie du Kremlin, pour la défense de son pouvoir usurpé, a mené une politique systématique de division criminelle du prolétariat qui a permis la victoire du fascisme en Allemagne. Elle est dès lors doublement menacée : par le prolétariat lui-même, par l'impérialisme allemand.

Pour les besoins de la défense de la caste contre-révolutionnaire, l'IC va définir la nouvelle théorie des fronts populaires. Il s'agit pour elle, à l'échelle de l'Europe, de contenir la classe ouvrière, de briser la révolution prolétarienne qui sourd, de nouer une alliance militaire avec les « démocraties ». La « nouvelle tactique non sectaire »

se concrétise en France : établissement d'un pacte d'alliance militaire avec l'U.R.S.S. à l'occasion duquel Staline appelle les travailleurs français au soutien de la défense nationale. « Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. » Ainsi, dans le même temps où le PCF acceptait la défense nationale en France, où en U.R.S.S. était exterminée la vieille garde bolchevique, s'élaborait la « théorie » du front populaire qui affirmait utiliser et régénérer le cadre du parlementarisme bourgeois en décomposition pour lutter contre le fascisme.

APRES LE 12 FEVRIER 1934

Selon cette « théorie », l'alternative n'est pas « socialisme ou fascisme », mais « démocratie bourgeoise ou fascisme ». La mise en pratique en France du Front populaire, la liquidation de la politique de la troisième période, du « social-fascisme » et des « soviets partout », au profit de la mise en place d'un front dont le dénominateur commun sera le programme du parti démocratique du capital financier, est la réponse des appareils au tournant politique dans la lutte des classes en France. Jusqu'en 1934, contre les agressions des bandes fascistes, toute l'orientation du PCF était de dénoncer péle-mêle « les bandes fascistes, le gou-

vernement et la social-démocratie », allant même jusqu'à faire appeler l'ARAC à manifester aux côtés des bandes du grand capital le 6 février 1934. Mais les masses vont imposer le front unique à la SFIO, au PCF, à la CGT, à la CGTU. Réagissant au péril, spontanément, la classe ouvrière veut que se réalise l'unité contre les dirigeants qui la divisent. Militants de la CGT, du PCF et de la SFIO se mobilisent les 8 et 9 février. Le 12 février, la grève générale appelée par la CGT, à laquelle s'est ralliée la CGTU, voit la classe ouvrière réaliser son unité.

Les masses ont imposé l'unité contre la politique de division. Celle-ci, d'ailleurs, va persister : le 15 juin 1934, Thorez passe à l'offensive contre les militants et Doriot qui, à ce moment, au sein du PCF exprimait dans une certaine mesure l'aspiration des travailleurs sera exclu du parti pour avoir affirmé que le 12 février avait été une « journée d'unité d'action effective de toutes les organisations ainsi que de leurs chefs ».

Le crime du camarade Doriot, écrit Thorez dans les *Cahiers du bolchevisme*, consiste dans le soutien qu'il apporte présentement non aux ouvriers socialistes qui s'orientent vers Moscou, vers le front unique de lutte antifasciste, mais au contraire aux chefs sociaux-démocrates qui s'efforcent par tous les moyens d'empêcher cette évolution des ouvriers socialistes et de briser le front unique de lutte. Le crime du camarade Doriot consiste dans son alliance honteuse avec les éternels diviseurs de la classe ouvrière et dans sa tentative de scissionner le P.C., champion et organisateur de la classe ouvrière.

Mais l'aspiration des militants et travailleurs à l'unité est telle qu'elle impose la ratification d'un pacte d'unité d'action. Le 2 juillet, le meeting que les fédérations de la Seine du PCF et de la SFIO ont convoqué en commun Salle Bullier,

vu l'affluence, doit être doublé par un autre meeting qui se tient Salle Huyghens. Les participants prennent l'engagement de « se battre unis contre le gouvernement d'union nationale ».

Mais rapidement, au pacte d'unité d'action et contre l'aspiration au front unique de classe, les staliens vont substituer le front populaire. Thorez, le 9 octobre 1934, fait la proposition, lors d'une réunion du comité de coordination du Parti socialiste et du Parti communiste français, d'étendre le rassemblement à de nouvelles forces politiques et sociales et de sceller ainsi « l'alliance des classes moyennes avec la classe ouvrière ».

Trahissant l'aspiration des travailleurs au front unique, les staliens se font les initiateurs d'une politique qui, au nom de l'alliance avec les classes moyennes, subordonne le prolétariat au parti démocratique du grand capital, le Parti radical.

Le 10 octobre, Salle Bullier, Thorez explique : « Nous avons jeté l'idée d'un vaste rassemblement populaire. » Désormais, le terme de Front populaire sera repris avec insistance par « L'Humanité » qui le justifie par la nécessaire alliance avec les classes moyennes.

L'expérience de ces dix dernières années nous a appris que l'alliance des classes moyennes avec les salariés est, elle aussi, indispensable pour vaincre le fascisme, expression finale du grand capitalisme.

Marcel Cachin
(« Humanité », 24.10.34)

Après les élections municipales de mai 1935, qui marquent une poussée vers les partis ouvriers et le recul des radicaux, l'alliance avec ces mêmes radicaux, pour laquelle combat le PCF, se noue. Son dénominateur commun : le programme radical.

Blum et Auriol veulent un engagement sur la nationalisation

éventuelle de la Banque de France. Le jeune radical Jean Zay y oppose « la lutte contre la spéculation », la « défense de la monnaie » et « l'indépendance de l'Etat républicain devant les oligarchies financières ». Florimond Bonte, au nom du PCF, rétorque : « Il ne faut pas obliger les divers partis du Front populaire à accepter l'ensemble du programme de l'un quelconque d'entre eux. L'essentiel est de constituer un gouvernement. »

« LE PARTI RADICAL EST LE PLUS GRAND DES PARTIS »

Le matin du 14 juillet 1935, au meeting tenu au stade Buffalo, Duclos, en une envolée lyrique, déclare que la Marseillaise et le drapeau tricolore doivent être mêlés à l'Internationale et au drapeau rouge. Au nom de l'alliance avec les radicaux, le même Duclos refuse que les mesures proposées par Vincent Auriol : nationalisation des chemins de fer, des assurances, des mines et des sociétés de distribution électriques, contrôle du Comité des forges et des industries clés, soient prévues dans le programme de Front populaire...

Pour les stalinien, la chose est claire : puisqu'il s'agit de mettre sur pied un gouvernement bourgeois, il ne peut être question de nationalisation des secteurs clés de l'économie. « Les camarades du Parti socialiste veulent introduire dans le programme des nationalisations. Nous nous sommes refusés à semer des illusions. Nous avons tenu bon. Nous avons eu raison. »

Pour refuser les nationalisations, les stalinien se font très « gauches ». Benoît Frachon écrit, dans « L'Humanité » du 17 juillet 1936 :

On nous reproche de négliger les nationalisations des indus-

tries clés. C'est tout juste si on ne nous accuse pas de vouloir perpétuer la domination des grands trusts. Nous avons dit et nous répétons que nous sommes les partisans de la nationalisation des grandes industries et des trusts sans indemnité aux gros actionnaires. Mais il ne suffit pas d'affirmer que nous sommes pour cela. Il faut réaliser les conditions pour l'imposer aux gros capitalistes. Dire que c'est simple, que c'est par là que l'on doit commencer, c'est créer les illusions chez les travailleurs. A moins qu'il ne s'agisse de soi-disant nationalisations qui n'enlèveraient aux oligarchies financières ni un centime ni une parcelle de leur pouvoir.

Et puisque le temps n'est pas, pour faire face à la misère dans laquelle la crise plonge les masses, à l'expropriation du capital, il faut, disent les stalinien, en réunir les conditions dans la mise sur pied d'un gouvernement démocratique parlementaire. Pour cela, l'alliance avec le Parti radical est une nécessité.

Dès 1935, le P.C.F. martelait ses militants et la classe ouvrière sur la nécessaire alliance avec le parti démocratique de l'impérialisme français, en pleine décomposition, et qu'il présentait comme le représentant des couches moyennes.

Le Parti radical est le plus grand des partis. C'est celui qui exerce la plus grande influence sur la vie politique du pays. Dans ses rangs et derrière ses comités, se trouve la masse des petites gens des classes moyennes que la crise économique frappe durement... Le Français moyen d'opinion radicale se débat comme nous, prolétaires communistes et socialistes, contre la misère envahissante.

M. Thorez
(« Humanité », 30.6.35)

Toute la politique du Rassemblement populaire, du Front populaire, va consister à limiter l'action des masses, à tenter d'interdire aux travailleurs le combat de classe contre le régime bourgeois, à semer la

confusion politique parmi les masses et les militants.

Malgré cette politique et contre elle, la lutte de classe s'aiguise. A Doumergue succèdent Flandin, puis Laval, puis Sarraut. La crise politique du régime se poursuit. Contre les agressions du gouvernement bourgeois, la classe ouvrière réagit. Les décrets Laval, qui diminuent de 10 % les salaires des fonctionnaires, vont concentrer et précipiter la maturation politique de la classe ouvrière. A travers grèves, protestations, escarmouches de rue, la classe ouvrière tend à se donner les instruments de son combat contre la direction des réformistes et des stalinien qui, partout, au nom de l'alliance avec les radicaux, et pour ne pas les « effrayer », désorganisent consciemment l'action spontanée des masses.

LE CONTENU DES PROGRAMMES DE FRONT POPULAIRE : DEFENSE DE L'ETAT BOURGEOIS

Barrage contre - révolutionnaire dressé contre le mouvement des masses, contre l'action de classe du prolétariat visant à détruire l'Etat bourgeois pour y substituer son propre pouvoir, le programme du Front populaire est tout entier tourné vers la défense de l'Etat bourgeois et de ses organes.

Le 14 juillet 1935, au vélodrome Buffalo, Marc Rucart, député radical des Vosges, donnera lecture d'une déclaration du Rassemblement populaire qui disait notamment :

Les républicains savent qu'ils peuvent compter sur le loyalisme de l'armée, expression de la force publique, de l'armée formée des fils du peuple entier, pour donner un démenti à tous ceux qui tenteraient d'en faire un instrument pour l'ambition

d'un homme ou pour celle d'une minorité de factieux.

Ils rappellent que la force publique est à la disposition de la nation indivisible, et que l'autorité gouvernementale ne saurait tolérer l'existence d'autres organisations à caractère militaire que celles qui relèvent de la suprématie du premier magistrat de la République et du contrôle de la nation.

C'est sur cette même ligne de défense de l'Etat bourgeois que le premier point du programme du Front populaire en France, dans un paragraphe intitulé : « Défense de la liberté », réclamait :

1 - Désarmement et dissolution effectifs des formations paramilitaires conformément à la loi ;

2 - Mise en vigueur des dispositions légales en cas de provocations au meurtre ou d'attentat à la sûreté de l'Etat.

Sur cette lancée, Blum et Thorez, dès décembre 1935, offraient au gouvernement Laval la dissolution des groupes de protection créés dans la S.F.I.O. et le P.C.F. Ils soutenaient le projet gouvernemental qui :

1 - Renvoyait devant une juridiction criminelle tous les auteurs de provocation au meurtre ;

2 - Prononçait la dissolution des milices armées ;

3 - Edictait des peines de prison contre quiconque porterait des armes prohibées.

Le premier décret de dissolution des ligues fascistes aboutissait à la transformation des Croix de Feu en Mouvement social français. Plus tard, après les décrets du gouvernement Blum, le Mouvement social français devenait Parti social français... Traduction juridique d'un système social que les bandes fascistes servent comme elles en naissent, les décrets de 1936, dirigés en apparence contre les ligues, avaient un contenu bien précis : la défense de l'Etat bourgeois. Et il

nous faut ici rappeler que c'est au nom de ces mêmes décrets de 1936 que l'Etat bourgeois bonapartiste a dissous en 1968 des organisations se réclamant de la révolution socialiste. Le fond est clair : contre les « attentats à la sûreté de l'Etat », il s'agit de préserver l'Etat bourgeois.

Assurer la pérennité de l'Etat bourgeois, garantir l'exploitation du travail salarié par le capital, contre le mouvement révolutionnaire des masses, telle est la fonction du Front populaire, gouvernement de collaboration de classes dressé contre les masses et préparant l'écrasement du mouvement ouvrier.

la première révolution prolétarienne trahie

Les « idées » et les « idéaux » des fronts populaires ne sont pas nouveaux. Ils ont tous été récupérés dans les poubelles de l'histoire du mouvement ouvrier. Encore que les circonstances soient différentes, « idées » et « idéaux » du front populaire se retrouvent à tous les instants importants de la lutte des classes : toujours, ils sont synonymes de capitulation et de trahison. Nous nous proposons de l'illustrer, avant d'en revenir à l'analyse directe des fronts populaires d'hier et de « l'Union de la gauche » aujourd'hui.

Face à la crise révolutionnaire, les dirigeants ouvriers combattent les masses au nom du développement pacifique de la démocratie bourgeoise, défendant l'Etat bourgeois et la propriété privée. De cette politique, consignée dans le programme du Front populaire, mise en pratique en 1936 en France et en Espagne, comme réponse traître à la révolution prolétarienne surgissant à l'époque impérialiste, se dégagent des éléments communs à ceux que les dirigeants petits-bourgeois du mouvement ouvrier mirent en avant face à la première révolution prolétarienne : la révolution de 1848. Que l'on en juge.

Certes, il n'y a pas identité. Le prolétariat de 1848, comme classe en soi, n'est pas le prolétariat de

1936, ni celui de 1976. Les rapports entre les classes au moment de la révolution ne sont pas les mêmes. Si Louis Blanc et Albert participent au gouvernement bourgeois, les organisations ouvrières ne sont pas majoritaires dans ce gouvernement de collaboration de classes. C'est à l'aube même de la constitution du prolétariat en classe, en parti politique distinct, qu'éclate la révolution, ce qui donne son caractère spécifique au gouvernement provisoire de février 1848.

Cependant, sans identifier 1848 et 1936 ou 1976, il est nécessaire de dégager des constantes. Du point de vue des forces sociales en présence, les différences sont considérables, qu'il s'agisse du prolétariat, tant du point de vue objectif que du point de vue subjectif, qu'il s'agisse de la bourgeoisie et de tout ce dont elle est encore porteuse. Mais, sous un aspect fondamental, 1848 peut et doit être comparé aux gouvernements de front populaire qui exercent le pouvoir dans la troisième décennie du xx^e siècle, à l'époque de la décadence impérialiste du capitalisme. Car, en 1848, pour la première fois à ce point, en participant directement à l'Etat bourgeois, les chefs ouvriers se sont dressés contre le prolétariat et contre ses aspirations les plus profondes.

DE L'ENTREE DES CHEFS SOCIALISTES AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE...

En février 1848, les travailleurs parisiens renversent le trône et imposent la République. La veille, le socialiste Louis Blanc en appelait encore au respect de la Charte. Mais c'est la révolution. Le radical Ledru-Rollin et le poète démocrate Lamartine le savent bien, qui se précipitent à l'Hôtel de Ville, craignant de voir les comités ouvriers proclamer la Commune. « Que l'Etat demeure », lance Lamartine au premier jour de la révolution.

Le 25 février, le gouvernement provisoire est constitué. Y entrent les Républicains bourgeois, l'opposition dynastique, les démocrates radicaux et les socialistes réformistes Louis Blanc et Albert. Au nom de la révolution, un gouvernement de collaboration de classes est mis en place, qui aura pour tâche, par l'intermédiaire des représentants ouvriers, d'endormir le prolétariat, de combattre la révolution et de permettre à la bourgeoisie de reconstruire son appareil d'Etat démantelé.

Si, le 25 février, les travailleurs en armes envahissent l'Hôtel de Ville, exigeant que le gouvernement décrète sans plus tarder le droit au travail, leurs illusions et le manque d'une organisation révolutionnaire capable de leur montrer la voie du succès et comment il leur fallait imposer un gouvernement sans ministre bourgeois, les amènent à céder aux discours de Lamartine et de Louis Blanc. « Le peuple attendra. Il met trois mois de misère au service de la République. »

Mais la bourgeoisie, elle, n'attend pas. Forte du soutien de ce socialiste qui, selon Lamartine, « distingue le possible de l'impossible », forte de la présence au gouverne-

ment de Louis Blanc, dont le poète entend bien qu'il « préservera la foule des entraînements funestes où pourraient l'induire quelques forcenés », elle fait décider par le gouvernement provisoire, à l'initiative du même poète, la création de la garde mobile, corps permanent de répression anti-ouvrière qui devra remplacer la garde nationale bourgeoise en pleine décomposition.

Les travailleurs sentent que la révolution, qu'ils ont faite seuls, leur échappe. Ils manifestent pour le drapeau rouge. Mais Louis Blanc, ce socialiste réformiste qui veut transformer la société capitaliste en société socialiste par l'organisation du travail, sans toucher à l'Etat bourgeois, recule devant les exigences des radicaux démocrates et propose de reconnaître le drapeau bleu-blanc-rouge pour le drapeau de la République, auquel on adjoindrait un petit morceau d'étoffe rouge à la hampe...

Les gardes nationaux bourgeois, requinqués par ces mesures, défilent aux cris de « Vive Lamartine ».

Mais les travailleurs ne désarment pas. Le 28 février, ils manifestent, armés, exigeant l'abolition du marchandage, les dix heures de travail journalier, la création d'un « ministère du Travail, ministère du Progrès, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme ».

De ministère, il n'y en aura point. Mais Louis Blanc prend la présidence d'une « commission de travail », dite commission du Luxembourg, ayant pour but d'étudier « l'amélioration du sort des ouvriers », ancêtre des commissions tripartites d'aujourd'hui, et qui n'aura d'autre fonction que d'apaiser les conflits de classes et les exigences du prolétariat, dans une situation où la bourgeoisie était dans l'incapacité de dire non aux revendications. Commission sans pouvoirs, sans moyens, limitée à l'arbitrage, comme le pleurnichera Louis Blanc aux ouvriers pour leur

faire accepter leur subordination au maintien du régime capitaliste.

Et il est déjà typique de voir comment le réformiste Louis Blanc, prenant en charge la défense de l'Etat bourgeois, va combattre pour « assainir » la représentation des délégués, authentiques mandataires des travailleurs. S'entourant de journalistes et de théoriciens, tel Le Play, apôtre du christianisme social, il combat bec et ongles pour « normaliser » la représentation ouvrière, liquider les éléments de démocratie prolétarienne, exigeant, par exemple, que plusieurs métiers « similaires » soient représentés par un seul délégué, ce qui a l'avantage d'en terminer avec des délégués contrôlables, responsables...

...AUX PROVOCATIONS D'AVRIL...

Frustrés de leur victoire, n'ayant pu instaurer leur propre pouvoir, les ouvriers n'en restent pas moins debouts, en armes. Il faut à la bourgeoisie, pour les écraser, les désarmer. C'est à cette tâche que s'attelle pendant trois mois le gouvernement provisoire. « L'unique affaire » étant, selon les cyniques déclarations du ministre bourgeois Marie, « de gagner du temps en amusant l'émeute jusqu'à ce qu'on puisse la museler ». Faire des concessions, reculer pour préserver l'essentiel, user la combativité ouvrière par l'intermédiaire et sous la direction des socialistes promus au rang de ministres, reconstruire une force de répression, telle est donc la fonction du gouvernement provisoire.

Après la manifestation du 28 février, la bourgeoisie adopte la journée de dix heures. Il lui faut aller vite, reconstruire son Etat, en finir avec ce pouvoir dans lequel on ne sait ni où est le pouvoir, ni ce qu'est la légalité. La bourgeoisie veut une Constituante, des élec-

tions rapides pour casser le processus révolutionnaire et noyer Paris dans la représentation réactionnaire des ruraux. La bourgeoisie veut le vote pour le 9 avril. Blanqui, qui comprend la manœuvre, demande l'ajournement. Les clubs exigent l'ajournement, l'assurance que les troupes de ligne ne seront pas ramenées par petits détachements dans Paris. La pétition, diffusée en tract, est à l'origine de la manifestation des 200 000 travailleurs du 17 mars, que Louis Blanc transforme en manifestation de soutien et de soumission au gouvernement provisoire, prenant prétexte de la manifestation du 16, qui avait vu la garde nationale bourgeoise défiler aux cris de : « A bas Ledru Rollin », dont nous allons voir le rôle plus loin.

Les élections furent repoussées de deux semaines.

La classe ouvrière avait cependant montré sa force. Il fallait l'affaiblir encore, la désorienter pour lui porter des coups. C'est ce à quoi s'attachent Ledru Rollin et les démocrates petits-bourgeois, en publiant un faux policier accusant Blanqui d'avoir trahi, en prison, les conjurés de 1839, et en montant une provocation contre la classe ouvrière, les travailleurs qui manifestent le 16 avril étant appelés à se disperser par Louis Blanc, tandis que la garde nationale en armes reste maître de la rue et passe à l'attaque des quartiers ouvriers.

La classe ouvrière a reçu un coup terrible.

La bourgeoisie, le 20 avril, fait rentrer officiellement la troupe dans Paris et, après les élections du 23, triomphe de la réaction, elle liquide alors Louis Blanc dont elle n'a plus besoin. L'Assemblée nationale le chasse, avec Albert, de la « commission exécutive ». Prudente, elle garde encore néanmoins Ledru Rollin comme symbole de la République.

...ET AUX JOURNEES DE JUIN

La classe ouvrière, les militants qui se sentaient menacés prirent la décision, au comité de centralisation des clubs, de manifester le 15 mai contre la répression russe en Pologne.

Blanqui s'efforça de dissuader les militants d'entreprendre une telle manifestation compte tenu du rapport de forces défavorable aux ouvriers. Il fut mis en minorité et la manifestation eut lieu. La bourgeoisie, pour la défense de l'Assemblée nationale, avait mobilisé la garde nationale bourgeoise et la garde mobile. Malgré ce dispositif répressif, les travailleurs envahirent l'Assemblée. Et il revint à Louis Blanc, une nouvelle fois, de les calmer. E conduits par Louis Blanc et Ledru Rollin, les manifestants se dirigèrent alors vers l'Hôtel de Ville. Marrast mobilisa les légions de la garde nationale, et Ledru Rollin mobilisa les régiments de dragons qui, cernant l'Hôtel de Ville, manifestèrent aux cris de : « Vive l'Assemblée nationale ! » et « A bas les communistes ! ».

Barbès et Albert furent arrêtés. Louis Blanc, qui s'était refusé à aller avec les masses à l'Hôtel de Ville, rentra avec les autres députés en séance, sous la protection des gardes nationaux bourgeois et des gardes mobiles.

Face aux attaques de la bourgeoisie, Louis Blanc capitula allègrement, affirmant bien haut qu'il n'avait pas été à l'Hôtel de Ville le 15 mai et donnant des assurances de son loyalisme à l'Assemblée nationale. Poursuivant son avantage, la bourgeoisie exigea et obtint de la commission exécutive, cet organe de collaboration de classes, qu'elle vote une loi contre la presse, ce qu'elle fit, se déconsidérant encore un peu plus.

Les héros de février déconsidérés, les masses désarmées politiquement par leurs chefs qui juraient allégeance à la bourgeoisie, les conditions étaient alors réunies pour que cette dernière écrase brutalement le prolétariat. La provocation de juin fut organisée. Les ateliers nationaux furent dissous. Le prolétariat était acculé au combat, sans chefs révolutionnaires, la plupart des cadres ouvriers ayant été emprisonnés après les journées de mai.

Malgré une résistance héroïque, les ouvriers succombèrent. Des milliers furent tués. Mille cinq cents fusillés sans jugement. Tel était le bilan de ce premier gouvernement de collaboration de classes qui, en cinq mois, était parvenu à liquider la première révolution prolétarienne. Mêmes acteurs, même scénario. Comme le dira Blanqui : « Le peuple ne pouvait pas soupçonner les hommes qu'il avait mis à sa tête. Ses yeux se sont ouverts trop tard. »

La seule responsabilité de cette défaite sanglante, ce sont les escamoteurs de la révolution qui la portent, et Louis Blanc, en particulier, qui capitula devant Ledru Rollin, « homme de droit », comme il se plaisait à définir les radicaux, et qui amena la pire réaction. Blanqui, en 1868, revenant sur les leçons de 1848, déclarera :

Le gouvernement provisoire n'était pas composé d'imbéciles ; il savait aussi bien, et mieux que les patriotes alarmés, ce qui allait advenir, à savoir une Constituante royaliste. Il le savait et le désirait, et il était impatient de ce pouvoir contre-révolutionnaire.

Le parti de la petite bourgeoisie, duquel Marx et Engels avaient recommandé au prolétariat, jusqu'en 1848, de se rapprocher, avait montré ce qu'il était au jour de la révolution : un parti d'ordre.

C'est sur cette base que, dès décembre 1848, Marx ouvrit une nouvelle perspective au prolétariat : « Renversement de la bourgeoisie, triomphe du prolétariat français. Il n'y a qu'un seul mot d'ordre : l'émancipation de la classe ouvrière. » La révolution avait montré que la petite bourgeoisie, incapable d'occuper une place indépendante, se range du côté de la bourgeoisie si le prolétariat n'a pas pris à temps la direction de la révolution. Ce n'est que par son indépendance organique, exprimée dans son organisation en parti distinct combattant sous le drapeau de la révolution prolétarienne, que le mouvement ouvrier peut entraîner les masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes. « La révolution en permanence », telle est la leçon fondamentale que tirent Marx et Engels de la révolution de 1848.

CONSTANTES

Respect de l'Etat bourgeois, démobilité des travailleurs amenant la pire réaction, tel fut donc le bilan de cette subordination des dirigeants ouvriers aux représentants « démocrates » de la petite bourgeoisie, qui se rangèrent du côté de l'ordre et de la réaction. La révolution trahie par les dirigeants ouvriers, triomphe la réaction bonapartiste.

Comment ne pas faire alors un étroit rapprochement entre la politique des Louis Blanc et consorts et celle des fronts populaires de 1935-36 en France et en Espagne. Le bilan des fronts populaires s'inscrit, lui aussi, en lettres de sang pour le prolétariat : la guerre civile, avec comme terme la victoire de Franco en Espagne ; en France, le radical Daladier, honorable membre du front populaire, instrument, dès 1938, de la réaction bourgeoise et le vote en 1940, par la Chambre de front populaire, des pleins pouvoirs à Pétain.

Mais ce n'est pas seulement sur ce point qu'il nous faut comparer 1848 et les gouvernements de front populaire, formes conscientes de la contre-révolution.

De la même manière que Marie déclarait accepter le gouvernement provisoire et la Commission du Luxembourg, faute de pouvoir « museler l'émeute », de la même manière, le capital financier utilise-t-il les fronts populaires contre la montée des masses, pour y faire barrage, et sans pouvoir pour autant se contenter de ce barrage. Une telle situation, de tels rapports entre les classes ne peuvent s'éterniser. La bourgeoisie craint que les masses ne mettent bas les drapeaux que dressent les chefs ouvriers pour leur faire accepter l'exploitation capitaliste. Elle craint que le prolétariat ne pose la question d'un gouvernement à lui, qui détruise l'Etat bourgeois et exproprié le capital.

Les concessions que sont amenées à faire les gouvernements de front populaire pour contenir les masses et préserver l'Etat bourgeois sont des facteurs de crise économique et de désorganisation. C'est d'ailleurs la crise économique qui a souvent été un des facteurs décisifs amenant à la mise sur pied de ces gouvernements de front populaire. Et ceux-ci, à leur tour, faisant supporter de nouvelles charges à l'économie capitaliste, accroissent encore les difficultés économiques. De ce point de vue, il est important de comprendre que ces charges, produits des concessions aux masses, sont un facteur d'anarchie supplémentaire dans une production que domine toujours le capital. Ainsi, les ateliers nationaux, en 1848, et le développement des « grands travaux » ont-ils été, non un facteur d'ordre, mais de désordre.

Faute de détruire l'Etat bourgeois, condition de l'appropriation sociale, les mesures « sociales »

que sont obligés de lâcher ces gouvernements de crise précipitent plus encore la crise elle-même, aggravant la détresse des masses. Cela fut vrai en 1848 ; cela l'a été en Espagne en 1936, en France à la même époque lorsque le gouvernement Blum ne parvint à re-

donner confiance à la bourgeoisie qu'en imposant aux masses de renoncer à leur pouvoir d'achat, aux 40 heures, qu'en préparant la liquidation du gouvernement de front populaire. Finis les ateliers nationaux ! Finie la semaine des deux dimanches ! Voilà.

suffrage universel, parlementarisme, révolution

L'examen des programmes sociaux des fronts populaires le montre, qu'il s'agisse de l'Espagne ou de la France, ce que les travailleurs ont arraché n'était nullement compris par l'accord de front populaire passé entre les dirigeants des organisations ouvrières et les représentants « démocrates » du grand capital. Nous avons déjà examiné ce qu'était le programme du « Front populaire pour le pain, la paix, la liberté », en ce qui concerne la liberté.

Pour ce qui est de la paix, les staliniens découvriraient les bienfaits de la Société des nations, créant une plate-forme commune entre les radicaux et la bureaucratie du Kremlin. Le contenu contre-révolutionnaire de cette politique sera pleinement donné au cours de la guerre d'Espagne : d'un côté, la politique de non-intervention du front populaire, de l'autre, sous le couvert de « l'aide à l'Espagne » et de l'appel des spécialistes d'URSS, l'instauration de l'appareil du GPU à l'intérieur de l'Etat républicain, et toujours sous le couvert de la défense de l'Espagne républicaine et des volontaires pour l'Espagne, l'instauration d'un appareil répressif à l'abri et à l'intérieur des brigades internationales, complémentaire à celui du GPU et où s'illustrèrent les Marty et les Togliatti en

massacrant militants trotskystes, poumistes et anarchistes.

PROGRAMME DES FRONTS POPULAIRES ET MOUVEMENT DES MASSES

Voyons ce qu'il en est du pain. Le programme social du front populaire, en France, ne risquait certes pas de faire trembler les « deux cents familles » :

Institution d'un fonds national de chômage. Réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire. Un régime de retraite suffisant (sic) pour les vieux travailleurs... revalorisation des produits de la terre... soutien des coopératives agricoles :

Le fin du fin dans le domaine social, c'était, « pour soustraire le crédit et l'épargne à la domination de l'oligarchie économique », faire de la Banque de France, alors banque privée, « la Banque de la France ». Suppression du conseil des régents, élargissement des pouvoirs du gouverneur sous le contrôle permanent d'un conseil composé de représentants du pouvoir législatif, de représentants du pouvoir exécutif et de représentants des grandes forces organisées du travail, de l'activité économique, com-

merciale et agricole. L'Etat bourgeois, ce conseil d'administration de la société capitaliste, des deux cents familles, devenait ainsi le garant de la transformation de la Banque de France en banque au service du peuple, contre les « oligarchies économiques » !

En Espagne, pareillement, les limites du programme du front populaire étaient clairement données dans les réformes tout à fait secondaires introduites sur la question centrale de la terre.

Abaisssement des impôts et contribution, répression spéciale contre l'usure. Diminution des rentes abusives (sic). Intensification du crédit agricole. Revalorisation des produits de la terre... Les formes de coopération seront stimulées et les exploitations collectives protégées.

D'autre part, un vaste programme de développement de travaux publics était également prévu, qui devait permettre de diriger l'épargne vers les sources les « plus décisives des richesses et de progrès »... Comme si l'Etat pouvait échapper en tant qu'Etat capitaliste à la loi de la valeur et transformer soudain le capital en moyen de « progrès »...

LA VOIE CHILIENNE VERS LE SOCIALISME...

Si les programmes des fronts populaires en France et en Espagne se situent donc ouvertement dans le cadre du maintien du système capitaliste, si Thorez, fidèle à ce programme, combat la révolution en disant qu'« il faut savoir terminer une grève », le ton adopté par l'Unité populaire au Chili sera quelque peu différent. Pour Duclos, en 1936, « le choix n'était plus entre le fascisme et le communisme, mais entre fascisme et démocratie ». Dolores Ibarruri, de l'autre côté des Pyrénées, proclamait qu'il ne

saurait être question de socialisme mais de « révolution démocratique bourgeoise ».

Les objectifs proclamés de l'Unité populaire semblent tout autres puisqu'elle prétendait « commencer l'édification du socialisme » dont la base devait être un vaste plan de nationalisation des richesses de base. Mais, si l'on y regarde de plus près, en fait d'expropriation, il va s'agir d'indemniser les compagnies comme de rembourser les dettes du Chili vis-à-vis de l'étranger. Et, de la même manière, la réforme agraire est présentée comme un prolongement de la réforme entreprise par le gouvernement Frei, dont l'axe était le respect des formes traditionnelles de propriété.

On peut prendre point par point ces programmes et montrer comment les masses refusent de ne pas dépasser les bornes qu'ils voulaient leur imposer. Au Chili, comme en France et en Espagne, c'est à l'inverse du programme qu'elles se mobilisent : il s'agit de la révolution prolétarienne contre le carcan qu'imposent les chefs ouvriers.

Et au Chili, comme en France et en Espagne, la signification du front populaire est donnée par la question décisive qui concentre toutes les autres : celle de l'Etat. « La voie chilienne vers le socialisme », le front populaire chilien, n'est pas en défaut par rapport à ses prédécesseurs européens. Dans le respect de la légalité bourgeoise, l'Etat devait, en effet, se transformer en « Etat populaire ».

Double mensonge. D'une part, sur les voies et moyens de cette transformation qui, à supposer qu'on se la soit fixée pour objectif, ne pouvait que nécessairement mettre bas le cadre juridique existant, expression de la domination du capital sur le travail. D'autre part, parce qu'elle proclamait ce respect de la légalité, révélait « l'Etat populaire » pour ce qu'il était : une formule permettant de camoufler la volonté politique des dirigeants

ouvriers de protéger l'Etat bourgeois. Car, à examiner de plus près tous ces projets de réformes légales de l'appareil d'Etat, censées transmuter l'Etat bourgeois en « Etat populaire », on constate que tous concourent à une seule et unique chose : consolider l'armée, « incarnation de la Nation ». C'est-à-dire renforcer la force répressive de ce qui est l'essence de l'Etat bourgeois.

Les programmes des fronts populaires ont un dénominateur commun : subordonner l'action politique de la classe ouvrière à l'Etat bourgeois, défendre, contre la révolution, l'Etat bourgeois ébranlé ou démantelé, reconstruire cet Etat, ses institutions, l'armée, la police, la magistrature.

LUTTE DE CLASSE DU PROLETARIAT ET REFORMISME

Pour ce faire, les dirigeants ouvriers prétendent démocratiser l'Etat, en faire « l'Etat de tout le peuple ». Au nom de la réforme de l'Etat, ils combattent alors les organes naissants du pouvoir de la classe ouvrière, qu'il s'agisse des cordons industriels au Chili ou des juntes en l'Espagne de 1936.

Cette attitude n'est pas l'apanage des dirigeants ouvriers des fronts populaires.

Elle plonge, elle aussi, ses racines dans les programmes réformistes que les partis ouvriers révolutionnaires adoptèrent, au cours de leur transformation, en partis ouvriers bourgeois parlementaires, programmes qui abandonnent la conception marxiste de l'Etat et s'alignent sur les conceptions du radicalisme, celles de l'Etat perfectible à l'infini, de l'Etat neutre, au-dessus des classes sociales.

« Développement continu de la démocratie », « Etat populaire », « affranchir politiquement et écono-

miquement par le suffrage universel », voilà quelques-unes des formules inscrites au drapeau de la contre-révolution que brandissent les tenants ouvriers des voies pacifiques du passage au socialisme. Que la première puisse être de Waldeck Rochet, la seconde de Kautsky, la troisième de Millerand, montre la continuité de la trahison politique de ces chefs des partis ouvriers qui se sont faits les représentants de la classe ennemie au sein du mouvement ouvrier, tous ministrables de la bourgeoisie, même s'ils ne sont pas devenus ministres en titre, en fonction de ses besoins.

Les formes de la participation gouvernementale de dirigeants des partis ouvriers aux côtés de représentants des partis bourgeois peuvent être diverses. Elles reflètent des rapports politiques différents entre les classes sociales et au sein des classes. Mais le dénominateur commun de cette participation est qu'elle se produit lorsque la société bourgeoise est menacée d'une quelconque façon et qu'elle a alors pour but de la défendre.

L'idéologie de la collaboration de classes se développe au sein du mouvement ouvrier comme sous-produit des concessions matérielles et avantages arrachés par la lutte du prolétariat, et que les sommets du mouvement ouvrier attribuent à la société bourgeoise au stade de l'impérialisme en développement. De conquêtes en conquêtes, de concessions en concessions, ils affirment l'idée de cette perfectibilité de l'Etat et de la démocratie bourgeoise, de cette possibilité de réformes imputées à la bourgeoisie alors même, nous le verrons, qu'elles ont toujours été le résultat de l'action des masses, y compris pendant la période florissante où l'impérialisme en plein développement, réalisant de gigantesques superprofits en se partageant le monde, concédait aux masses des réformes.

Revenant aux élucubrations réformistes sur l'Etat, les fronts populaires affirment que la démocratie bourgeoise est perfectible à l'infini et que c'est d'elle qu'il faut attendre le salut. Ils reprennent cette vieille formule du radicalisme bourgeois : « La démocratie est une création continue ».

Le parlementarisme bourgeois a une longue histoire. Du point de vue de la bourgeoisie, sa forme la plus pure est celle qui repose sur le suffrage censitaire qui donne une pure représentation de la bourgeoisie comme classe. Mais la lutte de classe du prolétariat, la revendication du suffrage universel l'a élargie, sans la dénaturer, et permet une représentation populaire. La classe ouvrière, les masses exploitées, par le truchement de leurs partis, étaient représentées au sein du Parlement bourgeois. Pour autant que l'impérialisme était en sa phase ascendante, dans les pays capitalistes dominants, dès lors, le système parlementaire devenait un système politique de domination de classe de la bourgeoisie d'une grande souplesse politique. Il acquérait l'insigne avantage de permettre une certaine représentation des masses. Au sein du Parlement, un certain arbitrage se réalisait entre les différentes couches de la bourgeoisie, le capital financier en formation restant la force dominante contrôlant en dernière instance tous les partis de la bourgeoisie. Les masses arrachaient par leurs combats des concessions au capital. Au Parlement, l'écho de leurs intérêts se faisait entendre et, dans ce cadre, les concessions qu'elles arrachaient étaient enregistrées.

Assouplissant les relations entre les classes, le parlementarisme permet, sans les supprimer, d'affaiblir leurs chocs contradictoires. Dans les dédales des renvois de commission en commission, le flot des revendications ouvrières disparaît souvent comme goutte d'eau sur le sable.

Longtemps, les partis de la classe ouvrière ont été exclus des Parlements. La classe ouvrière votait pour des libéraux ou des radicaux. Et c'est d'ailleurs en s'appuyant sur ce point que les staliens voudraient aujourd'hui justifier l'alliance avec les radicaux. Cela pose deux problèmes : d'une part, celui de l'état de développement, comme classe pour soi, de la classe ouvrière ; d'autre part, la question des relations entre cette constitution en classe et l'utilisation pour ce faire des cadres formels de la démocratie bourgeoise.

LA CLASSE OUVRIERE ET LE SUFFRAGE UNIVERSEL

Rappelons ici que la proclamation principale de Marx, dans la célèbre adresse à la Ligue de 1850 sur la révolution permanente, n'excluait pas les accords tactiques avec les représentants démocratiques de la petite bourgeoisie. Et c'est en vertu, précisément, de la constitution du prolétariat comme classe contre la société bourgeoise, en son sein même, qu'Engels appellera, dans les années 1880, avec Guesde, les travailleurs à voter au deuxième tour des élections pour les radicaux qui, à l'époque, combattaient pour la défense et l'extension des libertés démocratiques. Au premier tour, on se compte ; au second, on élimine.

Cette tactique, appliquée en France dans les années 1880, ne se comprend que par rapport à ce qu'était la III^e République, née de l'écrasement de la Commune de Paris. La bourgeoisie, dans ses couches dominantes, s'alliait avec les forces les plus réactionnaires, particulièrement la hiérarchie catholique, menaçant les institutions nécessaires au développement même du capitalisme.

Les radicaux de l'époque étaient un courant politique petit-bourgeois rassemblé sur le programme de 1869 de Gambetta : objectifs démocratiques bourgeois ; extension de la démocratie politique ; séparation de l'Eglise et de l'Etat ; instruction publique et laïque ; libertés syndicales ; droits sociaux.

La tactique du Parti ouvrier français de l'époque se comprend donc en fonction de ces circonstances et nous y reviendrons en examinant la naissance du Parti radical. Mais disons tout de suite que le courant radical allait très rapidement amputer son programme démocratique.

Utilisant la démocratie bourgeoise et contre elle, la classe ouvrière édifie ses organisations de classe : partis, syndicats, bourses du travail qui ne sont pas un prolongement de la démocratie bourgeoise, contrairement à ce que prétendent réformistes et staliniens. C'est ce que résume Trotsky dans l'article « Et maintenant ? ».

Pendant de nombreuses décennies à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire, cela est démontré en même temps que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière dans l'Etat bourgeois. C'est dans la création de telles bases que s'est exprimé le travail dans la II^e internationale à l'époque où elle remplissait encore un travail historiquement progressif.

Et c'est en partant de cette position qu'Engels aborde la question du suffrage universel. On lira ci-contre ce qu'il écrit à ce sujet dans la préface à « La lutte des classes en France ».

DE L'UTILISATION REVOLUTIONNAIRE DU SUFFRAGE UNIVERSEL

Engels, en cette matière, aborde ces problèmes comme il aborde tous les autres, en fonction du but : la révolution prolétarienne, la destruction de l'Etat bourgeois et de ses institutions. Pour lui, l'utilisation du suffrage universel est un moyen d'atteindre ce but. En aucune manière, sa position n'est « parlementariste », contrairement à l'interprétation qu'en donneront plus tard tous les révisionnistes. Les social-démocrates allemands, par exemple, ont transformé la pensée d'Engels en faisant du suffrage universel LE moyen d'émancipation de la classe ouvrière qui permettrait, prétendument, la conquête du pouvoir par la classe ouvrière et la transformation progressive de l'Etat bourgeois et de ses institutions en Etat populaire libre. Tronquant le texte d'Engels, ils le présenteront de telle sorte que celui-ci apparaisse comme un partisan à tout crin de la légalité bourgeoise. Pourtant, rien n'est plus clair ; il s'agit, après l'écrasement de la Commune de Paris, de la bataille pour les libertés démocratiques permettant la constitution du prolétariat en parti de classe ; il s'agit de la construction des syndicats. Le programme du Parti ouvrier, adopté au Congrès de Marseille, en 1880, l'affirmait déjà hautement.

Dans les considérants du programme électoral de défense et d'extension des libertés démocratiques, programme minimum, il affirmait :

Considérant :

Que cette appropriation collective [des moyens de production] ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en un parti politique distinct ;

Engels et le suffrage universel

« Depuis longtemps déjà, le suffrage universel existe en France, mais il était tombé en discrédit par suite du mauvais usage que le gouvernement bonapartiste en avait fait. Après la Commune, il n'y avait pas de parti ouvrier pour l'utiliser. En Espagne aussi, le suffrage universel existait depuis la République, mais en Espagne l'abstention aux élections fut de tout temps la règle chez les partis d'opposition sérieux. Les expériences faites en Suisse avec le suffrage universel étaient tout, sauf un encouragement pour un parti ouvrier.

« Les ouvriers révolutionnaires des pays romans s'étaient habitués à regarder le suffrage universel comme un piège, comme un instrument d'escroquerie gouvernementale. En Allemagne, il en fut autrement. Déjà le « Manifeste communiste » avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant, et Lassalle avait repris ce point. Lorsque Bismarck se vit contraint d'instituer ce droit de vote comme le seul moyen d'intéresser les masses populaires à ses projets, nos ouvriers prirent aussitôt cela au sérieux et envoyèrent Auguste Bebel au premier Reichstag constituant. Et, à partir de ce jour-là, ils ont utilisé le droit de vote de telle sorte qu'ils en ont été récompensés de mille manières, et que cela a servi d'exemple aux ouvriers de tous les pays. Ils ont transformé le droit de vote, selon les paroles du programme marxiste français, de moyen de défense qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation. Et si le suffrage universel n'avait donné d'autre bénéfice que de nous permettre de nous compter tous les trois ans, que d'accroître par la montée régulière constatée, extrêmement rapide, du nombre de voix, la certitude de la victoire chez les ouvriers, dans la même mesure que l'effroi chez les adversaires, et de devenir ainsi notre meilleur moyen de propagande, que de nous renseigner exactement sur notre propre force ainsi que sur celle de tous les partis adverses, et de nous fournir ainsi pour proportionner notre action un critère supérieur à tout autre, nous préservant aussi bien d'une pusillanimité inopportune que d'une folle hardiesse tout aussi déplacée — si c'était le seul bénéfice que nous ayons tiré du droit de suffrage, ce serait déjà plus que suffisant...

« Mais en utilisant ainsi efficacement le suffrage universel, le prolétariat avait mis en œuvre une méthode de lutte toute nouvelle et elle se développa rapidement. On trouva que les institutions d'Etat où s'organise la domination de la bourgeoisie fournissent encore des possibilités d'utilisation nouvelles qui permettent à la classe ouvrière de combattre ces mêmes institutions d'Etat. On participa aux élections aux différentes diètes, aux conseils municipaux, aux conseils de prud'hommes, on disputa à la bourgeoisie chaque poste dont une partie suffisante du prolétariat participait à la désignation du titulaire. Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale du parti ouvrier, des succès des élections que de ceux de la rébellion. »

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation (...).

Et l'appel à se désister au second tour pour des candidats radicaux qui, à l'époque, combattent pour l'extension des libertés démocratiques, c'est-à-dire des conditions politiques nécessaires au développement comme classe de la classe ouvrière contre la société bourgeoise, se comprend donc parfaitement à l'époque. Engels ne se faisait pas pour autant la moindre illusion sur les petits bourgeois radicaux. Il n'avait pas oublié les leçons de 1848, sa correspondance avec Lafargue le montre assez. Mais, il s'agissait d'abord et avant tout de permettre au prolétariat, en toute indépendance, de se constituer comme classe pour soi.

Très rapidement, la bourgeoisie utilisa la participation des partis ouvriers au Parlement. Tout en se servant des cadres formels de la démocratie bourgeoise pour la construction de ces foyers de démocratie prolétarienne que furent les syndicats, les mutuelles, les bourses, les clubs ouvriers, les dirigeants des partis ouvriers s'intégraient à la société bourgeoise. Ils en vinrent à présenter ces éléments de démocratie prolétarienne, ces droits, garanties, conquêtes, comme le produit de la démocratie bourgeoise elle-même.

La transformation de ces partis en partis ouvriers parlementaires s'opérait au fur et à mesure du renforcement du prolétariat. Le Parlement, avec la représentation des diverses couches et intérêts, faisait apparaître l'Etat comme l'Etat de toutes les classes, et obscurcissait la conscience de l'antagonisme des classes. Il imposait l'image d'un découpage politique du pays selon la géographie parle-

mentaire : de l'extrême-gauche à la gauche, du centre à la droite, ou à l'extrême-droite du président.

Le dégradé géographique se substituait à la division entre partis bourgeois et partis ouvriers. Et c'est cette géographie politique que les dirigeants ouvriers parlementaires transposaient dans le corps social, prétendant que réformes et conquêtes ouvrières n'étaient plus antinomiques à la société bourgeoise mais, au contraire, le plein développement de la démocratie bourgeoise parlementaire.

UN EXEMPLE : LE PARTI OUVRIER FRANÇAIS ET LE PARLEMENTARISME

Examinons comment cette question s'est posée dans le mouvement ouvrier en France et comment, petit à petit, l'adaptation à la société bourgeoise des sommets du mouvement ouvrier transforma l'outil de l'émancipation de la classe ouvrière par elle-même en parti ouvrier parlementaire, aboutissant au triomphe du ministérialisme pour tant condamné en parole.

Parti de classe, parti révolutionnaire se donnant pour tâche la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat et la destruction de l'Etat bourgeois, le POF rompt avec les broussistes « possibilistes » selon lesquels, eu égard aux conditions de développement de la production capitaliste conduisant au monopole, et le monopole conduisant à la régie, il ne serait plus nécessaire de préparer la révolution qui doit détruire l'Etat bourgeois pour assurer, par l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière, la socialisation des moyens de production.

Pour les partisans de Brousse, aller vers la régie était simple : il ne s'agissait alors que de convertir l'ensemble de la société en services publics, à partir de leur mise

sur pied et de leur extension, par les municipalités conquises au suffrage universel. De là, la demande de révision du programme du POF de la part des Broussistes qui, dès lors, s'engagent dans l'électoratisme et le socialisme municipal. Il faut, dit Brousse, appliquer « une politique des possibilités » :

Le temps du « tout ou rien » paraît passé... l'ancienne politique c'était le parquemet en écoles impuissantes, c'était la théorie, la rêverie, le désir, l'inaction. La politique nouvelle, c'est le grand parti ouvrier tenant toujours à l'intégralité communiste de son programme, inscrivant régulièrement sur son drapeau toute la somme d'idéal que la science permet de prévoir, mais se plaçant pour la lutte quotidienne sur le terrain de la possibilité, réalisant ainsi son idéal par morceaux.

La bataille s'engage au Congrès de Saint-Etienne entre réformistes et révolutionnaires, les Broussistes combattant les « agents de Marx ». Les Guesdistes quittent le Congrès et tiennent un congrès séparé du POF à Roanne, affirmant, dans un texte, la vocation révolutionnaire du POF.

Appelé par son ordre du jour à s'occuper du programme du parti, le Congrès national de Roanne confirme les décisions des Congrès de Marseille et du Maine, relativement à la nécessité de l'action électorale, mais uniquement comme moyen de propagande, d'organisation et de lutte.

Repoussant comme une trahison l'idée de « parlementariser » le parti ouvrier et de faire dépendre le salut du prolétariat de la conquête pacifique et graduelle du pouvoir municipal, ou législatif, le congrès maintient que pour l'expropriation de la classe capitaliste qui est notre but, il n'y a qu'un moyen, l'action révolutionnaire.

Si Engels approuve la scission, la considérant comme une nécessité, il n'est pas moins conscient du caractère sectaire et dogmatique

du POF, des Guesdistes. La phrase, souvent, l'emporte sur l'analyse, mettant le parti en dehors de la lutte de classe, de la lutte politique pratique. « Cependant, les gens du Congrès de Roanne ont besoin aussi d'une critique permanente et raide. La phrase révolutionnaire et la passion de réaliser quelque chose les enlèvent assez souvent », dit-il.

De fait, la pratique sectaire des Guesdistes, leur dogmatisme, qu'il s'agisse de la question syndicale ou de la lutte politique, singulièrement de la lutte pour les libertés démocratiques, va favoriser le développement des radicaux et, d'autre part, des courants réformistes au sein du mouvement ouvrier, comme elle favorisera et nourrira l'anarcho-syndicalisme.

Dogmatiques et opportunistes à la fois, leurs hésitations dans l'affaire Dreyfus, par exemple, vont permettre, au nom de la politique de « défense républicaine », une politique opportuniste qui favorisera la participation de Millerand au ministère Waldeck Rousseau, en 1899, nous allons le voir.

DES CONCESSIONS CHEREMENT PAYEES

Revenons sur ces 19 années de lutte du POF. Au fur et à mesure que se renforce le mouvement ouvrier, qu'il arrache droits et garanties à la bourgeoisie, à la mesure même des succès remportés par les Guesdistes dans les élections, le POF, qui maintient verbalement « l'orthodoxie marxiste », passe sur des positions opportunistes.

Les Guesdistes se révèlent incapables de définir et d'appliquer une politique de classe se manifestant sur tous les terrains et qui couvre tous les aspects de la vie sociale. Cette incapacité se combine aux affirmations sectaires. Ils considèrent le programme minimum com-

me un miroir aux alouettes et il n'est, bien entendu, pas vraiment nécessaire de combattre pour lui. Cela va aboutir, au fur et à mesure de leurs succès électoraux, à leur adaptation à l'Etat bourgeois, au nom de « la défense républicaine », de « la lutte contre la réaction », de « la concentration républicaine ». Mettant leur programme dans leur poche, nouant les pires alliances électorales, les Guesdistes finiront par soutenir les gouvernements bourgeois que dirigeront les radicaux, par soutenir en bloc un parti qui, depuis 1885, est un parti de gouvernement gérant les affaires du capitalisme.

Au nom des périls royalistes, militaristes, alors même que le POF s'est refusé à mobiliser le prolétariat dans l'affaire Dreyfus, affirmant que ça ne regardait pas le prolétariat et qu'il s'agissait d'une affaire interne à l'état-major, Constans, à Montluçon, affirme, en 1898 : « Si, du point de vue économique, nous sommes socialistes... nous sommes avant tout républicains. »

En parole, les guesdistes maintiennent une conception de classe de l'Etat. Dans les faits, ils passent, au nom de la « défense républicaine », à quelque chose de tout autre que la défense des libertés démocratiques : ils en viennent au soutien des gouvernements bourgeois radicaux, gouvernements de brigandage impérialiste qui ont fait leurs, par osmose avec le capital financier, les buts de l'impérialisme français en développement. Aussi après 1894, après le vote des lois scélérates contre la presse et le mouvement ouvrier, dont le prétexte avait été les attentats anarchistes, les guesdistes se font ultra-républicains. Ils soutiennent par leur vote le gouvernement radical homogène de Bourgeois. Au nom du fait que ce gouvernement facilitait le travail de propagande du parti, ils font bloc avec l'impérialisme.

D'un côté, le prolétariat arrachait des conquêtes à la bourgeoisie. De l'autre, le POF faisait concession sur concession à cette même bourgeoisie, et pas n'importe lesquelles.

Ces concessions à la bourgeoisie étaient chèrement payées par le prolétariat. Ainsi, au nom du soutien au ministère, les guesdistes voteront-ils contre l'abrogation des lois scélérates, sous prétexte de ne pas voter avec la droite, et ils s'abstiendront dans le vote des crédits pour le retour du corps expéditionnaire de Madagascar.

Au feu des succès électoraux, les guesdistes découvrirent la possibilité d'une victoire pacifique du socialisme. Le 11 février 1893, par exemple, le conseil national appelle, à l'occasion des élections législatives, à la « transformation par la voie du suffrage universel, de la république panamiste de l'heure présente en république sociale ». Foin donc de la théorie marxiste de l'Etat, le POF embouche les trompettes du radicalisme, du dépassement continu de la démocratie bourgeoise. Et, en application de cette nouvelle théorie, en vue de la préparation des manifestations du 1^{er} mai 1894, le conseil national donne au POF « comme premier objectif à son action... la conquête des pouvoirs publics par le suffrage universel ».

Peu à peu, disparaissent de sa propagande électorale certains thèmes. Pour élargir sa clientèle électorale, l'organe du parti, « Le Socialiste », de 1894 à 1898, emploie de moins en moins les termes de « classe », de « lutte des classes », de « révolution ». Sans parler de la « dictature du prolétariat » à laquelle les guesdistes ne se réfèrent presque jamais, comme s'ils n'avaient pas eu connaissance de « la guerre civile en France » et des leçons que Marx et Engels tiraient de la Commune. Peu à peu, rejetant les leçons de 1848, ils présentent le passage « pacifique » ou

« violent » au socialisme comme relevant de la bonne volonté de la bourgeoisie, et Jules Guesde en arrive à proclamer, dans un discours le 22 novembre 1895 : « C'est votre propre légalité qui vous tuera : elle nous suffit contre vous. » Curieux infléchissement de ce que di-

sait Engels !

Petit à petit, dans la pratique, le POF s'est transformé lui-même en parti parlementaire, et la différence est mince avec les courants réformistes, les indépendants où se retrouvent Jaurès et Millerand, les broussistes.

défense des libertés, "défense républicaine" et ministérialisme

La défense des libertés démocratiques est une des tâches les plus importantes du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières. C'est en les imposant et en les utilisant que le prolétariat a pu se constituer comme classe. De même, s'il est évident que les formes de la dictature de la classe bourgeoise sur la classe ouvrière ont un seul et même contenu, au-delà de leur diversité (exploitation de la force de travail par le capital), ces formes ne sauraient être indifférentes au prolétariat. Démocratie bourgeoise parlementaire, bonapartisme ou fascisme : ces formes diverses de domination de la classe bourgeoise sur le prolétariat ne sont pas identiques. Ce qui est en cause, c'est précisément la place du prolétariat organisé comme classe au sein de la société bourgeoise.

Les opportunistes confondent les embryons de démocratie prolétarienne au sein de la société bourgeoise et la forme développée qui nécessite la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois, y compris l'Etat démocratique parlementaire. Mais, par elles-mêmes, ces conquêtes ne règlent rien : elles n'émancipent pas le prolétariat et, chaque jour, celui-ci est obligé d'aller vendre sa force de travail.

Les staliniens, au cours de la troisième période, assimilaient ces conquêtes à la société bourgeoise.

Ils ont ainsi conduit le prolétariat allemand à la défaite, au nom du « social-fascisme ».

L'identification gauchiste des conquêtes ouvrières au sein et contre la démocratie bourgeoise, à la société bourgeoise elle-même, ne justifie pas son contraire, les fronts populaires, qui, reprenant à leur compte les théories réformistes selon lesquelles ces conquêtes sont identifiables à la démocratie bourgeoise, combattent la révolution prolétarienne au nom du maintien de l'ordre démocratique bourgeois à l'ombre duquel se prépare la pire réaction.

LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'AFFAIRE DREYFUS

Cette identification des libertés démocratiques, permettant au prolétariat de se constituer en classe au sein de la société bourgeoise, au parlementarisme a de lointaines origines. Les chefs ouvriers qui, dans le dernier quart du XIX^e siècle, se sont formés par osmose avec la société bourgeoise en bureaucratie, se faisaient déjà les lieutenants de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Au cœur de cette transformation : la question des libertés démocratiques, des libertés ouvrières, du droit d'organisation du prolétariat,

et leur rapport avec la république bourgeoise démocratique.

C'est comme conclusion de l'affaire Dreyfus, qui secoua la société bourgeoise dans ses institutions, que Millerand sera appelé au gouvernement par la bourgeoisie. Le débat sur le parlementarisme qui avait traversé les vingt années précédentes de constitution du mouvement ouvrier en France allait prendre une autre dimension pour la France et l'Internationale. Il s'agissait de répondre à la question : un parti ouvrier peut-il ou non participer à un gouvernement bourgeois ?

L'affaire Dreyfus allait être l'occasion de démontrer l'impuissance du radicalisme verbal du POF, que sous-tendait un opportunisme foncier. Contrairement à Jaurès et, au sein de son parti, à Laffargue, Guesde se situe au-dessus de la mêlée, au nom de la révolution prolétarienne. Cette attitude de refus de mobilisation des masses pour la défense des libertés démocratiques contre l'arbitraire militaire se double d'ailleurs dans la même période d'une attitude complètement opportuniste, parlementariste, de « défense républicaine ». La campagne électorale de 1898 que mène le POF, qui se refuse à mobiliser les travailleurs sur la question précise de la révision du procès, est axée en général sur le péril militaire, le péril antisémite, etc., mais d'une manière toute abstraite. Et, au lieu de déboucher sur la mobilisation du prolétariat sur son terrain pour la défense des libertés, elle est entièrement tournée vers l'électoratisme.

L'antimilitarisme de principe sert ici de couverture à l'abandon de la bataille concrète contre le militarisme, pour la révision du procès. Mieux, après la déception entraînée par les résultats des élections dans lesquelles le POF espérait un raz-de-marée en sa faveur, et alors qu'il avait commencé abstraitement à s'occuper de l'affaire,

le POF tourne de nouveau brutalement et lance en juillet une déclaration principielle, selon laquelle le prolétariat n'a que faire de régler les injustices particulières auxquelles, seule, la grande révolution mettra fin en faisant les comptes.

Les prolétaires, dit la déclaration du 28 juillet 1898, eux, n'ont rien à faire dans cette bataille, qui n'est pas la leur... Ils n'ont, du dehors, qu'à marquer les coups. Le POF ne saurait, sans duperie et sans trahison, se laisser un seul instant dévier de sa route, suspendre sa propre guerre. Le socialisme ne doit pas s'égarer dans des redressements de torts individuels, qui trouveront leur réparation dans la réparation générale.

Au nom de la révolution sociale, ceux-là mêmes qui s'adressaient aux travailleurs en leur disant qu'il ne fallait pas « laisser porter la main sur la république, cet instrument de votre émancipation », et s'en remettaient pour cela aux méthodes des radicaux bourgeois, se refusaient en même temps à mener la lutte pour la défense concrète des libertés démocratiques pour mobiliser les masses selon les méthodes de la classe ouvrière.

En septembre pourtant, les événements aidant, le POF amorce un tournant vers la mobilisation réelle des travailleurs. Si le Congrès de Montpellier refuse de prendre position sur le cas personnel de Dreyfus, il condamne clairement le nationalisme et l'antisémitisme, précisant

qu'il y a lieu pour le parti de faire toute l'agitation nécessaire autour des derniers scandales militaires, judiciaires et gouvernementaux, à l'effet de compléter l'éducation socialiste et révolutionnaire du prolétariat.

Corrolairement, pour mener cette bataille, le POF prend l'initiative en octobre de la création d'un « comité permanent de vigi-

lance », rassemblant les délégués des organisations et journaux socialistes, qui aura pour but de mobiliser l'opinion publique par des meetings et manifestations face aux menées militaristes du pouvoir. Mais, faute de poser clairement et publiquement la question principale : la permanence de l'organisation et de l'action indépendante du prolétariat, les guesdistes reculent, de peur d'être phagocytés par les autres organisations socialistes — indépendants, réformistes et anarchistes — leur laissant de fait le champ libre. L'ambiguïté sera maintenue dans le « Comité d'entente » qui, s'inspirant du discours réformiste de Millerand à Saint-Mandé trois ans plus tôt, adoptera une plate-forme permettant d'éviter tous les problèmes. Répondant à l'aspiration profonde des travailleurs à leur unité politique, contre la bourgeoisie, à l'aspiration à formuler un seul parti socialiste, le comité d'entente va, à l'inverse, être l'instrument de la politique de défense républicaine. Regroupant sept délégués de chacune des cinq organisations socialistes, le Comité d'entente déclare :

Ne peuvent être considérés comme socialistes que ceux qui acceptent au moins la transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat organisé et l'entente internationale des travailleurs.

MILLERAND ENTRE AU GOUVERNEMENT

Ici, sont absentes les leçons de 1848, la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois, les formules générales laissant la porte ouverte aux conceptions de Millerand, au passage pacifique au socialisme par la voie parlementaire.

La chute du gouvernement Loubet entraîne la formation d'un gou-

vernement de « défense républicaine », que présidera Waldek Rousseau. Millerand y entre comme ministre du Commerce.

Toute cette évolution s'est opérée au nom de la défense de la République, de la démocratie politique contre les dangers de restauration monarchique. Mais nous ne sommes plus en 1869, ni même au début des années 1880. Les lois laïques dans leur grande majorité ont été votées, le droit d'association est reconnu, partis et syndicats ouvriers se sont organisés contre la société bourgeoise dans le cadre même du parlementarisme. Les radicaux, autrefois courant petit-bourgeois d'opposition démocratique, participent au pouvoir depuis 1885. Ils ont, comme parti de gouvernement, totalement pris en charge la défense de la société bourgeoise, de l'Etat, de la propriété privée et, avec toute la bourgeoisie, fait front contre le mouvement ouvrier. Ils mènent, à la suite des opportunistes et contrairement au programme radical de 1869, la politique d'expansion coloniale. Dès ce moment, le sens de la « défense républicaine », quoi qu'en dise Guesde qui prétend ne pas être lié aux ministres radicaux, est la subordination de la classe ouvrière à l'Etat bourgeois et il est clairement donné par le soutien des guesdistes au ministère du radical Bourgeois, pour la défense duquel ils se sont refusés à l'abrogation des lois scélérates. Sur le fond, depuis des années dans la pratique, ils ne se distinguent guère de Jaurès, bien qu'ils en décousent verbalement tous les jours avec lui.

C'est pour ligoter le mouvement ouvrier et freiner l'action des masses que la bourgeoisie va appeler Millerand au pouvoir. La question religieuse doit permettre de réaliser cette unité « des gauches », masquant le caractère impérialiste et réactionnaire du gouvernement.

Tout cela, une fois encore, au nom de la défense de la République.

LA POSITION DE JAURES

Rappelons à ce propos ce que disait Trotsky de Jaurès :

Jaurès entre dans l'arène politique à l'époque la plus sombre de la III^e République, qui n'avait alors qu'une quinzaine d'années d'existence et qui, dépourvue de traditions solides, avait contre elle des ennemis puissants. Lutter pour la République, pour sa conservation, pour son « épuration », ce fut là l'idée fondamentale de Jaurès, celle qui inspira toute son action. Il cherchait pour la République une base sociale plus large, il voulait mener la République au peuple pour organiser par elle ce dernier et faire en fin de compte de l'Etat républicain l'instrument de l'économie socialiste. Le socialisme était pour Jaurès démocrate le seul moyen sûr de consolider la République, et le seul moyen possible de la parachever. Il ne concevait pas la contradiction qui reflète la rupture historique entre le prolétariat et la bourgeoisie démocratique.

Il voit dans le socialisme le prolongement de la démocratie politique bourgeoise. A la base de toute sa conception, il y a une vue de l'Etat profondément contradictoire avec le marxisme. Pour lui, l'Etat est le lieu d'équilibre entre les classes, il peut refléter l'une ou l'autre classe, être l'arbitre. Son rêve, c'est un Etat qui n'entraverait pas sa soldatesque contre les grévistes mais arbitrerait les conflits de classe, protégeant l'ouvrier de l'arbitraire patronal. « L'Etat », écrit-il dans « L'Armée nouvelle », n'exprime pas une classe, il exprime le rapport des classes, je veux dire le rapport de leurs forces. » L'Etat arbitre au dessus des classes, telle est la conception de Jaurès. Il peut être, comme apparemment, au service d'une classe ou d'une autre. Et c'est parce qu'il a cette conception que Jaurès ap-

prouve l'entrée de Millerand au gouvernement.

Il ne comprend pas que c'est au prolétariat que revient la mission de protéger les conquêtes historiques bourgeoises contre la bourgeoisie qui ne saurait faire autre chose que ce qu'exige le développement impérialiste du capitalisme. Non que, dans ces années, la question des libertés démocratiques ait été de peu d'importance ou que le prolétariat puisse être indifférent à la forme de domination de classe du capital et ne faire aucune différence entre la dictature ouverte et la démocratie parlementaire. Mais, précisément parce que ce qui est en cause du point de vue du prolétariat, c'est la possibilité pour lui de s'organiser d'une manière indépendante, contre la société bourgeoise, la défense des libertés démocratiques pour la classe ouvrière, ce doit être son affirmation indépendante.

LES BOLCHEVIKS FACE A KORNILOV

L'exemple de l'attitude du Parti bolchevique face au coup d'Etat de Kornilov montre, elle, clairement comment le prolétariat doit aborder cette question. Inconditionnellement, le Parti bolchevique a appelé les travailleurs à mener la lutte contre Kornilov, c'est-à-dire sans poser aucune condition au gouvernement Kérensky, pas plus qu'il ne s'engageait d'une quelconque manière par rapport à la politique de Kérensky. Il en appelait à l'action indépendante du prolétariat selon ses propres méthodes, sans se lier d'aucune façon aux méthodes de la démocratie bourgeoise, à la discipline du gouvernement Kérensky. Contrairement à ce qui firent les socialistes français à la fin des années 1890, il ne passa aucun accord de « défense républicaine », qui aurait lié les mains de la classe ouvrière et dont

la logique eût été la formation d'un gouvernement de défense face au danger militariste.

Le millerandisme ouvrait une phase nouvelle et décisive de l'évolution des partis ouvriers européens avant la guerre de 1914. La collaboration de classe avec la bourgeoisie subordonnait le prolétariat aux intérêts de celle-ci, ce que consacrait la participation de socialistes aux gouvernements bourgeois. Le tournant décisif qui allait conduire à la faillite de la II^e Internationale était pris. Au bout, les différents partis social-démocrates allaient prendre position aux côtés de leur bourgeoisie au cours de la première guerre impérialiste mondiale. Du gouvernement auquel Millerand participa aux côtés de Cavaignac, au gouvernement Viviani dans lequel Guesde et Albert Thomas devaient entrer en août 1914, il y a continuité. Ce sont ces vieilles guenilles politiques à peine reprises qui habilleront les fronts populaires nés, eux, en d'autres circonstances.

POUR MENER LA POLITIQUE DES NOSKE ET DES SCHEIDEMAN

Les « idées » et les « idéaux » des fronts populaires sont la reprise pure et simple des élucubrations réformistes qui ont surgi au cours et contre la lutte du prolétariat pour se constituer en parti politique distinct, en parti révolutionnaire. Mais il faut saisir le cadre dans lequel les fronts populaires reviennent à ces vomissements « théoriques » sur « l'Etat populaire », « l'Etat de tout le peuple », etc.

Ils y reviennent à l'époque de la crise de putréfaction du capitalisme, à l'époque où la société capitaliste a atteint un point de crise inévitable et où, très précisément, se pose pour la survie de l'humanité le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le problème de la révolution pro-

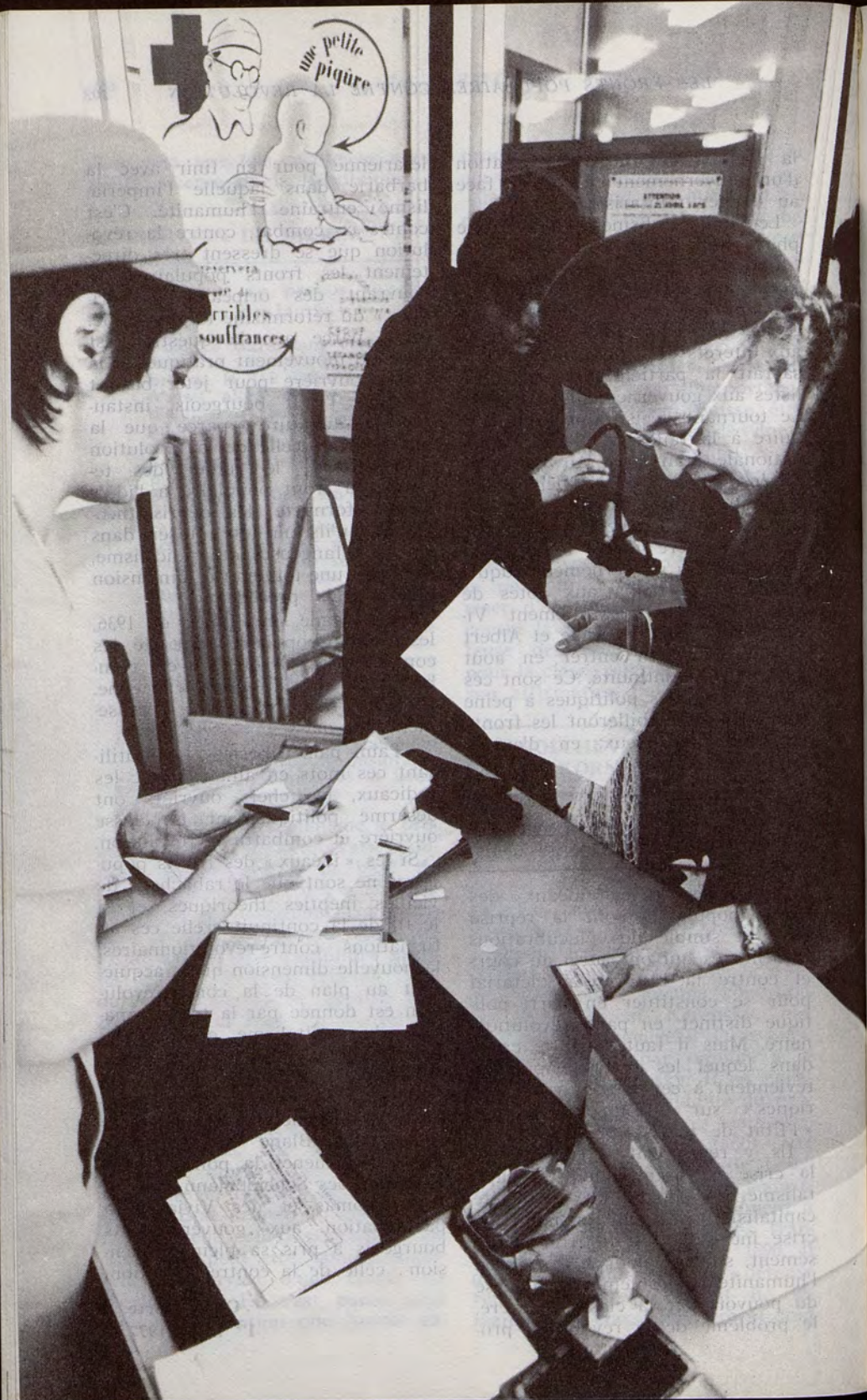
létarienne pour en finir avec la barbarie dans laquelle l'impérialisme entraîne l'humanité. C'est contre ce combat, contre la révolution que se dressent très directement les fronts populaires, se couvrant des oripeaux « théoriques » du réformisme le plus éculé. Mais, parce que la question est celle du mouvement pratique de la classe ouvrière pour jeter bas et détruire l'Etat bourgeois, instaurer sa dictature; parce que la question est celle de la révolution prolétarienne, le retour des tenants du front populaire à l'idéologie réformiste, les débris théoriques qu'ils ont été puiser dans les eaux fangeuses du radicalisme, prennent une toute autre dimension qu'au siècle précédent.

En Espagne, en France, en 1936, les Fronts populaires ont été les contre-feu par lesquels a été combattue la révolution prolétarienne. Ils ont frayé la voie à l'écrasement des masses.

« Pain, paix, liberté » : en utilisant ces mots en alliance avec les radicaux, les chefs ouvriers ont désarmé politiquement la classe ouvrière et combattu la révolution.

Si les « idéaux » des fronts populaires ne sont que le rabâchage de vieilles inepties théoriques, et si le fil de la continuité relie ces affirmations contre-révolutionnaires, la nouvelle dimension qu'ils acquièrent au plan de la contre-révolution est donnée par la transformation du capitalisme en impérialisme, réaction sur toute la ligne. Si les dirigeants des partis ouvriers qui prônent les fronts populaires vont chercher leurs idées chez Louis Blanc ou Bernstein, c'est pour mener la politique des Noske et des Scheidemann, des Albert Thomas et des Viviani. La participation aux gouvernements bourgeois a pris sa pleine dimension : celle de la contre-révolution.

César Corte,
1^{er} mars 1977.



POURQUOI ET COMMENT
LA BOURGEOISIE COMBAT LA SECURITE SOCIALE
ET LE DROIT A LA SANTE.
QUELLE POLITIQUE S'IMPOSE POUR LES DEFENDRE

le droit à la santé, la Sécurité sociale

des conquêtes sociales révolutionnaires

2° partie: impérialisme et conquêtes sociales

par Denis FOLIAS

Arrachés au cours de plus d'un siècle de luttes des classes, le droit à la santé et la Sécurité sociale ont atteint leur point le plus élevé en 1945, dans les conditions politiques analysées par Denis Folias dans la première partie de cet article.

Limitées dès cette période de la Libération par la politique des dirigeants ouvriers, battues en brèche de toutes parts par la bourgeoisie, et tout particulièrement par les gouvernements bonapartistes de la V^e République, ces conquêtes sociales, sans avoir été détruites, ont subi, en profondeur, des coups réels.

Leur défense, aujourd'hui, comme hier leur conquête, procède au premier chef de l'action révolutionnaire du prolétariat et est toujours un enjeu décisif de la lutte des classes. Quels en sont les grands problèmes politiques, telle est la question à laquelle Denis Folias s'attache à répondre dans la deuxième partie de son article.

les tendances de l'impérialisme et la résistance des masses

Le « Programme de transition » de la IV^e Internationale, rédigé en 1938 par Léon Trotsky, affirme que « les forces productives de l'humanité ont cessé de croître », que « les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques n'aboutissent plus

à un accroissement de la richesse matérielle ».

L'OCI, dans les thèses adoptées lors de son XVII^e Congrès, a établi que la densité sociale et politique du prolétariat se renforçait. Il n'y a nulle opposition entre ces deux

affirmations ; elles procèdent toutes deux d'une situation historique qui est, elle, profondément contradictoire.

UNE LUTTE DE CLASSES VIVANTE

L'impérialisme est le « stade suprême » du capitalisme, celui où il tend à porter à leur point ultime toutes ses contradictions, et à les exacerber toujours plus. La tendance générale de l'impérialisme, réaction sur toute la ligne, est celle de la remise en cause de tous les acquis sociaux, historiques, politiques des masses, et, plus généralement, de l'humanité elle-même. Le niveau et les conditions de vie et, en fin de compte, l'existence du prolétariat, principale classe productive de la société, sont eux-mêmes un enjeu de cette époque, qui ne peut se résoudre que dans l'alternative du socialisme ou de la barbarie. D'ores et déjà, le prolétariat a cessé de croître en nombre et en culture.

Dans les principaux pays impérialistes, la tendance permanente depuis plus d'un demi-siècle est à la stagnation, voire à la décroissance de la population productive à côté d'un accroissement important de la population totale, bien que le nombre des salariés ait largement augmenté. A l'intérieur de la population active, en France tout particulièrement, la paysannerie a vu ses effectifs réduits des deux tiers en cinquante années et le prolétariat productif stagner, alors que tous les secteurs « tertiaires », plus ou moins parasitaires, liés à la réalisation de la plus-value et non à sa production, augmentaient dans des proportions considérables.

Mais la lutte des classes est une lutte vivante. Le prolétariat mondial, les masses exploitées, les classes ouvrières de chaque pays résistent, combattent, arrachent des positions

politiques et sociales à l'impérialisme, qui deviennent autant de points d'appui dans leur lutte d'ensemble contre le vieux monde du capital et de l'exploitation. L'existence d'Etats ouvriers — malgré leur forme dégénérée ou bureaucratique, et au premier rang desquels l'URSS et la Chine occupent une importance considérable vu leur poids dans le rapport de force entre les classes à l'échelle mondiale — est un élément déterminant du poids politique du prolétariat dans la lutte des classes mondiale. Le fait que l'expropriation du capital en ces pays et l'organisation collective de la production aient abouti, entre autres conséquences, à l'augmentation gigantesque du prolétariat en nombre, comme en qualification et en culture, contrairement à la tendance générale qui prévaut dans les pays impérialistes, est une position décisive du prolétariat mondial.

Mais le renforcement de la densité sociale et politique du prolétariat ne se résout pas simplement à l'existence de ces pays. Dans chaque citadelle de l'impérialisme, dans les pays de la vieille Europe particulièrement, les classes ouvrières ont conquis positions et bastions face aux bourgeoisies nationales et à l'impérialisme qui, du point de vue de leur nature, sont des acquis historiques de la classe ouvrière mondiale, procédant du même mouvement que l'expropriation du capitalisme en URSS, en Chine, dans les pays de l'Est, etc., bien qu'ils se situent naturellement sur un autre plan.

Au premier rang de ces positions, il y a les conquêtes sociales du prolétariat, qui participent à sa constitution en classe au même titre que ses conquêtes politiques, son droit à l'organisation, la protection de ses acquis professionnels et culturels. son droit à l'instruction et au métier.

D'abord, parce que l'existence de ces conquêtes fonde la classe en classe pour soi, indépendante par

rapport à la bourgeoisie, renforce son homogénéité. Nous avons vu dans la première partie de cet article comment la lutte pour les différentes composantes du droit à la protection sociale, le droit à la retraite, à la santé, à la protection face aux accidents du travail, avait été partie complètement intégrante de sa lutte d'ensemble pour préserver son droit à l'existence. Nous avons vu comment les premières mutuelles ouvrières contenaient déjà les caractéristiques du syndicat, comment le mouvement ouvrier français avait inlassablement combattu pour leur obtention, comment s'interféraient profondément lutte pour le droit à la santé, à la Sécurité sociale, et lutte de classe tout court.

DES ACQUIS ANTAGONIQUES AUX BESOINS DU CAPITAL

Les conquêtes du droit à la santé, à la Sécurité sociale, sont donc d'abord pour la classe ouvrière des éléments de son existence en tant que classe indépendante. Mais leur obtention, puis leur extension à d'autres couches de la société — petite paysannerie, employés, différents secteurs de la petite bourgeoisie, etc. — lient à celle-ci toutes ces fractions de la population de plus en plus rejetées par l'impérialisme et vouées à la déchéance par le vaste mouvement de la prolétarisation (mouvement qui n'a cessé de se poursuivre depuis l'époque où nous avions vu, dans la première partie de cet article, comment Marx le définissait), et rapprochent leurs intérêts des siens, les solidifiant autour d'elle et renforçant ainsi sa densité et son poids politique et social dans la société.

La lutte historique du prolétariat donne toute leur dimension au droit à la santé, au droit à la Sécurité sociale. Ils ont été arrachés au capitalisme, à l'impérialisme, dans le combat vivant entre les classes. Mais ils

ont abouti à leur stade le plus élevé en 1945, à un moment où, si cette concession décisive était indispensable à la préservation de l'essentiel pour la bourgeoisie, c'est-à-dire avant tout la reconstruction de son pouvoir politique et de son Etat, elle était pourtant déjà directement antagonique avec ses besoins immédiats, ceux d'un impérialisme particulier, confronté à toutes les obligations de la concurrence internationale pour tenter de regagner sa place sur le marché mondial. Nous allons voir comment cette contradiction, pesante pour l'impérialisme français dès la Libération, est devenue de plus en plus insupportable pour lui et arrive aujourd'hui à maturité, dans le cadre des conditions politiques de l'agonie de la V^e République, où la bourgeoisie n'a pas les capacités politiques de frapper directement les masses, de se heurter de front à leurs conquêtes sociales, alors que c'est là maintenant un impératif indispensable pour elle.

Nous avons démontré dans la première partie de cet article que le prolétariat, en même temps que le taux d'exploitation continuait de s'accroître, pouvait augmenter malgré cela son standard de vie, arracher des conquêtes sociales, que la lutte pour la défense et l'extension de ses conquêtes et de son niveau général de vie se heurta de tout temps à la résistance acharnée du capital, mais que son simple maintien lui devient intolérable lorsque la marche à la crise se traduit par une accentuation de la tendance à la baisse du taux de profit. C'est maintenant de plein pied que nous sommes dans cette période. La putréfaction de tous les rapports sociaux dans la période impérialiste et le maintien des conquêtes sociales du prolétariat, dont le droit à la santé et la Sécurité sociale constituent des éléments parmi les plus importants, sont en eux-mêmes, par leur contenu, dans le développement des tendances générales de la lutte des classes, totalement contradictoires.

déjà, au temps du capitalisme ascendant

« L'industrie allemande, telle qu'elle était, avait toujours vécu à l'air frais de la libre concurrence. Comme elle était née la dernière, après celles d'Angleterre et de France, elle devait se limiter à combler de petites lacunes que ses prédécesseurs avaient laissé subsister et à fournir des articles qui étaient trop mesquins pour les Anglais et trop minables pour les Français, c'est-à-dire des produits constamment changeants qui se trouvent à l'échelle la plus basse de la fabrication, des marchandises médiocres et bon marché. (...) »

« Une telle industrie ne peut tenir sur des marchés neutres qu'aussi longtemps que le libre échange subsiste dans son propre pays. Si l'on veut que les étoffes allemandes, les métaux travaillés, les machines allemandes soutiennent la concurrence à l'étranger, il faut alors obtenir toutes les matières premières servant à fabriquer ces marchandises : fils de coton, de lin ou de soie, fer brut, fil de métal, et ce aux mêmes bas prix que les concurrents étrangers, soit de deux choses l'une : ou bien on veut continuer à exporter des étoffes et des produits de l'industrie métallurgique, et alors on a besoin du libre échange et l'on court le risque que ces industries travaillent les matières premières venant de l'étranger ; ou bien on veut protéger les filatures et la production de métal brut en Allemagne grâce à un système douanier, alors c'en sera bientôt fait de la possibilité d'exporter des produits constitués des matières premières que sont les fils et les métaux bruts. (...) »

« Prenons le fer. La période de la spéculation et de la production fiévreuse a gratifié l'Allemagne de deux usines (celle de l'Union de Dortmund et celle de Laura-Hütte), qui chacune, à elle seule, peut produire autant que l'exige en moyenne toute la consommation du pays. Ensuite, il y a encore les gigantesques usines de Krupp à Essen, des usines analogues à Bochum et d'innombrables autres plus petites. Ainsi la consommation de fer à l'intérieur est couverte au moins trois à quatre fois. Une telle situation exige, semble-t-il, absolument un libre-échange illimité qui seul pourrait assurer un débouché et des marchés à ce gigantesque excédent de production. Mais il faut croire que ce n'est pas l'avis des intéressés. (...) »

« Le prix de monopole imposé de cette façon aux consommateurs allemands permet aux fabricants de vendre à l'étranger l'excédent de leur production à des prix qui rebutent les Anglais eux-mêmes — et c'est le philistin allemand qui (soit dit en passant le mérite bien) en supporte l'addition. Dans ces conditions, les exportations allemandes redevennent possibles, grâce à ces mêmes protections douanières qui, aux yeux du large public allemand, doivent en apparence y mettre fin. »

« Voilà pour ce qui en est du fer. Il va de soi que ce beau système ne peut que différer à un peu plus tard l'inévitable faillite. Jusqu'à ce que les autres industries ne fassent tout autant — or elles ne ruineront pas la concurrence étrangère, mais leur propre pays. On a tout à fait l'impression de vivre dans un pays de fous. »

F. ENGELS

Le socialisme de M. Bismarck
L'égalité, 3 et 24 mars 1880

VERS L'INEVITABLE FAILLITE

Le capitalisme a pu céder face aux coups de boutoir du prolétariat pour arracher ses droits et ses conquêtes, en augmentant encore et toujours le taux d'exploitation, en révolutionnant la composition organique du capital et son rapport à la plus-value, et ces concessions, déjà antagoniques à sa soif démesurée d'extraction de la plus-value, pouvaient malgré tout être assimilées par lui.

Mais, dès la phase encore ascendante du capitalisme, la seule extraction de la plus-value n'avait de sens et d'intérêt que pour autant que cette plus-value puisse être réalisée sur le marché et transformée en profit, lui-même source et moteur de l'accumulation capitaliste. De la capacité pour les bourgeois, pour les monopoles se constituant à la fin du XIX^e siècle, de vendre et de réaliser cette plus-value, dépendait déjà leur propre survie.

Dans un texte de 1880, où Friedrich Engels analyse l'établissement du tarif douanier en Allemagne par Bismarck, présenté comme une « mesure sociale » par l'administration impériale, il explique déjà dans quelles contradictions inextricables se trouve le jeune capitalisme allemand pour produire et pour vendre, mais aussi comment il peut résoudre ces contradictions bien que, dit-il déjà, « ce beau système ne peut que différer un peu plus tard l'inévitable faillite ».

Nous publions ci-contre quelques extraits de ce texte, car ils fournissent une clé de méthode pour comprendre la situation d'aujourd'hui, à l'époque impérialiste où l'ensemble de ces contradictions sont arrivées à leur complet développement.

Le problème de la réalisation de la plus-value se pose aujourd'hui à l'échelle mondiale, sur un marché unifié par l'impérialisme comme un

tout, marché qui est, d'un point de vue général, complètement saturé : les différents impérialismes n'ont plus de « nouveaux débouchés » à conquérir.

L'IMPERIALISME DOIT SE RETOURNER CONTRE LES MASSES

Il n'est pas de notre propos de faire, dans le cadre de cette étude particulière sur le droit à la santé et à la Sécurité sociale, une analyse d'ensemble de l'impérialisme et de ses traits généraux, analyse que les lecteurs de « La Vérité » ont déjà trouvée à de multiples reprises dans cette revue, plus particulièrement sous la signature du camarade Stéphane Just.

Mais il importe de comprendre particulièrement que les principaux impérialismes secondaires, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, n'avaient que la faillite pour avenir immédiat. Ils y ont échappé par la capacité de l'impérialisme américain de les remettre en selle, capacité qu'il n'a d'ailleurs lui-même pu réaliser que sur la base d'un développement gigantesque du parasitisme.

Cet équilibre tend aujourd'hui à se disloquer. A l'échelle mondiale, comme pour chaque impérialisme, il est de plus en plus difficile de faire du profit et de le réaliser.

Pour essayer de continuer à y parvenir, l'impérialisme français, à l'instar des autres principaux impérialismes européens, n'a qu'une solution, se retourner contre les masses pour tenter de leur faire supporter les conséquences de sa propre faillite, pour remettre en cause leurs salaires, leur niveau de vie, leur instruction, leurs acquis et leurs conquêtes, le droit à la santé, à la protection de la vieillesse, à la Sécurité sociale. Nous verrons plus loin en détail comment ces nécessités non seu-

lement se heurtent à la résistance tenace et acharnée des masses, mais comment la bourgeoisie est amenée à prendre, en fonction des rapports de force réels entre les classes, des mesures parfois complètement contraires à ses propres intérêts.

Mais il convient de bien saisir ici que toutes les tentatives de la bourgeoisie pour remettre en cause le droit à la santé et la Sécurité sociale ont un lien commun avec toutes celles qu'elle tente d'imposer aux masses pour essayer de leur faire accepter les conséquences de sa propre faillite, que ce qu'elle cherche partout, c'est regagner sur le prolétariat une partie du capital variable, c'est réduire « la consommation des ménages », pour reprendre son expression. Cette politique réactionnaire, ayant pour objectif dernier la destruction pure et simple des conquêtes sociales, s'inscrit dans un cadre d'ensemble, celui de la tentative généralisée de remise en cause de tous les acquis du prolétariat, tentative dont l'instauration d'une politique des revenus, la liquidation des références au métier et à la qualification des travailleurs (classifications par niveaux), le démantèlement de l'école et de l'instruction, le chômage et la mobilité de la main-d'œuvre sont autant de traits caractéristiques.

Les tentatives de la bourgeoisie de porter des coups au droit à la santé, aux acquis médicaux de la société, à la Sécurité sociale ne sont pas des phénomènes isolés, ils procèdent de toute une tendance générale de l'impérialisme, celle de la remise en cause et, à terme, de la destruction de toutes les conquêtes arrachées par les masses laborieuses qui tendent, elles aussi, à se confondre toujours plus aux besoins généraux de l'humanité tout entière.

Si donc, la défense de la Sécurité sociale et du droit à la santé sont des éléments d'un ensemble, la défense générale des acquis de la classe ouvrière, ils y occupent néan-

moins une place particulière. La haine maintes fois répétée du patronat pour la Sécurité sociale, et parfois dans les termes les plus brutaux, a une raison fondamentale, le coût de la santé, et donc les institutions qui la garantissent est infiniment trop onéreux pour le capital. Le besoin évident de la population à la santé et à la protection sociale est incompatible, à terme, avec la perpétuation du régime du profit.

QU'EST-CE QUE « LE SALAIRE DIFFERE » ?

Cela nous amène à revenir ici sur une question fondamentale que nous avons déjà rencontrée — sans la traiter au fond — dans la première partie de cet article, celle du financement de l'institution de Sécurité sociale, celle de la nature des cotisations sociales, et y compris la question de la « cotisation ouvrière ».

Le financement actuel de l'institution, en France, est exclusivement assuré par des cotisations assises sur les salaires, totalement à la charge de l'employeur en matière d'accidents du travail et de prestations familiales, à la double charge de l'employeur et du salarié en ce qui concerne l'assurance-maladie et l'assurance-vieillesse.

Voilà ce que dit le droit. Mais quelle est la nature de ces cotisations, à quoi correspondent-elles ? Y a-t-il une différence entre leur part dite « patronale » et l'autre composante, dite « part ouvrière », prélevée directement sur le bulletin de salaire et dont personne ne conteste en l'occurrence qu'elle ne soit une fraction du salaire ouvrier.

La part patronale est une obligation qui s'impose à l'employeur, et qu'il doit verser régulièrement à la Sécurité sociale proportionnellement au montant du salaire qu'il paye au travailleur. Elle limite d'autant le montant de la plus-value extraite du travail salarié, et elle est un élément

du capital variable, sa part indirecte ; de là l'expression employée à juste titre par le mouvement ouvrier, de « salaire différé ».

A l'origine de l'histoire ouvrière, les travailleurs d'une usine, d'une ville, d'une corporation centralisaient en commun une part de leurs salaires pour exercer la solidarité ouvrière, dans une mutuelle, dans une société de secours, etc.

La lutte des classes du prolétariat a abouti, en plus d'un siècle de combats acharnés, que nous vîmes dans la première partie de cet article, à unifier pour toute la classe le montant de cette part de son salaire que chaque travailleur ne percevait pas directement et qui lui ouvre ainsi, par le jeu de la solidarité ouvrière collective, le droit aux multiples prestations de Sécurité sociale, contreparties de cette part de son salaire qui est centralisée dans la Sécurité sociale, de la même façon que par les ouvriers du XIX^e siècle dans leurs mutuelles ou sociétés de secours, mais à l'échelle de toute une classe, dans une institution unifiée pour toute une classe. Que l'intermédiaire du versement soit le patron ne change rien à la nature des cotisations sociales, elles sont une fraction du capital variable et, dans le plan comptable général qui règle la comptabilité des entreprises, un seul compte de charges, le compte 61, comprend « salaires et charges sociales » qui forment un tout au niveau de la valeur des marchandises produites.

Aux termes de la législation française actuelle, chaque travailleur cotise à la Sécurité sociale sous la forme de la fraction différée du salaire, sur environ 40 à 45 % de son salaire total, dont presque 20 % au titre de la seule Assurance maladie. Telle est la masse financière énorme que gère la Sécurité sociale ; c'est bien de l'argent des travailleurs dont il s'agit.

Deuxième caractéristique d'importance, l'Etat, en dehors d'une taxe

minime sur les alcools dont l'importance financière est quasiment nulle, ne participe pas aux ressources de la Sécurité sociale. Les deux budgets, celui de la Sécurité sociale et celui de l'Etat, sont donc indépendants. Le régime de protection sociale des travailleurs n'est pas financé par l'impôt mais par cette fraction différée du salaire, centralisée dans une institution indépendante, dont le droit dit d'ailleurs qu'elle est une « institution privée qui gère un service public ».

Cette indépendance financière de l'institution est la garantie — battue en brèche de toutes parts, mais encore aujourd'hui préservée quant à l'essentiel — que chaque salarié, ayant versé régulièrement une partie de son salaire à cette institution, a droit en contrepartie à ses prestations. C'est le principe de la solidarité ouvrière qui fonde toujours l'organisation financière de la Sécurité sociale, c'est le principe défendu en 1820 par l'ouvrier gantier de Grenoble que nous citons dans la première partie de notre article :

« Celui qui ne reçoit pas aujourd'hui peut recevoir demain. Les droits sont tous égaux, nulle autre différence que celle des malheurs ; celui qui se trouve favorisé par la fortune peut s'en voir abandonné ; alors ses droits sont indiscutables et ce qu'il a fait pour ses frères doit être fait pour lui (...) Parce que celui qui reçoit ne reçoit rien de personne, c'est sa propriété qu'on lui remet, c'est son bien qu'il dépense, il ne doit aucun remerciement, le contrat est réciproque. »

LA COTISATION « OUVRIERE »

Reste la question de la cotisation dite « ouvrière ». Elle est évidemment, de par sa nature, partie intégrante du salaire différé et, à l'intérieur du capital variable, un transfert de « cotisation patronale » à

« cotisation ouvrière » ne modifie pas la composition organique du capital.

Qu'elle soit pourtant versée par le patron ou prélevée sur les salaires directs n'est pas indifférent et renvoie au débat entre Guesde et Jaurès (voir « La Vérité » n° 574 — pp. 66-67), à celui entre la CGT et CGT-U (idem — pp. 72 et 73). Jaurès, en 1910, défend le principe d'une cotisation ouvrière prélevée sur le salaire direct, car, dit-il, ce sont les ouvriers qui ont ainsi organisé leurs premières mutuelles, et les mineurs qui ont demandé aux parlementaires socialistes une loi en ce sens. L'argument est historiquement juste, et très fort. Ce n'est d'ailleurs plus exactement le même que Blum emploie, quand il affirme en 1930 que, de l'existence d'une cotisation prélevée sur le salaire direct, découle le droit des ouvriers à la gestion des caisses. Il y a là début de falsification. Ce qui fonde imprescriptiblement le droit des ouvriers et des travailleurs à la gestion de leurs caisses, c'est qu'il s'agit de la gestion d'une fraction du capital variable, d'une partie supplémentaire de leur salaire qu'ils ont arrachée à l'employeur par leur lutte de classe et qu'ils ont décidé de centraliser en commun. C'est l'expression d'un rapport de forces général entre les classes.

La référence faite par Jaurès à la position des mineurs est encore liée à une période de la lutte des classes où le prolétariat n'a pas atteint la capacité d'imposer cette conquête à toute la classe capitaliste et s'organise dans des mutuelles particulières. La Sécurité sociale — et même les Assurances sociales de 1930 avec toutes les graves insuffisances que nous avons relevées précédemment — représente un niveau infiniment plus élevé d'organisation collective de la classe, qui dépasse complètement même s'il y plonge toutes ses racines, la période des premières sociétés de secours et fraternelles.

C'est sur le champ de la lutte des classes, par la capacité du prolétariat de maintenir et d'augmenter son salaire direct tout en imposant le salaire indirect, que se règle la question de la cotisation ouvrière. En 1945, la première ordonnance prévoyait que le prélèvement sur les salaires directs (cotisation « ouvrière ») serait retransféré sur la charge patronale sans diminution du salaire direct (ce qui n'eut pas lieu à cause de la politique des dirigeants ouvriers et de leur division sur cette question), ce qui aurait correspondu de fait à une augmentation générale du capital variable.

L'argument selon lequel le travailleur devrait accepter un prélèvement ouvrier — aujourd'hui — sur son salaire direct pour avoir le droit de revendiquer la gestion de ce qui est de toute façon son bien, une fraction du capital variable, son salaire différé, procède purement et simplement du réformisme et de la volonté de collaboration de classes.

UNE MASSE FINANCIÈRE GLOBALE QUI APPARTIENT AU PROLETARIAT

Le dernier point que nous abordons sur cette question est lui aussi d'une grande importance. Le salaire différé de la classe ouvrière, fraction du capital variable, en représente sa partie mise en commun, « collectivisée » si l'on peut dire, dont la défense par le prolétariat est d'abord le produit de sa force politique d'ensemble face à la bourgeoisie et ne dépend pas de telle ou telle lutte particulière, dans une entreprise, une corporation, etc.

L'existence même de l'institution est ainsi un élément de constitution de la classe en tant que telle, comme une puissance politique homogène face à la bourgeoisie. Les prestations sociales dont bénéficient les travailleurs, à l'inverse de leur salaire direct, ne correspondent pas

pour chacun d'eux à une production particulière déterminée, mais sont prélevées sur une masse salariale financière globale dont la bourgeoisie, parce qu'elle n'a pu réussir à la ré-individualiser, contrôle moins bien la progression.

La Chambre patronale des métallurgistes, l'UIMM, a publié en 1976 une étude sur les salaires de 1975 et, tout en lui laissant évidemment la responsabilité de ses chiffres, il est significatif de constater que, si elle évalue à 17 % l'augmentation globale des charges salariales de la métallurgie, elle les décompose en 14,5 % quant à l'augmentation de la masse des salaires directs et près de 20 % pour les cotisations sociales et de Sécurité sociale.

La lutte permanente de la classe ouvrière pour son salaire différé ne se déroule pas de façon atomisée, morcelée, mais au niveau global, en s'appuyant sur le rapport de forces général entre les classes. La bourgeoisie maîtrise moins bien la fraction « collectivisée » du capital va-

riable que sa fraction individuelle, les salaires directs.

Telles sont donc les formes principales sous lesquelles s'exprime cette contradiction majeure : la décomposition de plus en plus réactionnaire du mode de production capitaliste tendant à remettre en cause toutes les conquêtes sociales de la classe ouvrière, acquis aujourd'hui les plus progressistes de la société humaine, et l'existence de vastes institutions codifiant et garantissant ces conquêtes arrachées dans le combat entre les classes, soudant la classe ouvrière comme un bloc face au pouvoir du capital, institutions de plus en plus insupportables pour les besoins de ce dernier.

Sur le champ des affrontements politiques, des grèves et des actions de classe, revenons maintenant en arrière et regardons comment, depuis 1945 et la constitution de la Sécurité sociale, celle-ci n'a cessé d'être un enjeu déterminant de la lutte des classes.

dès 1945, limites et concessions des dirigeants ouvriers

Nous avons analysé, dans la première partie de ce travail, ce que représente la date de 1945 pour la Sécurité sociale, les conditions politiques d'ensemble et le rapport de forces entre les classes qui prévalent à son institution.

Tout en en dégageant l'immense portée pour la classe ouvrière, nous avons déjà pourtant relevé les limites, les concessions faites à la bourgeoisie par les appareils dirigeant la classe ouvrière. Regardons maintenant d'un peu plus près ce que furent ces limites car, nous allons le voir, elles seront plus tard autant de bases pour le patronat français

dans sa politique permanente de reconquête.

LE PROGRAMME DU CNR... CONTRE LES PLANS DE LA CGT CLANDESTINE

Les « spécialistes » de la Sécurité sociale ne manquent jamais de citer le programme du Conseil national de la Résistance (CNR), les idées « généreuses de la Résistance » comme à l'origine du plan français de 1945. Mais si l'on cherche attentivement dans le programme du CNR

adopté à Londres début 1944, on ne trouvera sur la Sécurité sociale que l'affirmation, peut-être généreuse, mais non moins fort vague, de la nécessité d'un

« plan complet de Sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat ».

Pourtant, en 1943, la CGT unifiée avait élaboré, sous la plume du militant réformiste Georges Buisson, dont on se rappelle qu'il joua un rôle important en 1930 lors du vote de la première loi d'Assurances sociales, un premier plan d'ensemble de Sécurité sociale qui était, lui, infiniment plus précis, et qui prévoyait toute une série de mesures sans équivoques, la couverture de l'ensemble des risques par un système unique, la gestion intégrale par les assurés (à l'inverse du programme du CNR), la gratuité complète des soins, etc. Qu'advint-il donc pour que ce plan de la CGT clandestine se transforme en quelques lignes, celles citées plus haut, et qui sont aujourd'hui les seules à être reconnues officiellement comme exprimant « les idées généreuses de la Résistance » ?

Le plan élaboré par Georges Buisson fut soumis à l'Assemblée consultative d'Alger fin 1943, et y fut repoussé. Les partis ouvriers qui siégeaient déjà à cette assemblée, dans le droit fil de leur politique de collaboration de classes, venaient de capituler devant de Gaulle. Et lorsque, à l'automne 1944, une délégation de la CGT rediscute avec le même de Gaulle — alors président du « gouvernement provisoire de la République française » (GPRF) — un second plan détaillé, celui-ci s'y oppose au nom de l'intérêt national. Deux ministres PCF et cinq ministres SFIO sont membres de ce gouvernement...

Entre-temps, en mars 1944, est né le « Programme du CNR », présenté par les partis ouvriers comme celui de la reconstruction nationale, programme dont le contenu général sert de base à de Gaulle pour s'opposer aux textes successifs de la CGT. En matière de Sécurité sociale, comme dans bien d'autres domaines, le programme du CNR apparaît pour ce qu'il est, même s'il contient des concessions aux aspirations des masses, un programme contre-révolutionnaire.

Pendant la puissante vague révolutionnaire de 1944-début 1945, c'est un corset interdisant aux masses la réalisation des mots d'ordre authentiquement prolétariens qui surgissent du cœur même de leur lutte de classe.

Contradiction qui ne nécessite probablement guère de commentaires supplémentaires quant à la politique des dirigeants réformistes et staliens, le même Georges Buisson, qui voit les plans de Sécurité sociale élaborés par lui au nom de la CGT repoussés du pied par de Gaulle, siège pourtant au titre de la Confédération au sein de l'Assemblée consultative...

MRP, SFIO, PCF ET UNITE DE LA SECURITE SOCIALE

Quand l'Assemblée consultative se saisit, en juin 1945, du problème de la Sécurité sociale, sur le champ des affrontements de classes, l'essentiel a déjà été tranché : la bourgeoisie, pour les raisons que nous avons expliquées dans la première partie de cet article, sait qu'elle devra faire d'immenses concessions. La seule chose qu'elle puisse entreprendre, c'est de les limiter au maximum.

Elle concentre alors sa force politique essentielle, le MRP, contre l'unité de gestion de la Sécurité sociale, contre la Caisse unique, et combat dès l'origine pour l'autonomie des Caisses d'Allocations fami-

liales. Si elle réussit, elle aura marqué un point important.

Elle étaye son argumentation sur les origines historiques des Allocations familiales, créées par la fraction « sociale » du patronat, pour ses objectifs natalistes, dans des Caisses de compensation sur lesquelles le patronat français avait toujours estimé détenir un droit divin de gestion et de direction.

Ambroise Croizat, dirigeant du PCF, alors président de la Commission du Travail et des Affaires sociales avant d'être ministre du Travail, et que le PCF présente comme le fondateur de l'institution, prend, dès les premiers débats, une position pour le moins ambiguë.

Il s'oppose en principe à l'autonomie des Caisses d'AF et... propose que l'on consacre quand même leur « originalité » en ramenant de deux tiers à la moitié la proportion de représentants des travailleurs dans les conseils d'administration de ces Caisses !...

Bien plus, il accepte que l'ordonnance du 4 octobre 1945, qu'il présente conjointement avec G. Buisson devant l'Assemblée consultative, consacre leur indépendance, à titre provisoire, il est vrai.

Mais ce provisoire n'a pas fini de durer... Dès 1946, le MRP attaque brutalement leur trop grande dépendance à l'égard des autres risques de la Sécurité sociale, et fait admettre leur autonomie. Henry Raynaud, autre dirigeant stalinien d'importance, alors président de la Fédération nationale des organismes de Sécurité sociale (FNOSS), déclare le 3 décembre 1946 qu'il est prêt à accorder l'« autonomie administrative et financière à une branche « Allocations familiales » organisée au sein de la FNOSS », position qui prendra la forme de la création d'un organisme autonome un mois plus tard, l'Union nationale des Caisses d'Allocations familiales (UNCAF), celle-ci devant survivre jusqu'aux ordonnances de 1967.

Et, lorsqu'en 1948, la bourgeoisie présente, par la voix de M. Cayeux et des députés MRP, une proposition de loi consacrant définitivement l'autonomie de la branche AF, elle ne rencontre plus aucun adversaire dans les commissions du Travail, de la Sécurité sociale et de la Santé publique. Ce texte, qui deviendra la loi du 21 février 1949, est adopté à l'unanimité (« JO » : séance du 20.XII.1948) par l'ensemble des députés, y compris ceux du PCF et de la SFIO. Le « provisoire », admis par Ambroise Croizat en 1945, a maintenant force de loi.

TROISIEME COMPOSANTE : HIER LE TRIPARTISME, AUJOURD'HUI L'UNION DE LA GAUCHE

Cette première division des risques de la Sécurité sociale, sur laquelle de Gaulle s'appuiera à fond en 1967 pour ses ordonnances contre l'institution, a donc une histoire, qui n'est pas celle que l'on raconte partout.

De fait, les premières années de la IV^e République sont marquées par des débats incessants sur la Sécurité sociale, car le MRP attaque continuellement les acquis de 1945. Il le fait avec succès sur la question des Caisses d'Allocations familiales. Il le fait en 1948, toujours avec succès, sur la question des régimes particuliers et indépendants dont l'autorisation légale s'oppose directement à l'ordonnance de 1945 qui prévoyait leur intégration au régime général, le maintien de tous les avantages particuliers et l'alignement des régimes les moins favorables sur les meilleurs. La loi de 1948, qui consacre l'indépendance de tous ces régimes, participe ainsi puissamment à l'émiettement de l'ensemble du système de protection sociale.

Au moment du vote de cette loi,

le tripartisme...

« En 1949 l'accord donné par le ministre du Travail à l'octroi aux employés des caisses d'une prime de vacances faillit entraîner la chute du cabinet Queuille. Au cours des débats de l'Assemblée du 21 juillet 1949, le gouvernement avait rejeté des revendications syndicales tendant à l'octroi d'une prime de vacances à tous les salariés. Il admettait la possibilité de conventions collectives prévoyant le paiement de telles primes, pourvu que la branche d'activité ou l'entreprise intéressée puissent les verser, sans pour autant augmenter leurs prix. Le 26 juillet 1949, la coalition gouvernementale fut divisée sur l'octroi par M. Mayer (S.F.I.O.), ministre du Travail, de primes de vacances au personnel des caisses de Sécurité sociale. M. Mayer, défendant sa décision, invoqua l'autonomie des caisses et déclara qu'en qualité de ministre du Travail et de la Sécurité sociale, il était tenu ou de confirmer leurs décisions ou de refuser son consentement, si ces décisions n'étaient pas conformes à la loi ou aux règlements administratifs. Un accord était intervenu entre la F.N.O.S.S. et l'U.N.C.A.F., représentants employeurs de la Sécurité sociale à l'échelon national, d'une part, et les représentants de tous les employés syndiqués (C.G.T., F.O. et C.F.T.C.), de l'autre, et M. Mayer avait donné son consentement à l'octroi de primes de vacances et d'autres avantages prévus au profit des employés de la Sécurité sociale. Cette attitude souleva les protestations du M.R.P. et des Indépendants, et M. Queuille dut intervenir, afin d'éviter une scission dans sa majorité.

« Le M.R.P. faisait valoir que le taux des cotisations recou-

dutés PCF et SFIO laissent le champ libre à la droite classique et au MRP. En contradiction complète avec les intérêts des travailleurs, y compris même avec la lettre de l'ordonnance du 4 octobre, ils s'abstiennent.

Le MRP, encore avec succès, appuie, avec toutes les autres formations de droite, les positions réactionnaires du corps médical qui prétend s'opposer au non-paiement direct par le malade du médecin et du pharmacien (tiers payant) et donc au remboursement complet du praticien par les caisses, et obtient ainsi le rejet d'une des mesures les plus indispensables prise par l'ordonnance du 4 octobre, la gratuité complète de soins qui va, elle aussi, être « provisoirement » abandonnée.

Voilà donc ce qu'est le MRP, troisième composante du tripartisme que les dirigeants du PCF et de la SFIO imposent au prolétariat français à la Libération. Voilà ce que sont et ce que font les partenaires bourgeois des partis ouvriers-bourgeois lorsque ceux-ci les légitiment, au nom de l'Union nationale, de l'Union du peuple de France, ou... de l'Union de la gauche.

Nous citons ci-contre l'historien américain Henry C. Galant sur le rôle du MRP en 1949, contre le personnel des caisses de Sécurité sociale, en précisant effectivement que le gouvernement Queuille faillit être mis en minorité sur la question de la prime de vacances du personnel, soutenue par le ministre SFIO Mayer, l'opposition étant constituée en l'occurrence, et malgré les contorsions verbales de Jacques Duclos, par toute la droite, le MRP et... les députés du PCF. Et précisons, ce que Galant ne fait qu'imparfaitement, que le vote de confiance n'eut pas lieu sur la question générale des primes de vacances, mais bien sur celle très précise de la prime de vacances du personnel des caisses de Sécurité sociale.

PUISSANCE DU PROLETARIAT - AOUT 1953

Bataille politique donc, autour de cette conquête fondamentale de 1945, bataille dans laquelle on voit la bourgeoisie réussir à imposer des limites réelles à ce qui est conquis comme produit direct de la puissante vague révolutionnaire de 1945, mais qui est à ce moment marquée par deux caractéristiques essentielles.

La première est que la bourgeoisie, de par sa force intrinsèque dans les années qui suivent la Libération, ne peut rien d'autre que ce que les dirigeants des partis ouvriers traditionnels « autorisent », sinon organisent eux-mêmes, au nom de l'alliance avec de Gaulle, au nom du tripartisme avec le parti bourgeois MRP, au nom de la politique d'union sacrée avec le capital et ses représentants.

La deuxième est qu'il s'agit bien alors de limites et non encore, au sens profond du terme, de reconquête. Le prolétariat campe avec force sur ce qu'il a arraché, et son attachement au contenu comme à la forme des institutions de la Sécurité sociale interdit au patronat, jusqu'au début des années 1950, d'envisager une remise en cause d'ensemble du droit à la Sécurité sociale et d'un de ses corollaires les plus importants pour les masses, l'immense possibilité qu'il ouvre au droit à la santé.

Fait hautement significatif, que nous avons déjà signalé dans les conclusions de notre première partie, la grève générale d'août 1953, avec toute l'importance décisive qu'elle eut en France et sur le plan international, trouve sa source — même si celle-ci fut rapidement dépassée — dans la volonté farouche de la classe ouvrière de s'opposer à toute remise en cause de ses conquêtes sociales, les décrets-lois Laniel menaçant en effet directement le

... contre la classe ouvrière

vrées et des prestations versées par la Sécurité sociale était fixé par le Parlement et que tout accroissement des frais de gestion entraînerait une réduction des fonds disponibles pour le service des prestations ; par conséquent il fallait prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter une augmentation de ces frais. Le président du Conseil, M. Queuille, admit ce point de vue sans réserve et déclara qu'un projet de statut du personnel des organismes de Sécurité sociale serait soumis à l'Assemblée sous peu. MM. Paul Reynaud et Raymond Triboulet, députés indépendants, s'attaquèrent plus directement à la prime de vacances accordée aux employés de la Sécurité sociale qui, selon eux, bénéficiaient déjà d'une position privilégiée parmi les travailleurs français.

« M. Queuille demanda un vote de confiance, car la chute du gouvernement à la veille des vacances parlementaires aurait eu des conséquences graves. Le gouvernement recueillit une majorité précaire de 3 voix (289 contre 286).

« L'on trouvait dans l'opposition les communistes, les indépendants, le P.R.L. et le R.G.R. M. Jacques Duclos déclara juste avant le scrutin que son parti voterait contre le gouvernement non parce que M. Mayer avait approuvé la prime des employés de la Sécurité sociale, mais parce que cette prime n'avait pas été accordée à tous les travailleurs, tandis que M. Triboulet et ses collègues voteraient contre le gouvernement à cause de primes accordées aux employés de la Sécurité sociale. » (J.O., n° 88, Débats, p. 5522.)

Henry C. GALANT

régime de retraite des fonctionnaires — et étant à l'origine de la grève générale.

Et s'il fallait encore une conclusion à ce bref exposé d'une période vitale de l'histoire du droit à la santé et à la Sécurité sociale, nous laisserions l'historien Henry C. Galant la tirer en précisant que « l'Administration », c'est d'abord la Commission spéciale de l'Assemblée consultative (majorité PCF-SFIO) puis la Commission du Travail et des Affaires sociales du GPRF (majorité PCF-SFIO), présidée par Ambroise Croizat jusqu'aux élections du 21 octobre 1945 — où le PCF et la SFIO auront 302 députés élus sur 586, soit la majorité absolue, et décideront de former un gouvernement tripartite sous la présidence de de Gaulle — et qu'il se situe, lui, bien évidemment, du point de vue de cette « Administration » :

« Le principe de la Sécurité sociale engage l'ensemble de la politique économique et sociale d'un pays. Or, la situation économique et sociale de la France à cette époque ne permettait d'envisager qu'à longue échéance la réalisation d'un aussi

vaste programme, ce dont convenait d'ailleurs l'administration. Elle décida, en conséquence, d'élaborer des projets réalistes, sans pour autant perdre de vue le but final. Elle estimait que : « ce qu'il est possible et nécessaire de faire aujourd'hui, c'est d'organiser le cadre dans lequel se réalisera progressivement ce plan. » (...)

« Diverses déclarations publiques du général de Gaulle et son attitude à l'égard des questions fondamentales de l'époque semblent indiquer qu'il n'a pas sérieusement envisagé la possibilité de remettre à plus tard l'exécution d'une tâche apparaissant urgente.

« La trêve conclue entre les partis de gauche durant l'immédiat après-guerre ainsi que les projets fermes et précis de l'administration ne laissaient place à aucun recul quant aux principes du plan de Sécurité sociale, mais seulement à des replis stratégiques et tactiques. L'Administration eut l'habileté de faire certaines concessions (par exemple dans le cas des caisses d'allocations familiales). »

Indubitablement, H.C. Galant excelle dans l'art de la nuance et de la demi-teinte, mais ce qui est dit est quand même dit.

bonapartisme et sécurité sociale, les ordonnances de 1967

L'arrivée de de Gaulle au pouvoir en 1958 marque en la matière, comme en beaucoup d'autres, un tournant réel.

Chargé par la bourgeoisie française de régler les problèmes vitaux de l'impérialisme national, de sa place sur le marché international, de sa compétitivité, le bonapartisme gaulliste ne pouvait ignorer la question de la Sécurité sociale, et, dans un rapport de force entre les classes modifié par le coup de force

d'Alger, tenter de la régler au mieux des intérêts de la classe capitaliste.

Pourtant, dès l'origine du bonapartisme, la question centrale qui se posera à lui et qu'il ne pourra finalement pas résoudre, celle de la domestication de la classe ouvrière, de l'intégration de ses organisations aux rouages de l'appareil d'Etat, du corporatisme, donc celle de l'ensemble des relations entre les classes, va apparaître en toute clarté sur une question de Sécurité sociale.

LA « FRANCHISE DEBRÉ »

En 1959, le ministère Debré tente de faire instituer une franchise en matière de remboursement des soins médicaux. Celle-ci aurait été de 3 000 F (anciens), somme alors non négligeable et, en référence aux techniques de l'assurance privée, toute dépense de santé inférieure à ce montant, une simple visite médicale sans traitement ou quelques médicaments d'importance moyenne, par exemple, n'aurait plus été prise en charge par la Caisse. C'était l'institution d'un « petit risque » médical restant à la charge de l'assuré. C'était une menace très grave.

Il serait trop simple, en l'occurrence, d'écrire de façon abstraite que les travailleurs firent reculer Debré sur cette question, même si cela est juste. Car il n'y eut, en tant que telles, ni grèves, ni manifestations, ni grandes actions de classe proprement dites. Mais, du sein du mouvement ouvrier organisé, et quel qu'ait été le recul subi en 1958, un véritable tollé s'éleva, des syndicats, des sections de base, des conseils des Caisses, même des fédérations mutualistes, entraînant une opposition unanime à la « franchise Debré ». A leur façon, les appareils dirigeants du mouvement ouvrier estimaient là qu'il était impossible d'aller si loin en matière de remise en cause des droits acquis de Sécurité sociale, et, indépendants de l'Etat bonapartiste en construction, ils lui signifiaient qu'ils n'étaient pas décidés à tout accepter. La « franchise Debré » disparaissait dans les sables...

Pour casser la Sécurité sociale, expression importante de l'existence de la classe ouvrière comme classe indépendante face à l'Etat, il fallait que de Gaulle avance sur le terrain de l'intégration du mouvement ouvrier dans un Etat de type corporatiste.

Ce n'était pas fait en 1959 et la réaction du mouvement ouvrier or-

ganisé à la « franchise Debré » exprimait d'une façon particulière — déformée par le prisme de la politique des dirigeants qui refusèrent en même temps de mobiliser largement les travailleurs sur cette question — mais de façon réelle quand même, le rapport de forces exact entre les classes, l'importance du coup d'Etat de 1958 et les capacités d'initiative qu'il procurait à la bourgeoisie, mais en même temps ses limites, les possibilités de résistance et d'autonomie que conservait le prolétariat français.

Ce que signifiait l'échec de la tentative de Debré était simple : il serait très difficile à la bourgeoisie de s'attaquer frontalement au contenu même de la Sécurité sociale, à ses prestations, aux couvertures qu'elle assurait depuis 1945, à tout le moins sans avoir auparavant réussi à intégrer les organisations ouvrières à l'Etat. Ce n'était pas fait en 1959, nous l'avons dit. Ce ne le fut pas non plus en 1962, après que de Gaulle eut dû s'appuyer, aux moments décisifs de la guerre d'Algérie, sur le mouvement ouvrier et casser en deux, politiquement, la bourgeoisie sur cette question. Ce ne le sera en fait jamais, et le sort du gaullisme s'est noué en ces années, tout particulièrement en 1963 lorsque de Gaulle dut reculer politiquement devant la grève des mineurs.

CONTRE L'INDEPENDANCE DE L'INSTITUTION

Pourtant, sur un autre terrain tout aussi décisif pour la Sécurité sociale, celui de son fonctionnement, de son organisation générale, administrative comme financière, le bonapartisme lui porte des coups sérieux. Le 12 mai 1960, un train de décrets commence à bouleverser en profondeur les méthodes de fonctionnement et d'organisation de l'institution.

Conquête ouvrière de par son contenu et de par l'ensemble des

droits et garanties qu'elle assurait depuis 1945, la Sécurité sociale n'avait, certes, jamais fonctionné comme une véritable institution prolétarienne. Dès les premières années de son existence, la politique des dirigeants ouvriers s'était caractérisée par les méthodes bureaucratiques de gestion, l'étouffement de l'initiative ouvrière qui émanait des représentants des assurés, du personnel, parfois aussi des administrateurs élus dans les premiers conseils.

La division dans les rangs ouvriers, les conséquences de la scission syndicale de 1947, l'autorisation accordée aux patrons de siéger dans les conseils avaient interdit, pratiquement dès l'origine, que la démocratie ouvrière véritable ordonne la gestion des caisses de Sécurité sociale.

Le contrôle bureaucratique des dirigeants syndicaux avait empêché que ne se développe la possibilité, contenue par cette authentique conquête ouvrière, qu'elle ne fonctionne véritablement comme un foyer de démocratie ouvrière au sein de la société bourgeoise, et ne fasse la démonstration de ce qu'est la gestion prolétarienne de la société.

Pourtant, le seul fait que le mode d'organisation de la Sécurité sociale contienne, ne fût-ce qu'en puissance, ces possibilités, que les administrateurs élus sur listes syndicales ouvrières soient majoritaires dans des conseils qui détenaient toujours des pouvoirs limités, mais réels de gestion, tout cela était encore de trop pour le bonapartisme commençant à remodeler les institutions du pouvoir de la bourgeoisie.

En effet, si la Sécurité sociale apparaissait encore jusqu'au bonapartisme comme une institution ouvrière, indépendante, ce qui s'opposait à cette réalité procédait du mouvement ouvrier lui-même, de la politique des dirigeants, des abandons successifs depuis 1945, de leur volonté de chapeauter les multiples initiatives des Caisses, des administrateurs ouvriers de base.

DES DECRETS DE MAI 1960 AUX ORDONNANCES

Le décrets gaullistes de 1960 commencent donc à bouleverser l'organisation générale, à transférer l'essentiel des pouvoirs de décision aux directeurs, à lier et à soumettre ceux-ci aux préfets (réforme administrative), à retirer aux conseils bon nombre de leurs attributions, à en exclure par exemple les représentants du personnel de la Caisse, mesure profondément néfaste, car ceux-ci, de par leur connaissance des problèmes des assurés, leur maîtrise de la législation favorable aux travailleurs, étaient souvent les meilleurs défenseurs de la gestion ouvrière des Caisses et des intérêts d'ensemble du prolétariat.

La gestion, qui était encore relativement décentralisée au niveau des Caisses, est de plus en plus étroitement contrôlée, puis « impulsée » par le ministère dont les pouvoirs de « tutelle » sont renforcés considérablement. La Sécurité sociale commence à devenir une organisation pyramidale, verticale, dont le mode de fonctionnement s'oppose de plus en plus à la nature profonde — toujours très largement inentamée — de conquête ouvrière. Elle est remodelée par le bonapartisme, rattachée à ses institutions, son personnel voit ses relations de travail qui lui permettaient un contact réel avec les assurés, de plus en plus deshumanisées ; le rendement devient la règle d'or, la hiérarchisation bureaucratique limite de plus en plus la possibilité de promotion de tout le personnel aux postes d'encadrement et de direction des Caisses.

Tel est le terrain sur lequel la bourgeoisie prépare les ordonnances de 1967, train de mesures également connu sous le nom de « réforme Jeanneney ».

Les ordonnances contre la Sécurité sociale font partie d'un ensemble de décisions prises par de Gaulle

pendant l'été 1967, après un vote de pouvoirs spéciaux obtenu au Parlement, au printemps de cette même année, sans qu'aucun appel à la mobilisation ouvrière n'ait été effectué par les dirigeants des centrales syndicales et partis de la classe ouvrière.

Conclusion du V^e Plan et mise en place d'un premier volant mobile de 600 000 chômeurs, renforcement des pouvoirs préfectoraux et de la structure policière de l'Etat, mise en place du plan Fouchet contre l'éducation nationale, destruction de la Sécurité sociale, voilà les objectifs essentiels de de Gaulle.

Pour tenter d'y parvenir, précisons qu'il légifère par ordonnances, comme cela est prévu par la Constitution de 1958 dont on nous dit aujourd'hui, dans les sommets du PCF et du PS, qu'il faudra absolument la conserver...

En la matière qui nous intéresse ici, les ordonnances de 1967 marquent un moment qu'il convient d'apprécier exactement, car leur histoire concentre à leur niveau tous les problèmes de la V^e République. Pour la première fois, depuis 1945, il s'agit d'une tentative globale de remise en cause de la Sécurité sociale, dans son contenu comme dans son fonctionnement. Pour la première fois, la bourgeoisie se donne des armes contre l'assurance maladie dont le coût lui devient de plus en plus insupportable.

UNE TENTATIVE GLOBALE DE DEMANTELEMENT

Les grandes mesures des ordonnances sont les suivantes : refus de la solidarité existant auparavant entre les risques, équilibre obligatoire de chaque branche (maladie, vieillesse, prestations familiales), disparition de la Caisse nationale de Sécurité sociale et formation de trois Caisses nationales, paritarisme patron-salariés au sein de nouveaux con-

seils d'administration, renforcement exorbitant des pouvoirs de tutelle de l'Etat bonapartiste, du ministère et des préfets.

Pour l'immédiat, la cotisation « ouvrière » est augmentée, et le remboursement des soins maladie diminué, le ticket modérateur passant de 20 à 25 %. A terme, c'est le démantèlement de l'institution, la remise en cause des droits de 1945, la mainmise définitive du patronat sur le salaire différé des travailleurs et on voit, pour la première fois avec clarté, que, si la bourgeoisie s'en prend à toute l'institution, elle cherche tout particulièrement à isoler l'assurance maladie protégeant le droit à la santé, pour lui tordre le cou. Le président de la République s'adresse lui-même aux administrateurs de la nouvelle Caisse nationale de l'Assurance maladie et souligne « leur lourde responsabilité ».

Non seulement, les représentants patronaux se voient-ils attribuer la moitié des sièges des nouveaux conseils d'administration, sur une liste unique du CNPF qui impose en son sein la discipline de vote, mais les « administrateurs ouvriers » se retrouvent divisés et répartis arbitrairement entre les cinq « organisations syndicales nationalement représentatives » (CGT, CGT-FO, CFDT, CFTC et CGC), et leurs membres ne sont plus élus par les assurés sur listes syndicales, mais désignés par décrets gouvernementaux sur proposition des cinq confédérations.

Le caractère réactionnaire de ces mesures est évident. Elles suscitent une émotion profonde dans la classe ouvrière et, un an plus tard, nous le verrons, le mot d'ordre d'abrogation des ordonnances sera au centre de la grève générale.

Mais, pour l'heure, les dirigeants, qui n'ont rien fait au moment du vote des pouvoirs spéciaux, continuent à soutenir de Gaulle, chacun à leur place. Les dirigeants réformistes de la CGT-FO acceptent bon nombre de présidences des conseils d'administration nouvelle formule.

la section syndicale des employés et cadres FO de la CPC-SSRP s'adresse aux syndicats CGT et CFDT

PARIS, le 27 avril 1967.

Camarades,

Le gouvernement et le patronat ne cachent pas leur volonté de porter les plus graves atteintes au régime de la Sécurité sociale, dans des délais les plus rapprochés.

Diminuer les prestations, augmenter les cotisations, tel est le but des projets de réforme en cours d'étude au ministère du Travail, au cabinet du Premier ministre et à la présidence de la République.

En même temps que le gouvernement prépare l'attaque contre les droits les plus légitimes des travailleurs de toutes catégories, l'Inspection générale du ministère du Travail n'a pas caché dans son rapport la volonté du ministère d'abaisser les frais de gestion, en diminuant la fraction des salaires « dans le prix de revient ». C'est là le but de l'automatisation qui vise à organiser les licenciements et la déqualification générale du personnel, employés et cadres.

Pour atteindre ces objectifs l'Inspection générale demande que : la Convention collective garantissant les droits des employés et cadres et les libertés syndicales soit liquidée. Déjà, en avance même sur les dispositions gouvernementales, nous voyons un directeur de Caisse locale, M. Roux pour le nommer, s'engager dans une entreprise systématique de restriction des libertés syndicales, ce qui s'accompagne par l'aggravation du rendement et des conditions du travail pour le personnel de la caisse 3.

Ainsi, il apparaît clairement que la défense de l'Institution et la défense des droits, garanties et libertés pour le personnel et les syndicats représentent un seul et même combat.

C'est pourquoi, notre section syndicale FORCE-OUVRIERE vous propose une rencontre, dans l'immédiat, pour l'organisation d'une campagne de lutte pour la garantie de l'emploi et la défense de la Sécurité sociale.

Concrètement, FORCE-OUVRIERE, en accord avec la chambre syndicale des employés et cadres F.-O. de la région parisienne propose aux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. :

- 1° La constitution d'un comité de défense de la Sécurité sociale, rassemblant les représentants des syndicats C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T. et les administrateurs C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.D.T. de la Caisse Primaire centrale de la Sécurité sociale de la région parisienne.
- 2° Le comité de défense aurait pour tâche de convoquer une conférence des employés et cadres de la Sécurité sociale :
 - pour la garantie de l'emploi,
 - contre toutes atteintes aux régimes de la Sécurité sociale.

A cette conférence seraient invités les représentants de toutes les Fédérations C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.D.T., ainsi que les bureaux confédéraux C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T. ainsi que la F.E.N.

Le but de cette conférence pourrait être d'organiser à Paris une manifestation centrale et unie de tous les travailleurs, le même jour, à la même heure.

Camarades de la C.G.T. et de la C.F.D.T., le temps presse.

C'est parce que notre section FORCE-OUVRIERE est convaincue, certainement comme vous l'êtes également, que nous vous proposons l'unité. Il ne faut plus attendre pour réagir. Il faut préparer l'action large, unie, dans les délais les plus proches.

Dans quelques semaines, il risque d'être trop tard.

dont celui de la Caisse nationale d'Assurance maladie. Ceux de la CGT et de la CFDT dénoncent les premiers et... décident de siéger également dans ces conseils, qui sont à ce moment l'un des pivots de la réforme Jeanneney.

Au sein même de la Sécurité sociale, alors que la chambre syndicale

des employés et cadres FO de la région parisienne, dans laquelle militent de nombreux militants d'avant-garde, s'adresse solennellement à la CGT et à la CFDT pour organiser la riposte en commun et ouvrir la perspective d'une Conférence ouvrière de défense (voir ci-contre...), aucune réponse ne lui est faite.

de la grève générale de 1968 à ... l'"horizon 1980"

La Sécurité sociale a subi un coup d'ampleur, mais la grève générale de 1968, en frappant à son tour mortellement le bonapartisme et en l'empêchant de mener à terme l'ensemble de ses « réformes » en cours, va limiter en profondeur la portée des ordonnances.

Certes, les dirigeants abandonnent à Grenelle le mot d'ordre mille fois scandé pendant mai-juin 1968, mille fois écrit sur les banderoles : « Abrogation des Ordonnances ! La Sécurité sociale aux travailleurs ! »

Certes, l'un des premiers actes de la nouvelle chambre issue des élections-trahison de juin 1968 est de les ratifier légalement en juillet, semblant ainsi conforter de Gaulle.

Mais les grands mouvements de la lutte des classes ne se résument pas à l'apparence parfois contradictoire qu'ils prennent à la surface des choses. La grève générale a ébranlé jusque dans leurs soubassements tous les rouages de la V^e République, signifié la puissance du prolétariat de France face au bonapartisme et, déjà, grippé la mise en œuvre de ses plans anti-ouvriers.

Ainsi en va-t-il des ordonnances !

L'une de leurs mesures les plus significatives contre l'assurance maladie et le droit à la santé était l'institution d'un « ticket modérateur

d'ordre public ». Il s'agissait d'interdire à toutes les mutuelles et caisses complémentaires de verser à leurs adhérents le complément intégral du remboursement effectué par la Sécurité sociale. En droit, aucune maladie ne pouvait plus être remboursée à 100 % par le jeu du mutualisme complémentaire. Il s'agissait donc de commencer à faire supporter aux travailleurs, aux assurés, une partie du coût de la santé, 5 % en l'occurrence, mesure lourde de conséquences dans son contenu même comme dans son extension ultérieure prévisible. Elle était un peu le symbole des ordonnances, présentée par le patronat comme devant permettre « aux ménages » de « s'habituer à être responsables de leur budget santé ».

Et malgré la trahison de Grenelle, malgré le vote de ratification du Parlement (29 juillet 1968), cette mesure est abrogée par un accord entre la Fédération française de la Mutualité, et la Caisse nationale, en décembre 1968, premier contre-coup de la grève générale pour la défense du droit à la santé et à la Sécurité sociale.

Les mois et les années qui vont suivre, après la chute de de Gaulle, voient ainsi la réforme Jeanneney confrontée à la réalité de la lutte des classes. Le coût de la santé ne cesse d'augmenter, nous y reviendrons, les

on voit mal...

« On ne pense plus guère que la réforme de 1967 permettra, comme l'assurait le rapport au président de la République qui introduit les ordonnances, "de retrouver et de maintenir de façon durable l'équilibre financier du régime". On voit mal en effet comment les administrateurs de la caisse nationale de l'assurance maladie arriveraient à endiguer la formidable pression sociologique à laquelle est liée l'accroissement de la consommation médicale, pour la raison très simple qu'ils n'ont guère de prise que sur un seul des facteurs auxquels cette pression est due : l'efficacité des remboursements ; tous les autres facteurs, scientifiques, démographiques, sociologiques, psychologiques, leur échappent. A moins donc de réduire continuellement l'importance des remboursements et de "désocialiser" les dépenses de santé (ce qui en fait reviendrait à maintenir l'équilibre financier du système en le supprimant)... force sera d'adapter les ressources aux dépenses. Comme il sera difficile aux administrateurs de la caisse nationale de l'assurance maladie, compte tenu du décalage entre les rythmes de croissance respectifs des prestations et de la masse salariale, de recommander sans cesse une augmentation des cotisations, il est vraisemblable qu'appel devra être fait aux deniers de l'Etat. La collectivité retrouverait alors des charges dont la réforme avait entendu la débarrasser en les enfermant dans le débat général entre employeurs et salariés sur la rémunération du travail.

« Il est donc probable que des choix plus fondamentaux seront un jour nécessaires. »

J.-J. DUPEYROUX,
La Sécurité sociale.
Paris, Dalloz, 1970.

travailleurs ne cessent de se soigner et les Caisses de faire leur travail, c'est-à-dire d'assurer le remboursement des soins.

LES ORDONNANCES DESAGREGÉES PAR LA DECOMPOSITION DU BONAPARTISME

Ce qui était l'objectif central de la réforme, son leitmotiv, séparation des risques et gestion autonome équilibrée avec isolement complet de l'Assurance maladie, reste une intention sur le papier, puisque le gouvernement doit autoriser par décrets, chaque année, des transferts de fonds entre les risques bénéficiaires (AV et AF) et la branche maladie.

Ainsi, les ordonnances ont porté des coups réels, mais, dès les premières années qui suivent 1968, il est évident qu'elles ne suffiront pas à détruire la Sécurité sociale. Plus cette nécessité va se faire impérieuse pour le capital, moins les conditions de lente agonie du bonapartisme moribond vont-elles lui en donner les moyens politiques.

Comme on le verra ci-contre, à sa façon, et avec la lucidité des intérêts de la classe bourgeoise, le professeur de droit J.J. Dupeyroux tire dès 1970 un bilan assez clairvoyant et appelle déjà « des choix plus fondamentaux ».

Par ailleurs, si les patrons voient leurs pouvoirs considérablement accrus depuis 1967 dans les conseils d'administration, ceux-ci ont, eux, de moins en moins de pouvoirs, le bonapartisme ayant petit à petit achevé la restructuration du fonctionnement de la Sécurité sociale amorcée dès 1960, soumis de plus en plus étroitement les Caisses à la tutelle ministérielle et préfectorale. Si elle reste dans son contenu — dont l'essentiel est préservé — un acquis majeur pour les travailleurs, la Sécurité sociale est refaçonée par le bo-

napartisme comme l'une de ses institutions, dont elle ne maîtrise pas l'évolution, mais qui fonctionne sous la coupe de plus en plus pesante des rouages bonapartistes de l'Etat bourgeois.

Conquête ouvrière, la Sécurité sociale apparaît en même temps de plus en plus comme une institution bourgeoise, contradiction à terme insurmontable et qui tend maintenant à arriver à maturité, aucune mesure décisive n'ayant pu être prise depuis par les gouvernements successifs de la V^e République en décomposition.

CONTRE L'ASSURANCE MALADIE ! CONTRE L'HOSPITALISATION !

Pourtant, aucune des questions décisives que la bourgeoisie française posait dès les années qui précéderent les ordonnances, entre autres dans les textes du CNPF qui les inspirèrent largement, les rapports Friedel, Piketty, Canivet, aucune de ces questions n'a disparu, bien au contraire.

Et ce qui était déjà, en 1967, le problème central de la Sécurité sociale, le droit à la santé et l'Assurance maladie, n'a cessé de devenir plus aigu.

Il faut ici s'arrêter un moment pour comprendre la nature particulière de la question. En effet, s'il est vrai que la bourgeoisie tente de remettre en cause la Sécurité sociale dans son ensemble, si l'impérialisme s'en prend de façon globale à toutes les conquêtes sociales de la classe ouvrière et des masses exploitées, la question de la santé — et donc celle de l'Assurance maladie — est bien plus grave à ses yeux que toutes les autres.

A l'intérieur de la Sécurité sociale, c'est précisément l'assurance maladie que le patronat veut surtout détruire, et à l'intérieur du droit à la santé, c'est tout particulièrement

contre l'hospitalisation que se disposent toutes les forces du capital.

La santé, globalement, coûte en effet infiniment trop cher au capital, proportionnellement beaucoup plus que les retraites ou les prestations familiales, par exemple. La place des dépenses de santé dans la consommation intérieure brute est passée de l'indice 270 à l'indice 870 en 25 ans, alors que la consommation générale des ménages ne passait que de 220 à 450.

La part des dépenses de santé dans le produit national brut s'élève aujourd'hui à 6,4 %, contre 2,2 % en 1950.

En ne pouvant démanteler en tant que tel — dans les textes — le droit à la Sécurité sociale et à l'Assurance maladie, la bourgeoisie s'est retournée contre la source de ces dépenses, l'organisation de la médecine et particulièrement l'hospitalisation.

REDUIRE SUR TOUT, TENIR AVEC LE MINIMUM...

Dans le document de l'OCI édité dans la santé et la Sécurité sociale pour préparer l'Assemblée nationale des délégués des comités unitaires de base du 5 décembre, on peut lire :

« Il ne se passe pas de jour où des représentants du gouvernement, officiels et officieux, ne s'indignent du fait que les Français se soignent trop, utilisent inconsidérément les médicaments, s'arrêtent de travailler pour une brouille et sont en quelque sorte trop "médicalisés". »

« Les responsables sont désignés : il s'agit des médecins qui, par leurs prescriptions, poussent de façon scandaleuse leurs patients à se soigner trop, engageant ainsi le cercle infernal de la consommation médicale. »

« La conclusion coule de source : il faut contrôler les médecins pour maîtriser le coût de la santé et mettre un terme au privilège de la liberté de pres-

cription médicale. Telle est la raison qui a présidé à l'instauration du "contrôle médical" destiné à surveiller les médecins à partir d'un centre informatisé de l'assurance maladie.

« Tout confirme que se dégage ainsi une nouvelle raison d'Etat, l'austérité qu'il s'agirait d'imposer aux médecins comme point premier du code de déontologie... Mais ces mesures à l'évidence ne suffisent pas aux appétits des capitalistes : si les médecins prescrivent trop, ils sont aussi trop nombreux. Les statistiques gouvernementales prévoient en effet qu'en l'état actuel de la sélection en médecine, le nombre de médecins, donc de prescriptions, menaçait de doubler d'ici 1980.

« Les rapports "Rapin" et "Fougères" visent à faire face à cette situation : en instaurant une sélection accrue, avant les études médicales et à tous les niveaux de ces études, le gouvernement prévoit d'exclure des études médicales la majorité des étudiants. Il ne s'agit même plus ici de justifier la sélection à partir du nombre de lits d'hôpitaux mais d'interdire purement et simplement à plusieurs générations de jeunes de devenir médecins, à partir de ce sinistre "projet de société" qu'impose le capital, où le rapport du nombre de citoyens et de médecins doit demeurer inchangé pour les années et les décennies à venir...

« Le plan d'austérité c'est aussi la liquidation des institutions de l'Enfance inadaptée dont la Sécurité sociale avait permis la mise en place à partir de 1945.

« La bourgeoisie et son gouvernement ne veulent plus supporter la charge que représentent le soin et l'éducation de centaines de milliers d'enfants qui ne peuvent être, dans leur masse, placés dans le circuit productif, ne peuvent fournir de plus-value.

« Le plan d'austérité c'est l'application de la loi dite "sociale" comme de la "loi d'orientation pour les handicapés" qui signifient la fermeture d'établissements, la réduction des budgets. Il s'agit pour les capitalistes, parce qu'ils ne peuvent purement et simplement liquider ces institutions, de prendre

en charge le maximum d'enfants pour le moindre coût.

« Il est indispensable d'appliquer aux hôpitaux les méthodes de gestion rationnelle qui ont fait leur preuve dans l'industrie. »

« Cette prise de position d'un des auteurs de la loi hospitalière donne la ligne d'intervention du gouvernement dans les hôpitaux, dont les dépenses constituent 41 % des dépenses de santé et augmentent tous les ans de plus de 15 % entre 1965 et 1974...

« Comprimer les budgets, réduire sur tout, tenir avec le minimum, telles sont les consignes données par l'administration et qui doivent être appliquées dans tous les services. Partout, cela signifie l'aggravation des conditions de travail, la sécurité des malades menacée, le pis-aller et le désordre.

« Réduire sur tout, c'est d'abord et principalement agir sur les frais de personnel qui entrent pour 55 % du budget des hôpitaux :

- C'est la pénurie sciemment organisée des effectifs hospitaliers,
- C'est le manque cruel de médecins et de spécialistes.
- C'est l'organisation de la déqualification par le biais de la mise en place des nouvelles classifications qui rendraient possible la mobilité et la polyvalence des personnels.

« Ce sont les tâches harassantes, la surexploitation des élèves.

« Réduire sur tout, c'est aussi limiter l'équipement des hôpitaux en matériel lourd de plus en plus réservé aux services de pointe.

« Tandis que l'on s'oriente vers l'hospitalisation à domicile, la mise en place de services banalisés à l'équipement léger, réduisant ainsi le potentiel médical de l'hôpital public. »

DANS L'UN DES PREMIERS GROUPES HOSPITALIERS D'EUROPE...

Tels sont les objectifs du capital et il serait ridicule de nier qu'il a réussi, en ce sens, à avancer.

Dans la Sécurité sociale, l'Action sanitaire et sociale, dont nous avons

vu le travail remarquable au lendemain de la guerre, est maintenant au bord de l'asphyxie, organisée par les ordonnances de 1967 et le décret du 5 avril 1968 qui la privent pratiquement de ressources. Ses centres de soins, ses dispensaires, ses centres de PMI, de transfusion sanguine, ferment.

La mise en place du profil médical a déjà abouti à une diminution de près de 20 %, depuis 5 ans, des arrêts de travail délivrés dans la circonscription de la Caisse primaire d'Assurance maladie de Paris.

Surtout, l'hospitalisation, qui représente près de la moitié du budget de l'assurance maladie, et où s'exercent les techniques médicales les plus avancées, voit ses moyens de plus en plus restreints, pouvant mettre à chaque instant en péril la sécurité et la vie des malades. Ainsi, à la Pitié-Salpêtrière, l'un des premiers groupes hospitaliers d'Europe, le laboratoire d'hémostase dut fermer en novembre trois nuits de suite, tout greffé du cœur ayant à ce moment besoin d'exams ou de soins sanguins étant en danger de mort...

Encore une fois, des coups réels ont donc été portés à la Sécurité sociale, à l'assurance maladie, au droit à la santé.

LA QUESTION DES CHARGES INDUES

De ce point de vue, la question des charges indues qui pèsent sur l'institution doit être ici brièvement analysée, non qu'elle ne soit réelle ni importante, mais aussi parce que son utilisation confine souvent à la falsification.

On sait que le gouvernement, à chaque fois qu'il veut essayer de porter un nouveau coup à la Sécurité sociale, se prévaut du fameux « déficit » de l'institution, serpent de mer de toutes les campagnes de presse de la V^e République. Ce déficit existe sur le papier depuis plus de dix ans,

et est sciemment organisé par le gouvernement, par le biais de toute une série de charges qui pèsent « indûment » sur le budget du Régime général, alors qu'elles devraient être imputées sur le budget de l'Etat.

Et c'est à bon droit que tout le mouvement ouvrier a toujours estimé que ce déficit était fabriqué pour les besoins de la cause, que la saine gestion ouvrière du salaire différé des travailleurs pour son seul objectif rétablirait la santé financière du Régime général.

Pourtant, quand les dirigeants des partis ouvriers, et ceux du PCF particulièrement, se refusent à voir dans la question des attaques contre la Sécurité sociale, autre chose qu'un problème d'équilibre budgétaire et de charges indues, ils truquent la réalité.

Quand un journal comme « L'Humanité », répondant à « France-Soir », qui titrait l'année dernière : « La Sécurité sociale cherche 9 milliards », écrit « en voilà déjà 17 », faisant l'addition des charges indues, il masque l'essentiel, à savoir que le coût de la santé est intolérable pour l'impérialisme — mais il est vrai qu'il s'agit, pour les dirigeants du PCF, du capitalisme monopoliste d'Etat pouvant développer de façon prodigieuse les forces productives ! —, et que le patronat français tente de démanteler la Sécurité sociale et le droit à la santé, équilibrés ou non par rapport au budget de l'Etat, parce qu'ils sont insupportables pour leurs besoins.

DE LA COUPE AUX LEVRES

Mais, et c'est l'autre aspect du problème, la bourgeoisie n'a pas les moyens politiques du démantèlement d'ensemble de l'institution. Celle-ci a subi des attaques sérieuses, mais elle continue d'assurer un nombre très réel de droits et de garanties, et son existence même est un défi aux besoins du capitalisme.

dans
« Informations Ouvrières »

JUIN 1973 - N° 614 à 617

Budgétisation, fiscalisation. Commission des prestations sociales du 6^e Plan. « Déficit » et charges indues. Tentatives de mainmise de l'Assurance privée. Projet Saltiel. Informatique et profil médical. Rapport de l'AGREF. Problèmes politiques de la défense de la Sécurité sociale.

SEPTEMBRE 1973 - N° 622

Médecins, Sécurité sociale et profil médical.

NOVEMBRE 1973 - N° 629 à 632

Le combat des étudiants « re-cus-collés » de Médecine.

JANVIER 1974 - N° 637 à 639

Projets de Poniatowski. Conditions de travail du personnel. Démantèlement de l'hospitalisation publique. L'ordonnateur contre les malades et les assurés.

FEVRIER 1974 - N° 646

Les trusts pharmaceutiques.

AVRIL 1974 - N° 653-654

Le plan Poniatowski. La modulation des prestations. Le retour à l'assistance. Le « régime de base minimum ».

SEPTEMBRE 1975 - N° 717 à 719

Loi de décembre 1974 sur la « compensation entre les régimes ». Loi du 4 juillet 1975 sur la « généralisation ». Organisation du pillage du Régime général. Politique du PC et du PS. Vote unanime au Parlement de la loi de « généralisation ».

OCTOBRE-DECEMBRE 1975 - N° 723 et 731

Les dernières mesures du gouvernement Giscard-Chirac.

SEPTEMBRE 1976 - N° 768

Les conditions de travail dans les caisses, dans les hôpitaux. Les nécessités de la bourgeoisie.

Nous ne pouvons analyser ici en détail l'ensemble des plans élaborés dans le secret des cabinets d'études du patronat et dans les antichambres ministérielles. Nous l'avons fait, généralement de façon assez détaillée, dans « Informations ouvrières », et nos lecteurs trouveront ci-contre le mémento des articles auxquels ils peuvent se reporter.

LE CONTENU
DES PRINCIPAUX PLANS
DE LA BOURGEOISIE

L'essentiel de ces « plans » tourne autour de deux questions décisives, celle de la refonte d'ensemble du système de financement dont nous avons vu de quelle façon il garantit le droit à la solidarité ouvrière, et son remplacement par l'impôt — ce serait la fiscalisation — n'ouvrant plus d'autres droits aux travailleurs que ceux compatibles avec le budget de l'Etat et les besoins du capital.

L'autre est le laminage consécutif par le bas de toutes les prestations, le retour au système de la charité publique et de l'assistance, l'aide aux « défavorisés », la « solidarité nationale » se substituant à l'authentique solidarité prolétarienne sur laquelle repose toujours la Sécurité sociale.

Mais il y a loin, et de plus en plus loin, de la coupe aux lèvres. Il y a ce que voudrait la bourgeoisie et il y a ce qu'elle peut.

Le dernier projet d'ensemble, relativement cohérent du point de vue de la bourgeoisie, fut élaboré par Poniatowski quand il était ministre de la Santé, du vivant de Pompidou. L'accentuation de la crise politique de la bourgeoisie consécutive à l'écrasement de l'UDR en mai 1974 et à l'élection de Giscard a sonné le glas de toute possibilité pour la bourgeoisie d'en finir définitive-

ment avec la Sécurité sociale et le droit à la santé ; ce qui, une fois encore, ne signifie pas qu'elle ne peut continuer à porter des coups, y compris des coups graves.

DES ECHEANCES DE PLUS EN PLUS RECULEES

La seule loi d'ensemble depuis l'élection de Giscard, votée en décembre 1974, si elle a fixé un cadre juridique possible au démantèlement de la Sécurité sociale, n'a pris aucune mesure immédiate et a simplement imposé deux échéances au gouvernement :

1) le dépôt d'un projet de loi en juillet 1975 sur la refonte globale du système de financement ;

2) l'instauration d'un « minimum social de base » et le démantèlement du régime général le 1^{er} janvier 1978.

Mais aucun texte gouvernemental sur le financement ne fut déposé en 1975 et sa discussion éventuelle est repoussée maintenant de session en session parlementaire. Quant à l'échéance de 1978, elle est aujourd'hui pudiquement appelée au ministère « échéance-calendrier idéal » et les conseils des Caisses nationales ont décidé, sans d'ailleurs trop y croire, de travailler, comme ils disent, à « horizon 1980 »...

Mais l'accentuation de la crise économique pousse et poussera malgré tout la bourgeoisie française à s'attaquer à la Sécurité sociale, comme elle tente aujourd'hui de s'attaquer aux salaires. La réduction du capital variable lui est de plus en plus absolument indispensable (1).

(1) La publication du dernier rapport de l'Inspection générale des Affaires sociales, comme les toutes dernières déclarations de R. Barre, que le camarade R. Ducros analyse brièvement dans son article, confirment pleinement ceci. Une nouvelle fois, la bourgeoisie va tenter de porter de nouveaux coups graves à la Sécurité sociale. D.F. 16-3-77.

A l'inverse, les conditions de l'agonie du régime bonapartiste la privent des moyens de cette politique, bien que la protection des appareils lui permette d'aller au-delà de ses possibilités intrinsèques.

Et ce fait, comme tant d'autres, procède à son tour à l'accentuation des déchirements à l'intérieur de la bourgeoisie. Les quarts de mesures pris par Chirac et par Barre n'ont fait qu'exaspérer un peu plus le patronat qui, en cette matière comme en beaucoup d'autres, affirme clairement qu'il ne fait aucune confiance au gouvernement pour régler ce problème de fond.

LES CHIFFRES ELOQUENTS DE LA COMMISSION DU 7^e PLAN

La commission du 7^e Plan elle-même, malgré quelques vœux et indications qui vont évidemment dans le sens des objectifs de la bourgeoisie, est d'une telle prudence qu'elle accepte des perspectives de l'accroissement du montant des dépenses de santé allant de 77.906 millions de francs en 1974 à 118 080 millions en 1980, hypothèse faible, ou 131 877 millions, hypothèse forte, le taux des remboursement de l'assurance maladie devant rester stable à ses yeux !...

Mais si ces chiffres officiels expriment les hésitations, pour ne pas dire l'incapacité politique de la bourgeoisie à réaliser ses propres besoins, la déclaration publique du patronat à la fin des travaux de la commission est des plus édifiantes.

Quand on connaît le langage habituellement feutré qui s'emploie dans ce genre d'endroits, la remarquable brutalité de la déclaration de Monsieur Boursier, au nom du CNPF et de la CGPME (voir page 130) exprime la contradiction inextricable dans laquelle le capitalisme français se débat, sur cette question vitale pour lui.

déclaration publique de M. E. Boursier au nom du CNPF et de la CGPME à l'issue des travaux du 7^e plan

Les projections des dépenses de santé au cours du VII^e Plan, telles qu'elles apparaissent dans le rapport de la Commission, appellent de sérieuses objections de la part des employeurs du C.N.P.F. et de la C.G.P.M.E.

C.N.P.F. et C.G.P.M.E. ne peuvent, en effet, donner leur accord sur la prévision d'une croissance de ces dépenses nettement supérieure à celle du P.I.B., ainsi que l'envisage le chapitre V du rapport dans le paragraphe 1 « l'évolution prévisible des dépenses au cours du VII^e Plan » et qui dans l'hypothèse haute considérât comme normal un taux de croissance en volume de 9,2 % par an, soit de 70 % en 1980 !

Elles ne peuvent le faire pour deux raisons qui se complètent parfaitement.

1 - La première est qu'aujourd'hui une croissance de ces dépenses nettement supérieure à celle de l'ensemble des revenus n'a plus la même justification fondamentale que dans le passé.

Déjà les années précédentes, des objections très sérieuses avaient été présentées à un accroissement des dépenses qui ne correspondait pas toujours, et de loin, à une amélioration réelle de la santé de la population. Tel était notamment le cas de certains développements des dépenses médicales, d'un absentéisme accru, de frais d'hospitalisation hors de proportion avec les coûts constatés dans des pays voisins aussi avancés que le nôtre. Mais la progression considérable du niveau de vie de la France rendait possible un effort important, même s'il était à bien des égards désordonné, en vue d'améliorer le niveau sanitaire de la population, en accroissant la part des revenus consacrée à la santé.

Aujourd'hui, cette part, de l'ordre de 6 %, est une des plus élevées du monde et, pour certains postes, elle est, par habitant, la plus élevée de l'Europe. Or l'accroissement considérable de cette part, après avoir eu des résultats très appréciables dont nous nous félicitons, est de moins en moins efficace sur l'amélioration de la santé. En particulier, ainsi que le dit le rapport de la Commission du Plan « la mortalité globale de la population française ne recule plus que lentement ». (...)

Dès lors, sauf les cas particuliers que nous admettons parfaitement, où des efforts collectifs doivent encore être consentis, la progression des dépenses de santé pourrait parfaitement demeurer dans les limites de l'augmentation de la production intérieure sans que l'on puisse justifier fondamentalement l'exigence d'une croissance supérieure.

A tout le moins, c'est dans ces limites qu'elle devrait rester pour tout ce qui concerne la solidarité nationale relevant du système de soins financé par la Sécurité sociale.

2 - L'économie française, en effet, ne peut plus tolérer un taux de croissance supérieur et le niveau actuel est déjà excessif au regard de la comparaison internationale et de la répercussion de sa charge dans les prix (particulièrement du fait de la part incombant à l'entreprise).

Il n'était pas dans la mission de la Commission d'évoquer le financement, c'est-à-dire l'aspect économique des dépenses de santé, ce qui paraît d'ailleurs surprenant. C'est pourquoi nous ne développerons pas ces considérations, sauf pour souligner avec insistance le caractère intolérable pour l'économie et les entreprises d'une croissance de ces dépenses dépassant celle du P.I.B.

Intolérable pour l'économie, un tel accroissement n'apparaît plus, comme dans le passé, comme devant relever de la solidarité nationale, et en tout cas justifier un effort nouveau des entreprises, un tel accroissement doit être absolument maîtrisé au cours du VII^e Plan.

Le rapport de la Commission présente notamment en matière d'hospitalisation des suggestions intéressantes. Mais il ne nous assure nullement que cet impératif majeur sera observé.

la politique de l'OCI

Il n'y a pas de solution technique au « problème » de la Sécurité sociale, à la préservation puis à l'amélioration des droits acquis par les travailleurs à la santé, à la retraite, aux différentes branches de la protection sociale.

Tous ceux qui se penchent aujourd'hui sur l'institution de la Sécurité sociale pour la « réformer » sont quelquefois des guérisseurs sans pouvoirs, mais le plus souvent des charlatans et de escrocs dont le but avoué est de disloquer et de détruire ce qui a été arraché puis, pour l'essentiel encore, préservé depuis plus d'un siècle de luttes de classes. Aujourd'hui, comme hier et avant-hier, la Sécurité sociale et le droit à la santé sont des enjeux fondamentaux de la lutte des classes.

Il n'y a qu'une solution qui permette de résoudre de façon positive pour la classe ouvrière, progressiste pour l'ensemble de la société, la question du niveau de vie des travailleurs, des droits qui les protègent et participent en même temps de leur constitution en classe indépendante, c'est la révolution prolétarienne.

Et la simple défense de la Sécurité sociale, la simple préservation (mais c'est son extension formidable que le socialisme mettra à l'ordre du jour) des possibilités et capacités médicales et sanitaires de la société, imposent une politique, des mots d'ordre, un programme d'action qui soient ceux de la classe ouvrière.

Une politique, des mots d'ordre, un programme d'action qui rompent résolument avec la bourgeoisie, avec ses intérêts et les hommes qui les représentent, qui ne peuvent être avancés et mis en pratique qu'avec la ferme volonté de briser le pouvoir politique de la bourgeoisie.

PROGRAMME COMMUN DE L'UNION DE LA GAUCHE...

Arrêtons-nous un instant ici, avant que d'y revenir, sur la politique du PCF et du PS en la matière et sur le Programme commun de gouvernement que les dirigeants de ces deux partis ont contresigné avec le parti bourgeois des radicaux de gauche.

Nous citons, page 132, de très larges extraits (environ un tiers) des quatre pages du Programme commun sur la santé et la Sécurité sociale.

« Vivre autrement, vivre mieux : c'est possible, sans délai ! », peut-on lire sur la couverture. Mais...

Mais, à bien lire les rédacteurs du Programme commun, toute amélioration du droit à la santé et à la Sécurité sociale sera soumise « au développement de la production » et « aux ressources supplémentaires dégagées chaque année ». D'entrée de jeu, c'est de leur « échelonnement dans le temps » qu'il est question, d'« étapes », d'« objectifs ».

La gratuité des soins ? Le Programme commun propose de l'« assurer progressivement » et « le premier pas de la prise en charge à 100 % des dépenses d'hospitalisation et des cas graves et coûteux » ressemble fort ici, au moins sans autres précisions, à une escroquerie pure et simple, puisque la législation actuelle couvre déjà à 100 % toute hospitalisation pour maladie grave et coûteuse, ou avec opération chirurgicale égale ou supérieure à K 50 (l'équivalent d'une appendicite), et que le traitement de 24 affections de longue durée (cas graves et coûteux) est également pris en charge en totalité par la Caisse...

dans le programme commun

Les ressources supplémentaires dégagées chaque année par le développement de la production doivent être, pour une part importante, consacrées au développement de la protection sociale.

Un effort particulier sera donc entrepris d'urgence en faveur de la protection de la santé et de la Sécurité sociale.

La mise en œuvre des diverses mesures à prendre et de leur échelonnement dans le temps fera l'objet d'une large consultation et d'un examen approfondi avec les syndicats et les organismes concernés.

La première mesure aura pour objet d'effacer les atteintes portées à la Sécurité sociale : les ordonnances de 1967 seront abrogées.

1. LA SANTE

Une organisation rationnelle et démocratique des structures sanitaires de toute nature sera mise en place dans le respect des principes suivants : secret médical, liberté de prescription, libre choix du médecin par le malade.

A cette fin, dans le cadre du Plan, seront précisés, pour chaque étape, les objectifs et les moyens nécessaires à une politique active de la santé : équipements, implantation des services sanitaires, formation en nombre suffisant de médecins et d'auxiliaires médicaux hautement qualifiés, révision des conditions de travail et des rémunérations des personnels infirmiers, perfectionnement post-universitaire des praticiens, etc.

Une structure hospitalière unifiée et de caractère public sera instituée.

Un effort prioritaire sera fait pour améliorer et développer le secteur hospitalier public et en démocratiser la gestion. Dans l'immédiat, les établissements existants du secteur privé à but lucratif seront dotés d'un statut fixant leurs conditions de fonctionnement et leurs obligations, tant au point de vue de leur activité sanitaire qu'à celui de leur contribution à la formation et au perfectionnement des personnels de santé. (...)

2. LA SECURITE SOCIALE

Le retour au remboursement à 80 % et 100 % des dépenses de santé étant consacré par l'abrogation des ordonnances de 1967, le gouvernement se donnera pour but d'assurer progressivement la gratuité des soins.

Le premier pas dans cette direction sera la prise en charge à 100 % des dépenses d'hospitalisation et des cas graves et coûteux ; en outre, des mesures particulières seront prises en faveur des catégories sociales à faible revenu. (...)

L'amélioration de la Sécurité sociale rendra nécessaire une refonte du système de financement. La participation patronale sera augmentée. Le budget de l'Etat concourra pour une part importante aux ressources. (...)

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement organisera une table ronde avec les parties intéressées pour préciser les modalités d'application, le calendrier d'exécution et le financement de ce programme.

Les ordonnances de 1967 étant abrogées, les organismes chargés de la gestion de la Sécurité sociale seront administrés démocratiquement par des conseils d'administration élus. L'Etat exerçant un contrôle a posteriori. (...)

Les ordonnances de 1967 seront abrogées. Mais les décrets du 12 mai 1960, mais les multiples textes et décrets bonapartistes contre l'action sanitaire et sociale, mais les pouvoirs de tutelle exorbitants de l'Etat ? On nous dit que ceux-ci ne s'exerceraient plus qu'a posteriori. Or, c'est exactement ce qui se passe actuellement, la tutelle ministérielle n'ayant, dans la forme, que le droit de « casser » les décisions des Caisse (donc d'intervenir « a posteriori »), droit dont elle use évidemment jusqu'à ce que la Caisse se plie, sur le fond, à sa volonté...

Mais les patrons ? L'abrogation des ordonnances, seule, leur laisserait toujours d'importants pouvoirs. Et qui sont donc ces « organismes concernés » avec lesquels il faudrait procéder à « un examen approfondi » de la situation, ces « parties intéressées » avec lesquelles l'Union de la gauche-Front populaire s'engage à discuter respectueusement ?

Enfin, last but not least, « le budget de l'Etat concourra pour une part importante aux ressources de l'institution ». Ce que la bourgeoisie n'ose entreprendre depuis des années, la fiscalisation des ressources dont nous vîmes plus haut ce qu'elle signifie, la fin du principe de la solidarité ouvrière comme base de l'institution, le Programme commun l'écrit en toutes lettres !

Oui, c'est bien d'un programme bourgeois qu'il s'agit, d'un programme de collaboration de classes s'opposant directement dans son contenu aux aspirations immédiates des masses, d'un programme qui soumet ces aspirations, comme en 1944-1945 et en la même matière, aux impératifs, hier de la « reconstruction nationale », aujourd'hui « du plan et de la production ».

C'est le concentré de la politique contre-révolutionnaire des appareils dirigeants de la classe ouvrière, politique qui s'est exprimée depuis la signature du Programme commun par la revendication maintes fois

répétée à l'Assemblée nationale, toujours dominée par la « majorité » de 1973, par les députés PCF et PS, d'une vaste discussion sur le financement de la Sécurité sociale, discussion que le gouvernement lui-même n'ose engager, nous l'avons vu ; politique qui a vu ces mêmes députés PCF et PS voter la loi de généralisation de mai 1975, au nom de ses « aspects positifs », alors qu'elle porte de nouveaux coups graves au Régime général, politique de refus systématique de mobiliser les masses, et qui consiste à envoyer quelques permanents syndicaux porter des pétitions signées sous l'égide du Comité « des 25 organisations », véritable écran à la prise en charge par la classe ouvrière de la défense de son système de protection.

Ce programme, comme cette politique, concrétise l'alliance — en réalité subordination — des partis ouvriers aux partis bourgeois, aux fins de défense de l'ordre et de l'Etat bourgeois contre le prolétariat menaçant de les renverser et d'instituer son propre ordre.

... ET PROGRAMME D'ACTION DE LA CLASSE OUVRIERE

Comment pourrait-il en être autrement ? La défense des conquêtes que représentent la Sécurité sociale, le droit à la santé, exige impérativement la rupture des partis ouvriers d'avec les partis bourgeois. Les revendications de la classe ouvrière en cette matière peuvent être rapidement énumérées.

C'est l'abrogation des ordonnances, celle de tous les textes et décrets de la V^e République contre l'institution, et particulièrement les décrets de 1960, c'est la gratuité absolue des soins, c'est la mise en place d'un vaste service public de santé, la nationalisation sans indemnité ni rachat de tous les trusts privés de la chimie, de la pharmacologie, des

institutions médicales ou sanitaires privées.

C'est l'exclusion complète des patrons des conseils d'administration des Caisses de Sécurité sociale, l'élection démocratique sur liste syndicale des administrateurs ouvriers aux conseils d'administration par les assurés sociaux, le financement intégral par les employeurs, sociétés privées ou organismes d'Etat, l'autonomie financière et de gestion des Conseils par rapport à l'Etat, la constitution d'un régime unique englobant tous les risques, dont celui du chômage, et regroupant tous les régimes particuliers en préservant l'ensemble de leurs droits initiaux, l'alignement des prestations de ce régime unique sur les plus favorables pouvant exister en matière de santé, de protection familiale, de retraites, etc.

Mais quelle est la condition première pour que ces revendications soient satisfaites ? Encore une fois, l'unité des organisations ouvrières, leur rupture avec la bourgeoisie. Il est clair qu'un gouvernement auquel le PS et le PCF participeraient, mais où siègeraient les représentants des partis bourgeois, ne saurait les satisfaire. L'histoire de l'institution de la Sécurité sociale depuis 1945, que nous venons d'évoquer, en témoigne : de tels gouvernements ont toujours eu comme fonction de contenir et de refouler le prolétariat et ses revendications — que l'on se rappelle l'action du MRP. La défense de la Sécurité sociale, la lutte pour les revendications en cette matière sont indissociables du combat pour en finir avec la V^e République, ses institutions, ses gouvernements, lesquels, et c'était leur raison d'être, se sont particulièrement acharnés contre cette conquête de la classe ouvrière. Ne voulant pas mettre en question la V^e République, ses institutions, ses gouvernements, les partis et syndicats de la classe ouvrière ont permis que la Sécurité sociale soit profondément atteinte. Inéluctablement, le

moment approche néanmoins où la V^e République agonisante va finir. Les mois, sinon les semaines du gouvernement Giscard-Barre sont comptés. L'aspiration naturelle de la classe ouvrière est de porter au pouvoir un gouvernement de ses partis, le PS et le PCF, dont elle estime qu'il satisfera ses revendications élémentaires, dont celles portant sur la Sécurité sociale. Répétons-le, la condition première pour qu'il les satisfasse, condition nécessaire mais pas obligatoirement suffisante, c'est qu'un tel gouvernement ne comprenne pas de représentants des partis bourgeois.

Pourtant, le mouvement du prolétariat n'attend pas : dès maintenant, et pour qu'il soit donné une réponse à la question du gouvernement, le combat s'engage. Il s'engage sur le terrain de la défense des intérêts des travailleurs de la Sécurité sociale, il s'engage sur celui de la défense des conditions salariales, de qualification, d'exercice de leur profession pour les travailleurs de la santé ; il s'engage sur celui de la sélection et de la formation en médecine ; il s'engage sur celui de l'exercice de la profession médicale ; il s'engage sur tous les terrains où les travailleurs défendent leurs droits et revendications.

C'est à ce mouvement pratique qu'il s'agit de dégager la voie, car il rejoint toutes les questions fondamentales que nous venons d'évoquer, c'est lui qui prépare les conditions de leur solution.

La Sécurité sociale a été la résultante d'une lutte de classes plus que séculaire. Qui dit lutte de classes, dit que chaque classe combat : c'est dans ce sens que la Sécurité sociale a été et reste une conquête, mais limitée, imparfaite, déformée, la bourgeoisie restant la classe dominante. Un nouveau bond en avant du prolétariat se prépare dans les combats actuels, partiels et limités, mais qui déboucheront sur l'essentiel, la rénovation de la Sécurité sociale, sa gestion ouvrière et démocratique se préparant par la gestation des formes

d'organisation du prolétariat qui, englobant les organisations syndicales, auront un caractère pré-soviétique, et qui, par conséquent, poseront la question du pouvoir sur de nouvelles bases sociales.

Partant de ces revendications, intervenant dans la crise mortelle de la V^e République, le prolétariat se prépare à lutter pour porter au pouvoir un gouvernement de ses partis, il se prépare à démanteler l'appareil d'Etat. Pour son combat et dans son combat, il constituera des organismes de type soviétique, il a besoin d'un programme qui le centralise et l'organise pour aller d'un gouvernement de ses partis à un gouvernement ouvrier et paysan liquidant l'appareil d'Etat bourgeois, s'appuyant sur les organismes surgis du prolétariat. Ce programme inclut toutes les revendications qui rénoveront la Sécurité sociale et en feront, d'une conquête sociale, une conquête socialiste.

Voilà la politique révolutionnaire des trotskystes de l'OCI.

LE VERDICT DE MARX ET D'ENGELS

« Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. » Cette phrase du « Programme de transition » de la IV^e Internationale n'a rien d'abstrait. La perpétuation du pouvoir de l'impérialisme entraînerait inexorablement le monde au chaos de la barbarie.

L'informatique, cette extraordinaire « nouvelle invention » de l'humanité, employée en matière de Sécurité sociale et de santé, comme dans bien d'autres domaines d'ailleurs, n'est pas utilisée pour aboutir « à un accroissement de la richesse matérielle », à une amélioration décisive du niveau de vie des masses. Bien au contraire.

Alors que, par exemple, des millions d'actes médicaux dorment dans les caves des Caisses primaires ou dans les archives des hôpitaux, et que leur traitement global par ordinateurs serait à même de dégager des renseignements statistiques d'une portée considérable pour la recherche médicale, pour l'étude des diagnostics et des traitements, alors que l'informatique pourrait servir de support à la recherche fondamentale comme à l'élaboration de thérapeutiques de pointe, être elle-même un instrument — et quel instrument ! — au service de la médecine, son utilisation est rigoureusement inverse.

Les ordinateurs de la Sécurité sociale ne sont pas programmés pour centraliser les renseignements médicaux qu'elle reçoit quotidiennement, mais pour dépister les médecins qui soignent trop, qui donnent trop d'arrêts de travail, qui prescrivent trop de médicaments, en un mot qui coûtent trop cher. Le « profil du médecin » n'a jamais eu pour but de savoir comment il soigne, mais à combien reviennent les soins qu'il prescrit.

Dans le domaine de la santé, penchons-nous un instant sur « un nouveau progrès technique », le scanner. Cet appareil de radiographie qui fait appel aux techniques les plus modernes — dont l'informatique d'ailleurs —, permet d'obtenir une image des lésions des corps mous, des viscères, des organes, de détecter la densité de leurs tumeurs éventuelles. En radiographie classique d'organes comme le foie, ou le pancréas, en traumatologie crânienne, en cancérologie, il s'agit d'un procédé permettant de faire des pas en avant immenses, avec toutes les conséquences décisives qu'ils impliquent dans des domaines aussi vitaux de la médecine.

Eh bien, alors que sa fabrication ne pose pas de problème technologique particulier, alors que le corps médical estime environ à 200 le besoin minimum du pays pour l'équi-

pement en scanners, alors même qu'une commission gouvernementale a fini par concéder la nécessité du chiffre de 52, chiffre entériné par un arrêté de Mme Simone Veil (« JO » : 24-2-1976), il y a, en tout et pour tout... sept scanners « crâniens » opérationnels en France, dont trois à titre expérimental, mais aucun utilisable pour le corps entier.

Les besoins du profit et de l'impérialisme français sont ce qu'ils sont, et la seule firme autorisée à vendre en France est la CGR, dont il faut défendre la compétitivité sur le marché international face à Siemens (RFA), Philips (Pays-Bas) ou Otio-Nuclear et General Electric (USA). Par ailleurs, le coût de l'analyse radiographique par scanner est relativement élevé, et la politique de déstabilisation qu'il permettrait d'envisager à grande échelle va directement à l'inverse des besoins du capital, à savoir réduire le coût de la santé.

Et des malades, atteints de cancers, meurent. Et des traumatisés du crâne meurent. Au nom des besoins et des intérêts du capital et du profit.

Il y a plus d'un siècle, nous avons vu — dans la première partie de cet article — Marx et Engels décrire les conditions de survie épouvantables du prolétariat anglais, les workhouses, la misère et la détresse des grabats et des mouroirs. « Meurtre, assassinat social », c'était l'accusation impitoyable des fondateurs du marxisme.

Les révolutionnaires d'aujourd'hui ne sont-ils pas en droit de porter le même terrible verdict, alors que l'humanité a accumulé depuis des moyens et des connaissances comme jamais auparavant dans son histoire, que seule la perpétuation du système de production capitaliste interdit

d'utiliser pour accroître le niveau de vie, la santé, le bien-être de millions et de millions d'hommes, « la richesse matérielle » de toute la société ?

Voilà la société impérialiste, « réaction sur toute la ligne ». La putréfaction du capitalisme est incompatible avec les acquis que le prolétariat a arrachés dans sa lutte de classe révolutionnaire, et conquis au compte de l'humanité. L'impérialisme ne pourra se survivre encore qu'en remettant toujours plus brutalement en cause les conquêtes sociales des masses laborieuses qui sont, elles, les véritables facteurs de progrès de l'ensemble de la société.

Au travers de décennies et de décennies de luttes de classes, le prolétariat a conquis des positions, des droits qui le fondent comme classe, qui procèdent de son combat historique pour le socialisme. Aujourd'hui autant qu'hier, la défense de ces droits et positions est partie intégrante de son arsenal de combat contre le vieux monde de l'exploitation et de l'oppression. Seul l'Etat ouvrier construisant le socialisme pourra dépasser de façon progressiste pour l'humanité les institutions sociales arrachées par la lutte des classes contre le capital, les intégrer à l'organisation civile de la société.

Défendre, autrement qu'en paroles, les conquêtes sociales du prolétariat, la Sécurité sociale, lutter réellement pour l'extension du droit à la santé, c'est d'abord combattre, avec audace et certitude, pour la seule solution positive de la crise historique de l'humanité, la révolution prolétarienne.

Denis Folias,
10 janvier 1977.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 33 F - 2 ans (10 numéros) :
60 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : 50 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



Commission paritaire n° 51 695